

ACTIONS QUI PEUVENT ÊTRE EXERCÉES contre le TIERS BÉNÉFICIAIRE D'UNE ASSURANCE SUR LA VIE

(Rapport, réduction, récompense, droits des créanciers et révocation)

THÈSE
POUR LE DOCTORAT

présentée et soutenue le 11 Juin 1932, à 14 heures

PAR

N. ANDRONESCO-GHIKA

Président : M. Maurice PICARD, Professeur

Suffragants { MM. HÉMARD, Professeur
HAMEL, Professeur

PARIS
LES ÉDITIONS INTERNATIONALES
4 bis, Rue des Écoles

1932

THÈSE POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS - FACULTÉ DE DROIT

ACTIONS
QUI PEUVENT ÊTRE EXERCÉES
contre le
TIERS BÉNÉFICIAIRE
D'UNE ASSURANCE SUR LA VIE

(Rapport, réduction, récompense, droits des créanciers et révocation)

THÈSE
POUR LE DOCTORAT

présentée et soutenue le 11 Juin 1932, à 14 heures

PAR

N. ANDRONESCO-GHIKA

Président : M. Maurice PICARD, Professeur

Suffragants { MM. HÉMARD, Professeur
HAMEL, Professeur

PARIS
LES ÉDITIONS INTERNATIONALES
4 bis, Rue des Écoles

1932



A MA FEMME

BIBLIOGRAPHIE

Ouvrages généraux

- Agnel.* — Manuel général des assurances, 6 éd. par Corny, Paris 1923.
- Aubry et Rau.* — Cours de droit civil français, 5^e éd. commencée par Gault et continuée par M. Martin, Paris 1897-1922.
- Baudry-Lacantinerie, Chéneaux et Bonnacarrée.* — Droit civil, Des personnes.
- Baudry-Lacantinerie et Guyot.* — Précis de droit civil.
- Baudry-Lacantinerie, Le Courtois et Surville.* — Droit civil, Du contrat de mariage.
- Boistel.* — Manuel de droit commercial.
- Colin et Capitant.* — Cours de droit civil, 3 vol. Paris 1930-1932.
- Couteau.* — Traité des assurances sur la vie, 2 vol. Paris 1881.
- Demolombe.* — Traité des donations entre vifs et des donations, 4^e éd. Paris 1873, T. 3.
- Dupuich.* — L'assurance-Vie, Paris 1922.
- Fey.* — Code des assurances sur la vie.
- Grun et Jolliat.* — Traité d'assurances terrestres et sur la vie.
- Guioullard.* — Traité du contrat de mariage, 2^e éd. Paris 1888.
- Hémard J.* — Théorie et pratique des assurances terrestres, Paris 1924.
- Herbault.* — Traité des assurances sur la vie.
- Josserand.* — Cours de droit civil, T. II et III.
- Larombière.* — Théorie et pratique des obligations, Paris 1885.
- Laurent.* — Principes de droit civil, Paris 1878, T. XII.
- Lefort J.* — Traité des assurances sur la vie, Paris 1894.
- Nouveau traité des assurances sur la vie, Paris 1920.
- V. recueils de jurisprudence.
- Le Hir.* — V. recueils de jurisprudence.
- Lyon-Caen et L. Renault.* — Précis de droit commercial.
- Marcadé.* — Explication du Code civil, 8^e éd. Paris 1894.
- Planiol et Ripert.* — Traité élémentaire de droit civil, 3 vol.

- Pon et Rodière.* — Traité du contrat de mariage.
Pothier. — Traité des successions, par M. Bugnet, Paris 1845.
Pouget. — Dictionnaire des assurances.
Sumien P. — Traité théorique des assurances terrestres, Paris.
Tropolong. — Droit civil, Contrats aléatoires, Paris 1850.
Vivante. — Traité de droit commercial, traduit par J. Escarra, T. IV.

Ouvrages spéciaux

- Agaesse.* — Essai sur les assurances sur la vie en cas de décès entre époux sous le régime de la communauté, Thèse Rennes 1901.
Badon Pascal. — Observation dans le Journal des assurances, 1900, pp. 170 et s.
Baleyrier et Capitant. — L'assurance sur la vie au profit d'un tiers et la jurisprudence, Livre du Centenaire I, pp. 515 et s.
Barclay. — La femme anglaise, Paris 1896.
Barré. — Le Code civil allemand et le Code civil français, Berlin 1899.
Bazenet. — De l'assurance sur la vie contractée par un époux au profit de l'autre, Thèse Paris 1888.
Berdez. — Les bases économiques et juridiques de l'assurance privée, Thèse Lausanne 1895.
Bergson. — Etudes sur le contrat d'assurance, dans la Revue de droit français et étranger, 1845.
Bizouard. — Des droits des créanciers du contractant d'une assurance sur la vie, Thèse Paris, 1902.
Bonneville de Marsangy. — Les derniers ennemis de l'assurance sur la vie, Angers 1869.
Bonnichon. — Des effets de la faillite sur les contrats antérieurs, Thèse Paris 1900.
Cailteaux. — Assurance sur la vie par un époux au profit de son conjoint, Thèse Paris 1905.
Chaisemartin. — L'assurance sur la vie, contractée par l'un des époux en faveur de son conjoint, Thèse Paris 1902.
Charmont. — L'assurance sur la vie stipulée au profit d'un tiers déterminé constitue-t-elle une libéralité soumise à la réduction et rapport ? Revue critique, 1897.
Comment se détermine le montant de la récompense due à la communauté qui a fourni des deniers pour la constitution d'une rente viagère propre à l'un des époux ? Revue critique, 1914.
Chavegrain E. — L'assurance sur la vie d'après les derniers arrêts de la Cour de cassation, Le droit du 4 novembre 1888.

- Cendrier.* — Des droits des créanciers dans le contrat d'assurance sur la vie, Thèse Paris 1897.
- Claro.* — Des assurances sur la vie entre époux, Thèse Paris, 1893.
- Clément.* — De l'assurance en cas de décès contractée par un époux au profit de son conjoint, Thèse Grenoble 1896.
- Clos.* — Des assurances sur la vie, de leurs caractères et de leurs effets au point de vue des tiers bénéficiaires, Thèse Toulouse, 1891.
- Cosmao-Dumanoir.* — Etude sur le projet de loi suisse relatif au contrat d'assurance, Bulletin d. l. société d. leg. étr. 1898.
- Caqueray.* — Assurance sur la vie, Revue pratique de droit français, T. XVI, année 1863, II, pp. 196 et s.
- Crémieu.* — La femme commune en biens doit-elle récompense à la communauté pour les primes payées par celle-ci ? Revue Trimestrielle, 1913.
- Dubois A.* — Du bénéfice de l'assurance sur la vie, Journal des assurances, 1883, pp. 104 et s.
- Dumaine.* — Le contrat d'assurance sur la vie en droit civil et en droit fiscal, Paris 1892.
- Dumont.* — De l'attribution de l'indemnité d'assurance sur la vie, Paris 1891.
- Dupuich P.* — De la révocation pour ingratitude en matière d'assurance sur la vie, Journal des assurances, 1907.
- Escarra J.* — Notes à la loi Chinoise sur le contrat d'assurance du 30 décembre 1929.
- Escher Arnold.* — Das Erbrecht des Schweizerischen Zivilgesetzbuchs, Zurich 1912.
- Fleiner F.* — Schweizerisches Bundesstaatsrecht, Tubigen, 1923.
- Folleville (de).* — Observation sur la récompense due à la communauté, placée dans l'ouvrage d'Herbault à la page 228.
- Glasson.* — Réforme sociale, 1897.
- Habay.* — De l'assurance sur la vie dans ses rapports avec la législation de la faillite, Thèse Paris, 1905.
- Héron de Villefosse.* — Notices et notes à la loi suisse sur le contrat d'assurance du 2 avril 1908, Annuaire de législation étrangère, 1908.
- Hochart.* — Etude sur la communauté réduite aux acquêts, Thèse Paris 1887.
- Jangot de Villechaise.* — Des assurances sur la vie et spécialement des bénéfices du contrat, Thèse Grenoble, 1877.
- Lassaigne.* — Libéralités faites par un époux remarié, Thèse Bordeaux 1910.
- Latournerie.* — De l'assurance sur la vie entre époux, Thèse Toulouse, 1928.

- Lehr E.* — Les lois allemandes de 1901 et 1908 sur l'assurance, Revue de droit international, 1910.
Eléments de droit civil anglais, 2^e éd. Paris 1906.
Traité élémentaire de droit civil germanique.
- Mir E.* — Notes à la loi belge sur les assurances, Annuaire d. leg. étr. 1874.
- Mornard.* — De la nature de l'assurance sur la vie et spécialement de ses effets au décès de l'assuré, Thèse Paris 1883.
- Mornet.* — De la propriété et de la transmission des sommes assurées sur la vie humaine, du rapport des primes en cas de partage de communauté entre époux ou de succession, Paris 1904.
- Perreau.* — Le rapport des primes dû par l'héritier bénéficiaire d'une assurance sur la vie peut-il excéder le capital assuré ?
Revue Critique, 1910, p. 526.
La réduction, le rapport et la récompense des primes ou du capital dans l'assurance-vie, Rev. des Assurances Terr. 1931, p. 721.
- Planiol.* — Contrats entre époux, échange, société, Rev. Crit. 1888.
- Pouget.* — Le père de famille, ou l'effet de l'assurance sur la vie dans la succession, Paris 1866 et 1867.
- Queinnec.* — Les contrats d'assurance sur la vie et les régimes de communauté, Thèse Paris 1912.
- Reboul.* — Du droit des enfants bénéficiaires d'une assurance sur la vie, Thèse Paris, 1909.
- Rehfous.* — Les assurances, Paris 1902.
- Ripert G.* — La notion des libéralités, cours spécial de doctorat 1930-1931.
- Robin-Massé.* — De l'assurance sur la vie dans la succession et la communauté, Thèse Paris 1910.
- Rossel A.* — Assurances en cas de décès et le droit successoral, Thèse Lausanne 1919.
- Rousselin.* — Des assurances en cas de décès contractées par un époux au profit du conjoint, Thèse Lyon 1901.
- Solus.* — Du sort des meubles dans les différents régimes matrimoniaux, cours spécial de doctorat 1931-1932.
- Thaller.* — La jurisprudence de l'assurance sur la vie et la quotité disponible, Réforme sociale, 1897, p. 893.
Assurance sur la vie au profit d'un tiers déterminé, Revue critique, 1889, p. 324.
- Toussaint.* — L'assurance sur la vie entre époux sous le régime de la communauté, Thèse Paris 1916.
- Trapadoux.* — Essai sur les droits reconnus au bénéficiaire d'une assurance sur la vie, Thèse Lausanne 1908.

- Turrel.* — Note sur les assurances sur la vie en Italie, Bulletin de lég. étrangère, 1901.
- Uppstrom.* — Notes à la loi suédoise sur le contrat d'assurance du 8 avril 1927, Annuaire de lég. étrangère, 1927.
- Van Eeckhout* — Assurances terrestres, Bruxelles.
- Vermot.* — Catéchisme de l'assurance.
- Vigié.* — Examen doctrinal des arrêts de la Cour de Rouen du 29 mai, 1897, Paris, 23 juin 1897, 18 déc. 1895 et 11 juin 1899, Rev. crit. 1901.
- Wambergue.* — Assurance sur la vie entre conjoints, Thèse Paris 1909.
- Wahl A.* — L'assurance en cas de décès au point de vue du rapport successoral de la quotité disponible et des récompenses, Rev. Trim. 1902.
- Weens Ch.* — De l'assurance contrat d'indemnité. Thèse Paris 1930.

Recueils de jurisprudence et Périodiques

- Annuaire de législation étrangère*, Ann. lég. étr.
- Bulletin de la société de législation comparée*, Bull. d. l. soc. lég. comp.
- Dalloz*, Recueil Périodique et critique de jurisprudence, D. P.
- Journal Officiel*, J. Of.
- Journal de droit international privé*, J. dr. int. pr.
- Journal des assurances*, J. d. A. ou J. A.
- Lefort*, La Cour de cassation et les assurances sur la vie, 1884-1920.
- Le Hir*, Recueil complet de jurisprudence en matière d'assurance sur la vie.
- Moniteur des assurances*,
- Pandectes françaises*.
- Pasicrisie belge*, Pas.
- Recueil périodique d'assurances*, Rec. pér. d'ass.
- Réforme sociale*, Réf. soc.
- Revue critique de législation et de jurisprudence*, Rev. crit.
- Revue pratique de droit français*, Rev. prat.
- Revue trimestrielle de droit civil*, Rev. Trim.
- Revue générale des assurances terrestres*, Rev. d. ass.
- Simorin*, Sim.
- Sirey*, Recueil de jurisprudence, S.

Codes et Lois

- Code civil allemand*, annoté par Bufnoir, Paris, 1904.
Code commercial anglais, annoté par Curti, Parti, 1928.
Code de commerce argentin, annoté par H. Prudhomme, Paris, 1893.
Code civil belge, annoté par Beltjens, Bruxelles, 18880.
Code civil de la république de Chine, traduit par Ho-Tchong-Chan, Paris, 1931.
Code civil français.
Code de commerce italien, annoté par Turrel, Paris, 1902.
Codice di commercio, progetto, Roma 1927.
Code de commerce roumain, traduit par J. Böhl, Paris, 1895.
Code civil suisse, annoté par V. Rossel, Lausanne, 1908.
Code suédois annoté par De la Grasserie, Paris, 1895.
Code civil turc, éd. Rizzo, Constantinople, 1928.
Code de commerce turc, éd. Rizzo Constantinople, 1928.
Loi allemande sur le contrat d'assurance, du 30 mai 1908, traduite par M. Lyon-Caen, Ann. lég. étr., 1908.
Angleterre : Life assurance Act, 1774.
 Married Women's Property Act du 7 août 1870.
 An Act to consolidate and amend the acts relating to the property of married women, 10 août 1882.
Loi argentine sur le contrat d'assurance, du 4 août 1900.
Loi belge sur les assurances, de 1874.
Loi chinoise sur le contrat d'assurance, du 30 décembre 1929.
Loi française sur le contrat d'assurance, du 13 juillet 1930.
Loi roumaine sur le contrat d'assurance, du 7 juillet 1930.
Loi suédoise sur le contrat d'assurance, du 8 avril 1927.
Loi suisse sur le contrat d'assurance, du 2 avril 1908.
Loi turque sur le contrat d'assurance du 29 mai 1926 (Ch. XIII).

Travaux préparatoires et Commentaires de la loi française sur le contrat d'assurance du 13 juillet 1930

TRAVAUX PRÉPARATOIRES

- Projet de loi élaboré sous la présidence de M. Lyon-Caen, déposé sur le bureau de la Chambre des Députés le 12 juillet 1904, *J. Of.* 1904, *Doc. parl. Chambre*, annexe 1918, p. 918.
Déposé de nouveau le 14 juin 1906, *J. Of.* 1906, *Doc. parl. Chambre* n° 410.
Premier rapport Chastenet, *J. Of.* 1906, *Doc. parl. Chambre*, annexe 3.052, p. 212.

Second rapport Chastenet, 18 février 1907, *J. Of.* 1907, *Doc. parl. Chambre*, annexe n° 768, p. 148.

Troisième rapport Chastenet, 12 juillet 1911, *J. Of.* 1911, *Doc. parl. Chambre* n° 1219.

Déposé pour la quatrième fois le 9 mars 1920.

Rapport de M. Saillard du 26 octobre 1922, *Doc. parl. Chambre* 1922, n° 973, p. 120.

Déposé de nouveau le 7 avril 1925, *J. Of.* 1925, *Doc. parl.*, annexe 1544, p. 637, avec le rapport de MM. Hémard et Ancey.

Rapport de M. Lafarge du 5 août 1926 *J. Of.* 1926, *Doc. parl.* n° 3316, p. 1159.

Exposé des motifs fait par MM. Hémard et Ancey, *Rec. per d'as.* 1928, p. 121. Voté par la Chambre, le 29 novembre 1926.

Rapport au Sénat de M. J. Godart, le 15 novembre 1927, *J. Of.* 1927, *Doc. parl. Sénat*, annexe 571, p. 728.

Après renvoi à la commission de législation, avis de M. Curral, devant le Sénat, le 30 juin 1930, *J. Of.* 1930, *Doc. parl. Sénat*, annexe 395, p. 1002.

COMMENTAIRES

Ancey C. et Siecot L. — La loi sur le contrat d'assurance, 2^e éd. Paris, 1931.

Capitant H. — Comparaison du projet de loi relatif au contrat d'assurance déposé à la Chambre, le 12 juillet 1904, avec le projet allemand de 1903 et le projet suisse de 1904, Paris, 1906.

La loi du 13 juillet 1930 relative au contrat d'assurance, *Revue générale d'assurances-terrestres*, 1930, p. 713.

Godart J. et Perraud-Charmentier A. — Code des assurances, Paris, 1930.

Guyot. — Commentaire de la loi sur le contrat d'assurance du 13 juillet 1930, *Lois nouvelles* 1930, 1^{re} partie, p. 409.

Trasbot A. — Commentaire de la loi sur le contrat d'assurance du 13 juillet 1930, *D. P.* 1931.4.39.

ARRÊTS ET NOTES DE JURISPRUDENCE

- Ch. réun. rej., 23 mai 1845, D. P. 45.1.225.
Trib. civ. de la Seine, 23 mars 1850, J. A. 51. 61.
Paris, 11 juin 1853, D. P. 54.2.88.
Lyon, 2 juin 1863, D. P. 63.2.219,
Colmar, 27 fév. 1865, D. P. 65.2.93.
Paris, 5 avril 1866, D. P., 68.1.270.
Bruxelles, 2 août 1866, Pas. 1869.19.
Paris, 5 avril 1867, D. P. 67.2.221.
Dresde, 3 septembre 1869, J. A. 70.109.
Trib. civ. de la Seine, 17 décembre 1869, J. A. 71.220.
Paris, 7 mars 1870, J. A., 71.29.
Aix, 16 mai 1871, D. P. 72.2.220.
Paris, 5 mars 1873, S., 73.2.109.
Charleroy, 9 mai 1874, D. P., 74.5.206.
Bruxelles, 7 juin 1875, Pas., 1875, p. 312.
Trib. Mons, 14 août 1874, Pas., 1875, III 290.
Cambrai, Trib. civ., 26 août 1875, D. P., 76.2.121.
Douai, 31 janvier 1876, S. 77.2.33, note Lyon-Caen.
Caen, 14 mars 1876, D. P. 77.2.131.
Besançon, 27 mars 1876, S. 77.2.132.
Alger, 15 juin 1876, D. P. 78.2.116
Meaux, Trib. civ., 8 mars 1877, J. A. 77.356
Cass., 28 mars 1877, S. 77.1.393, note Labbé.
Lyon, 9 avril 1878, D. P. 79.2.158.
Paris, 4 juin 1878, S. 79.2.29, note C. Levillain.
Paris, 23 août 1878, D. P. 80.1.51.
Caen, 28 mai 1879, D. P. 80.2.49.
Paris, 1^{er} août 1879, S. 80.2.249, conclusions de M. l'avocat gén.-
Chevrier ; D. P. 81.1.401.
Cologne, 20 mai 1879, J. dr. int. privé, 1880, p. 484.
Charleville, Trib. civ., 29 août 1879, J. A. 80.462.
Cass., 10 novembre 1879, D. P. 80.1.175.
Req., 12 novembre 1879, D. P. 80.1.49.

- Amiens, 25 février 1880, D. P. 82.1.99.
Agen, 22 novembre 1880, D. P. 82.2.221.
Paris, 6 décembre 1880, D. P. 82.1.249.
Cass., 2 mars 1881, S. 81.1.145, note Labbé.
Req., 27 juillet, D. P. 82.1.249.
Nancy, 21 janvier 1882, D. P. 82.2.174.
Grenoble, 2 février 1882, D. P. 82.2.242.
Epernay, Trib. civ., 17 août 1882, D. P. 83.3.71.
Trib. civ., Bruxelles, 1^{er} septembre 1882, J. A. 82.62.
Rouen, 18 janvier 1884, S. 86.2.225.
Cass., 2 juillet 1884, S. 85.1.5, note Labbé.
Bordeaux, 21 mai 1885, S. 86.2.38 ; D. P. 88.1.198.
Bar-le-duc, Trib. civ., 3 mars 1886, J. A. 86.227.
Trib. civ., Clermont-Ferrand, 24 mai 1886, J. A. 86.547.
Trib. civ., Beaume-les-Dames, 5 août 1886, J. A. 87.239.
Trib. civ., Bruxelles, 7 août 1886, P. A. 1886.2.90.
Trib. civ. d. l., Seine, 12 janvier 1887, J. A. 87.259.
Trib. civ., Draguignan, 17 mars 1887 S. 89.2.18.
Besançon, 22 mars 1887, D. P. 88.2.1.
Cass., 16 janvier, 2, 8 et 22 février 1888, D. P. 88.1.193, note Dupuich, S. 88.1.121, note Crépon.
Nancy, 17 janvier 1888, D. P. 89.2.153.
Rennes, 9 février 1888, S. 89.2.121, note Labbé.
Nancy, 18 février 1888, D. P. 89.2.198.
Amiens, 8 mai 1888, S. 88.2.177.
Aix, 20 mars 188, S. 89.2.17, note Naquet.
Cass., 27 mars 1888, D. P. 88.1.193 ; S. 88.1.121.
Amiens, 8 mai 1888, S. 88.2.177.
Ch. civ., 7 août 1888, D. P. 89.1.118.
Amiens, 11 janvier 1889, D. P. 91.2.9 ; S. 90.2.5.
Nancy, 17 janvier 1889, D. P. 89.2.153, note Boistel.
Tournay, 29 mai 1889, Pas. 1889.3.284.
Cass., 23 juillet 1889, S. 90.1.5 ; D. P. 90.1.383.
Riom, 8 juillet 1890, S. 91.2.185, note Labbé.
Bourges, 3 juin 1891, S. 94.1.67.
Trib. civ., Morlaix, 6 décembre 1891, J. A. 92.86.
Melun, Trib. civ., 7 avril 1892, J. A. 96.509.
Rouen, 4 juillet 1892, D. P. 93.2.240.
Trib. civ. d. l., Seine, 15 novembre 1892, J. A. 93.155.
Cass., 22 février 1893, note M. Planiol, S. 94.1.65, note Labbé ;
D. P. 93.1.401.
Bruxelles, 5 avril 1893, B. J. 1893.539.

- Cass., 20 juillet 1893, D. P. 93.1.598.
Orléans, 17 janvier 1894, J. A. 94.141 ; S. 94.2.76.
Reims, 21 février 1894, J. A. 94.446.
Agen, 25 mai 1894 D. P. 95.2.513, note Dupuich.
Douai, 14 mars 1895, J. A. 96.19 ; Sim. II 410.
Cass., 8 avril 1895, D. P. 95.1.441 ; S. 95.1.265.
Paris, 18 décembre 1895, D. P. 99.2.249.
Gand, 22 février 1896, Pas. 1896.II.289.
Paris, 10 mai 1896, S. 98.2.245.
Cass., 29 juin 1896, S. 96.1.361 ; D. P. 97.1.73 ; J. A. 96.507.
Douai, 17 janvier 1897, S. 1901.2.9.
Trib. civ. d. la Seine, 3 avril 1897, D. P. 98.2.37.
Amiens, 18 mai 1897, S. 1901.2.12.
Rouen, 29 mai 1897, S. 1900.2.1, note A. Wahl.
Trib. civ., Paris, 23 juin 1898, S. 1900.2.1, note A. Wahl.
Amiens, 4 août 1898, S. 901.2.11 ; D. P. 1902.2.24.
Paris, 11 janvier 1899, D. P. 99.2.249.
Req., 13 avril 1899, note Boistel Pand. fr. 1900.1.9 ; D. P. 1901.1.233.
Paris, 5 mai 1899, D. P. 1901.2.240.
Paris, 10 janvier 1900, note Dupuich, S. 904.2.105 ; D. P. 1900.2.489.
Nancy, 16 mars 1901, S. 1901.2.7.
Ch. civ., 24 février 1902, D. P. 1903.1.433.
Trib. civ., Toulouse, 21 février 1902, D. P. 1902.2.329.
Paris, 6 novembre 1903, D. P. 1904.2.177.
Req., 15 mai 1905, D. P. 1905.1.465.
Ch. civ., 4 août 1908, D. P. 1909.1.185 ; S. 1909.1.5.
Rouen, 10 février 1909, S. 1910.2.81.
Rennes, 6 avril 1910, D. P. 1910.2.329.
Cass., 26 octobre 1910, S. 1913.1.13.
Paris, 8 mars 1911, S. 1912.2.36 ; D. P. 1912.2.321, note Dupuich.
Besançon, 10 mars 1911, S. 1911.2.222 ; D. P. 1912.2.321.
Req., 30 mai 1911, D. P. 1912.1.172.
Rennes, 1^{er} février 1912, D. P. 1912.2.321.
Ch. civ., 28 juillet 1913, S. 1914.1.197.
Ch. civ., 27 novembre 1917, S. 1917, S. 1917.1.105.
Req., 13 avril 1921, D. P. 1922.1.5, note de M. Capitant.
Trib. civ. de la Seine, 24 février 1926, Gaz. Trib. 1927.2.211.

INTRODUCTION

Lorsque la jurisprudence eut à se prononcer sur le droit du tiers bénéficiaire d'une assurance sur la vie, de nombreuses difficultés surgirent quant à la nature juridique de ce droit.

Il s'agissait de définir l'opération réalisée entre le souscripteur et le tiers bénéficiaire au moyen de l'assurance sur la vie. L'intérêt de la question réside dans le fait de savoir quelles actions pourront être exercées contre le bénéficiaire et à quelles obligations celui-ci sera tenu.

La difficulté venait du caractère spécial de cette opération : d'abord, les biens qui sortent du patrimoine du souscripteur, les primes, ne passent pas au bénéficiaire mais sont acquises par la Compagnie d'assurances; quant à la valeur que touchera le bénéficiaire elle n'est pas égale à l'appauvrissement du souscripteur et ne sort pas de son patrimoine mais de la caisse de la Compagnie. A quel titre le bénéficiaire acquiert-il le capital assuré ? Les parties peuvent avoir eu en vue une opération à titre onéreux, l'assuré voulant éteindre une obligation antérieure ; l'attribution du bénéfice serait alors à titre onéreux. Mais si l'attribution est à titre gratuit, lorsque

l'assuré n'était en rien tenu envers le bénéficiaire qu'il désigne, qu'il veut simplement gratifier ce dernier, que par conséquent l'opération réalise une libéralité, il y a lieu à chercher quel est l'objet de cette libéralité et si, étant donné les caractères de l'assurance sur la vie, il y a lieu à lui appliquer les règles des donations entre vifs.

De ces règles celles dont l'application a fait l'objet de longues discussions dans la doctrine et de nombreuses décisions contraires de la jurisprudence, sont celles du rapport réel et fictif et de l'obligation à récompense.

La jurisprudence s'est surtout vue saisie par les prétentions que les créanciers du souscripteur émettaient sur le montant de l'assurance, et il a fallu alors résoudre la question de l'application aux assurances sur la vie des articles 446 et 447, 559 et 564 du Code de commerce.

A toutes ces questions la jurisprudence devait trouver des solutions, en l'absence de tout texte, dans les principes généraux, et c'est son mérite d'avoir su finalement, après de longues années d'hésitations, dégager les assurances sur la vie des entraves dont on essayait de l'entourer, facilitant ainsi la tâche du législateur ; lorsqu'enfin le 13 juillet 1930 le projet de loi sur les assurances, déposé le 12 juillet 1904, devint la *Loi sur le contrat d'assurance*, on a pu constater que dans la plupart des cas la loi ne faisait que consacrer les solutions de la jurisprudence antérieure, leur donnant l'appui définitif d'un texte.

Comme nous l'avons dit plus haut, c'est surtout le droit du tiers bénéficiaire qui avait fait l'objet des difficultés. Ce droit qui se trouve fortement consolidé par la

nouvelle loi nous nous proposons de l'étudier sous quelques-uns de ses aspects.

Il nous faut spécifier qu'au cours de notre étude nous supposerons nous trouver dans le cas d'une attribution du bénéfice consentie à titre gratuit.

Dans la première partie nous étudierons la question du rapport et de la réduction ; cette partie sera intitulée : *Du rapport et de la réduction de capital ou des primes*. Nous parlons du capital ou des primes à cause du long effort que la jurisprudence et la doctrine ont dû fournir avant d'arriver à dispenser le capital assuré de l'obligation du rapport réel et fictif. Cette longue évolution, les revirements successifs de la jurisprudence et les différentes théories de la doctrine, seront examinées dans le Chapitre premier.

Le Chapitre II sera intitulé Rapport et réduction d'après la loi du 13 juillet 1930 et contiendra les solutions apportées par cette loi dans la matière. Dans la première section de ce chapitre sera étudiée l'attribution de bénéfice d'une assurance sur la vie, puisque le capital de l'assurance ne fera partie de la succession que si aucun tiers bénéficiaire ne sera déterminé ou déterminable.

L'assurance sur la vie étant fort usitée entre époux, la Deuxième partie sera consacrée à ce genre d'assurance et sera intitulée : *Récompense à la communauté conjugale*. La jurisprudence et la doctrine ayant eu, dans cette question également, à suppléer à l'absence d'un texte, le premier chapitre leur sera consacré tandis que le second traitera de L'assurance entre époux depuis la loi du 13 juillet 1930.

Dans la Troisième partie intitulée : *Droits des créanciers*, nous étudierons dans deux chapitres les droits des créanciers du bénéficiaire et ceux des créanciers du souscripteur.

Enfin la quatrième et dernière partie traitera de la : *Révocation de l'attribution à titre gratuit du bénéfice d'une assurance sur la vie, après l'acceptation du bénéficiaire.*

PREMIÈRE PARTIE

LE RAPPORT DU CAPITAL OU DES PRIMES

CHAPITRE PREMIER.

Historique de la jurisprudence et de la doctrine

SECTION 1^{re}

La jurisprudence jusqu'à 1896

Il est toujours intéressant d'étudier l'évolution de la jurisprudence dans une matière qui a fait l'objet de vives discussions et qui a donné lieu à des décisions contraires.

D'autant plus en étudiant la Loi sur le contrat d'assurance du 13 juillet 1930, qui s'est largement inspirée de la jurisprudence antérieure, devons-nous étudier les règles prétoriennes que cette jurisprudence était arrivée à échauffer, à défaut de textes et poussée par la doctrine.

A) Première phase de la jurisprudence jusqu'en 1871.

La jurisprudence a commencé par refuser de comprendre dans la succession du souscripteur le capital assuré. Le premier arrêt que nous avons trouvé dans les recueils et qui est mentionné comme tel par Le Hir (1)

(1) Le Hir. Recueil complet de jurisprudence en matière d'assurance sur la vie.

est du Tribunal civil de la Seine donné le 23 mars 1850 (1). Cette arrêt décidait que : « le contrat par lequel une compagnie d'assurance sur la vie s'engage envers le stipulant à payer à son décès une somme à un tiers, moyennant versement d'annuités par le stipulant, est un contrat innommé, soumis aux formalités générales des contrats et qui ne peut être assimilé, relativement au tiers à une donation, ni assujetti à l'égard de ce tiers aux formes ordinaires de la donation ou du don manuel ».

Les conséquences à tirer de cette prémisse étaient évidentes et le tribunal ne s'est pas fait faute de les déduire en décidant que la somme à payer appartient au tiers bénéficiaire et qu'elle doit lui être payée malgré l'opposition des héritiers et des créanciers. Les créanciers pourraient tout au plus réclamer le montant des primes payées mais seulement s'il y avait eu fraude à leurs droits et non si les annuités n'étaient qu'un sacrifice modique pour le souscripteur. Les auteurs étaient d'accord pour approuver cette décision et espérer qu'elle sera suivie par les Cours d'appel et la Cour de cassation (2).

Le Tribunal civil de la Seine décide à nouveau le 17 juin 1862 (3) que : « le montant d'une assurance sur la vie appartient spécialement au bénéficiaire et ne tombe pas dans la succession de l'assuré ».

Une Cour d'Appel se voit enfin saisie et son arrêt est d'autant plus intéressant que dans le cas qui lui était soumis, l'attribution du bénéfice de l'assurance avait

(1) Journal des assurances, 1851, p. 61.

(2) COUTEAU. Traité des assurances sur la. T. II. pp. 404 et s.

(3) COUTEAU, précité, II, n° 505.

été faite dans les termes « au profit des enfants » donc il n'y avait pas désignation expresse des bénéficiaires.

Pourtant la Cour d'Appel de Caen décide le 11 janvier 1863 que « le défunt avait créé au profit de ses enfants un droit qui leur est propre, droit qu'ils ne devaient pas trouver dans la succession de leur père, mais uniquement dans le contrat d'assurance accepté par la Compagnie » (1).

Cet arrêt est bientôt suivi d'un autre de la Cour de Lyon du 2 juin 1863 (2) qui voit dans l'assurance sur la vie une opération rentrant dans le cas de l'art. 1121 du c. civ. c'est-à-dire offrant les caractères d'une stipulation pour autrui. « Ces actes, continue l'arrêt, créent au profit du destinataire du capital de l'assurance un droit qui naît dès le moment du contrat et qui, simplement suspendu dans son exercice tant que dure la vie de l'assuré existe parallèlement à l'obligation où est la compagnie d'assurance à payer le capital en temps convenu ».

« Il s'ensuit que le montant de l'assurance n'est point alors une valeur qui ait été placée dans le patrimoine de l'assuré, et qui ait eu à en sortir... la somme assurée n'est point une valeur de la succession et affectée à l'exécution des engagements du défunt ».

Si l'assuré s'était réservé le droit de céder le bénéfice d'assurance la Cour décide que ceci constitue une simple condition suspensive à l'égard de la femme et des enfants.

La Cour de Colmar le 27 février 1865 (3) posait le

(1) COUTEAU II, n° 506.

(2) Lyon 2 juin 1863, D. P. 63.7.219.

(3) Colmar 27 février 1865, D. P. 65.2.93.

principe que dans les contrats d'assurance sur la vie, c'est l'intention présumée des parties qui doit l'emporter sur le sens littéral des termes (art. 1156 et suiv. du c. d. com.).

Quels étaient les motifs qui dictaient à la jurisprudence ces décisions ? Ils sont intéressants parce qu'on y trouve le caractère, que les auteurs de ces temps attribuaient à l'assurance sur la vie.

Celle-ci y est considérée comme étant un contrat double : le premier entre la Compagnie et l'assuré qui est évidemment un contrat à titre onéreux et synalagmatique ; le second, entre l'assuré et le bénéficiaire, prend un caractère de gratuité mais qui n'a pas son nom dans le Code civil, qui est un contrat innommé, *sui generis*, dont il faut chercher la solution dans les principes généraux et dans l'intention des parties.

Le rapport n'est pas dû envers les créanciers, pour une assurance souscrite sans fraude.

En matière de communauté la cour impériale de Paris continuant la jurisprudence antérieure et étendant ses principes, décidait que le capital assuré ne tombait pas dans la communauté (1). Le mari est considéré comme faisant une stipulation pour autrui.

Cette jurisprudence permettait les plus beaux espoirs. On les trouve dans l'enthousiasme de deux brochures publiées en 1867 et 1868 par Pouget (2) et où il est dit :

(1) Paris 5 avril 1867, D. P. 67.2.221

(2) POUGET. Le père de famille ou l'effet de l'assurance sur la vie dans la succession.

« Grâces soient donc mille fois rendues aux magistrats qui en présence d'une assurance sur la vie, ont su deviner les tourments et les perplexités de celui qui la souscrivait ; c'est-à-dire, la pensée de la famille, la seule étant devant lui ».

« Désormais avec l'enseignement des tribunaux, plus de doute ».

« Vous ne pouvez sur vos ressources actuelles prélever qu'une faible somme pour constituer à vos enfants un capital, la magistrature est là pour, en cas de contestations par des créanciers, comprendre votre pensée ; elle se fera votre exécuteur testamentaire au profit des vôtres ».

Tout aussi enthousiaste est M. Adolphe Breulier dans les observations sous l'arrêt de la Cour de Bruxelles du 2 août 1866 (1), en critiquant les entraves qu'ont rencontré les assurances sur la vie : « à peine l'assuré a-t-il fermé les yeux, dans la consolante sécurité de l'homme qui pense avoir rempli son devoir, que la science timorée du jurisconsulte arrive, munie de sa sensitive balance et suivie de la chicane aux yeux louches. On conteste, on pèse le mot héritiers cela ne veut pas dire enfants, etc. ».

M. Pouget considérait même que l'absence d'une loi, en matière d'assurance sur la vie n'était pas un si grand mal et qu'il fallait laisser libre l'œuvre éclairée de la jurisprudence sans l'enfermer dans des textes rigides, difficilement changeables à cause du système parlementaire.

Combien a-t-il dû regretter ensuite l'absence d'une loi qui aurait empêché le revirement de la jurisprudence.

(1) COUTEAU, précité II, p. 415.

B) *Changement de la jurisprudence en 1871.*

Le 16 mai 1871 la Cour d'Aix (1) paraît inaugurer la jurisprudence contraire. Mais il semble qu'elle a été influencée dans son arrêt par la mauvaise rédaction de la clause exprimant la volonté du souscripteur. Au lieu d'enfants il a employé le terme héritiers, et ayants droit ce qui pour ces temps était trop large pour que le bénéficiaire soit considéré comme déterminé. La Cour décida que le capital d'une assurance sur la vie, stipulé payable au décès de l'assuré *à ses héritiers ou ayants droit*, fait partie de la succession. La Cour de Besançon donna le 23 juillet 1872 un arrêt dans le même sens (2).

Pourquoi ce revirement de la jurisprudence ? La cause se trouve dans la prétention du fisc, qui en 1872 voulait soumettre le capital assuré au droit de mutation par décès. Il fallait pour cela juger que ce capital fait partie de la succession. On attendait une décision de la Cour de cassation qui fut donnée le 7 février 1872 (3) dans ces termes : « attendu que le droit à cette somme... qui est la représentation de la prime payée par l'assuré pour constituer la somme assurée au moyen de chances et de combinaisons aléatoires du contrat d'assurance, a fait partie du patrimoine de l'assuré qui pouvait en disposer et qui en a disposé ».

C'était l'effondrement de toute la jurisprudence antérieure. Les Cours d'appel devront suivre la Cour de cassation.

Si le capital assuré fait partie de la succession pour le paiement des droits de mutation successorale, il n'en

(1) Aix 16 mai 1871, D. P. 72.2.219.

(2) Besançon 23 juillet 1872, D. P. 72.2.220.

(3) Cass. civ. 7 février 1872, D. P. 72.1.209.

fera malheureusement pas partie uniquement pour ce paiement, mais on devra lui appliquer toutes les règles spéciales aux biens de la succession : droits des créanciers, de la faillite, l'attribution à la communauté, impossibilité pour l'héritier renonçant à recueillir le bénéfice de l'assurance, les prescriptions légales relatives à la quotité disponible et à la réserve, qui seront calculées sur le capital assuré et non pas seulement sur les primes.

Quelques procès provoqués par la mauvaise rédaction des polices, par l'emploi de termes impropres, amenèrent encore plus vite au changement complet de jurisprudence qui devait cette fois durer jusqu'en 1888. Malgré quelques efforts contraires (1) l'effondrement total devait survenir par la loi fiscale du 23 juin 1875 qui décidait dans l'art. 6 que : « sont considérés, pour la perception des droits de mutation par décès comme faisant partie de la succession d'un assuré sous la réserve des droits de communauté s'il en existe une, les sommes, restes ou émoluments quelconques, dûs par l'assureur à raison du décès de l'assuré.

Après cette loi il ne faut pas en vouloir à la jurisprudence si dorénavant elle considère que l'assuré acquiert pour lui-même une créance en concluant l'assurance et qu'il en dispose par le même acte au profit du bénéficiaire.

Rien n'est moins exact cependant, car l'assurance sur la vie ne fait naître qu'un droit éventuel. Et même si cette créance ferme existait au jour du contrat ce n'est pas à l'assuré mais au bénéficiaire qu'elle appartiendrait.

Quant à considérer le capital entier comme étant l'ob-

(1) Charleroi, 9 mai 1874, D. P. 74.5.206.

jet d'une donation, rien n'est moins exact encore. Car ce qui a été donné ne pouvait être le capital qui n'avait jamais appartenu à l'assuré.

On ne peut donc justifier la perception d'un droit fiscal de mutation par décès et moins encore l'attribution du capital assuré à la succession du défunt. Les conséquences de la loi de 1875 furent funestes aux bénéficiaires des assurances sur la vie. Le capital fut dorénavant considéré comme une créance ordinaire et par suite une valeur de la succession.

Le premier arrêt après cette loi fut celui de la Cour de cassation du 15 juillet 1875 (1), qui décidait que le droit au capital assuré était irrévocablement acquis au stipulant et faisait partie de son patrimoine.

Il y a eu cependant des décisions contraires : Tribunal de Dijon, le 5 mai 1875 et la Cour de Rouen le 27 juillet 1875 (2), décidaient que l'assuré avait fait une stipulation pour autrui, que les bénéficiaires étaient des personnes déterminées et qu'ils acquéraient au jour du décès un droit au capital, droit rétroactif au jour du contrat. Mais la Cour de cassation persista dans sa doctrine (3).

C) *Revirement de la jurisprudence à partir de 1884.*

Dans le paragraphe précédent nous avons montré comment la jurisprudence avait commencé par affirmer que le capital assuré étant le résultat des primes payées par l'assuré constitue envers le bénéficiaire une donation indirecte de la part de celui-ci. Le résultat était que le montant du capital devait être rapporté, fictivement

(1) Req., 15 juillet 1875, D. P. 76.1.232.

(2) Rouen, 27 juillet 1875, D. P. 76.2.182.

(3) Civ. 7 février 1877, D. P. 77.1.337 ; Req. 20 décembre 1876, D. P. 77.1.504.

pour déterminer la quotité disponible, ou effectivement dans le cas où le bénéficiaire était héritier et qu'il s'agissait de déterminer sa part héréditaire.

La théorie qui voit dans l'assurance sur la vie, au profit d'un tiers une stipulation pour autrui, conforme à l'art. 1121, avait fait son apparition. Mais il fallait justifier l'intérêt qu'avait le contractant de l'assurance, l'intérêt purement moral ne suffisant pas aux yeux des magistrats. Et l'on arriva ainsi à considérer que l'assuré contractait pour lui-même et transmettait ensuite le profit au tiers bénéficiaire. De cette façon disparaissait tout avantage que l'on était en droit d'espérer de la théorie de la stipulation pour autrui. Car si cette transmission du bénéfice avait eu lieu lors de la conclusion du contrat on considérerait tout de même que le capital assuré avait fait partie du patrimoine de l'assuré, ne fut-ce qu'un moment de raison. Ainsi se retrouvait dans la succession, vis-à-vis des cohéritiers et des héritiers réservataires, le capital assuré. Envers les créanciers du défunt assuré, le montant du capital assuré, attribué à un tiers, ne figurait pas dans la succession. Ceux-ci ne pouvaient que le faire restituer à la succession par les moyens qu'ils ont d'attaquer toutes les autres donations de leurs débiteurs.

Comme nous voilà loin des solutions admises par la loi du 13 juillet 1930, dont l'art. 67 décide que : « les sommes payables lors du décès de l'assuré à un bénéficiaire déterminé ou à ses héritiers ne font pas partie de la succession de l'assuré ».

La loi a-t-elle innové en cette matière par l'art. 67 ?

Il faut examiner les changements survenus dans la jurisprudence à partir de 1884. Pendant de longues an-

nées la jurisprudence décidait que le capital même de l'assurance doit être considéré comme faisant partie du patrimoine et de la succession de l'assuré (1).

Mais le 2 juillet 1884 la Cour de cassation décida enfin que le contrat d'assurance faisait naître un droit personnel au profit du tiers bénéficiaire (2). Ce droit ne constitue pas une valeur de la succession. « Attendu, dit l'arrêt, que ce droit est personnel au tiers bénéficiaire, ne repose que sur sa tête et aussi ne constitue pas une valeur successorale ; qu'en effet le capital assuré n'existe pas dans les biens du stipulant durant sa vie, puisque ce capital ne se forme et ne commence d'exister que par le fait même de la mort du stipulant et que, d'un autre côté, le contrat n'en attribue à celui-ci ni le bénéfice personnel, ni la disposition, et ne lui laisse que la faculté de rendre nuls les effets de la convention par le non paiements des primes... »

Il est évident que c'était là, la solution longtemps attendue.

En vérité, si le rapport tend à assurer l'égalité des partages, il ne peut remettre dans la masse de la succession que les biens que les héritiers pouvaient espérer y trouver, ceux qui ont été distraits du patrimoine du défunt. En conséquence, même si l'on veut considérer le contractant d'une assurance en cas de décès au profit d'un tiers, comme créant au profit de ce tiers une valeur, ce n'est en tout cas pas de son patrimoine qu'est sortie cette valeur. On ne peut comparer la situation de ce contractant avec celle d'un donateur qui prend un bien de son patrimoine et en fait l'objet de sa donation. Le patrimoine de ce dernier se trouve appauvri. Ce qui est sorti

(1) V. les paragraphes précédents.

(2) Cass. 2 juillet 1884, S. 1885.1.5, note Labbé.

du patrimoine du souscripteur d'une assurance sur la vie, ce sont les primes qu'il a payées. Si un rapport pouvait être prétendu il ne pourrait avoir pour objet que le montant des primes. On verra plus loin les raisons qui font que les primes sont exemptes de rapport.

Dans les décisions anciennes on voyait une impossibilité à décider que les primes soient rapportables car disait-on le souscripteur ne les a jamais données au bénéficiaire mais il les a au contraire, versées à l'assureur, à la Compagnie.

Après l'arrêt du 2 juillet 1884 de la Cour de cassation qui excluait le capital assuré de la succession, envers les créanciers du défunt, on pouvait raisonnablement croire que le tiers bénéficiaire verrait son droit consacré également envers les héritiers. Et des arrêts reconnurent en effet ce droit du bénéficiaire.

Le Tribunal civil de Clermont-Ferrand le 24 mai 1886, trouve que les art. 564 et 559 du code de commerce sont sans application en cas d'assurances sur la vie souscrite au profit d'un tiers déterminé. Le tribunal affirme : « que le stipulant n'ayant acquis aucun droit personnel et exclusif n'a évidemment pu faire une libéralité d'une créance qu'il n'a jamais eu « in bonis » et qui n'est constituée que par le fait de son décès » (1).

Et le Tribunal civil de Bar-le-Duc (2) le 3 mars 1886, décide que la femme qui a été désignée comme devant profiter de l'assurance sur la vie contractée par son mari, en touchant le capital des mains de l'assureur exprime ainsi son intention d'accepter la stipulation faite à son profit. « Que dès lors le capital dont il s'agit, créé

(1) Trib. civ. de Clermont-Ferrand, 24 mai 1886, J. d. A. 86, p. 547.

(2) Trib. civ. de Bar-le-Duc, 3 mars 1886, J. d. A. 86, p. 227.

comme il a été dit plus haut, est un propre de la dame T. et non un conquet ; attendu que ce résultat réalise d'ailleurs les intentions du stipulant qui a voulu que sa veuve jouisse du dit capital après son décès, car si elle était tenue de le restituer soit à sa succession, soit à la communauté, le but qu'il s'est proposé serait manqué, puisque le bénéficiaire ne conserverait rien de ce qu'il a voulu lui attribuer... le capital doit être retranché de l'actif de la communauté ».

Le 17 mars 1887 le Tribunal civil de Draguignan (1) décidait à son tour et après avoir reconnu le droit propre du bénéficiaire, que « l'assurance ainsi directement acquise du moment du contrat à la veuve, ne saurait constituer une libéralité et être soumise à réduction puisque par l'effet de la rétroactivité le capital stipulé ne faisait pas partie des biens du souscripteur pendant sa vie ». Le tribunal exclut le capital assuré de la succession du défunt et décide que la veuve ne devra pas le rapporter.

Cette décision allait d'ailleurs être réformée par la Cour d'Aix le 20 mars 1888 (2), et cela après les fameux arrêts de janvier et février 1888, qui laissaient subsister une grosse contradiction dans la doctrine de la Cour de cassation.

Au commencement de l'année 1888 la Cour de cassation fut appelée à se prononcer si les créanciers du défunt peuvent réclamer le capital assuré.

En cas de faillite la jurisprudence décidait que, quel que soit le genre de désignation, tiers déterminé ou indéterminé, le capital faisait partie de la masse de la fail-

(1) Trib. civ. de Draguignan, 17 mars 1887, S. 89.2.18.

(2) Aix, 20 mars 1888, S. 89.2.17 ; note naquet.

lite. Les arrêts du 16 janvier et du 6, 8, et 22 février 1888 (1), de la Cour de cassation apportent une solution juridique à la question en décidant que le droit au capital assuré naît directement dans la personne du bénéficiaire et qu'on ne peut plus en conséquence appliquer l'art. 564 du code de commerce qui refuse à la femme du commerçant en faillite le droit de revendiquer les avantages qui auront été faits par le mari. La Cour de cassation décida que cet article ne s'applique pas au capital de l'assurance :

« Par suite, le droit de créance existant à son profit contre la compagnie d'assurances est un droit personnel, ne reposant que sur sa tête et qui ne peut être considéré comme se trouvant dans le patrimoine du stipulant soit au moment de son décès, de manière à former une valeur successorale gage des créanciers de la succession... » Et le 16 janvier 1888 (1) : « attendu en droit que le contrat d'assurance sur la vie, lorsque le bénéfice de l'assurance est stipulé au profit d'une personne déterminée, comporte essentiellement de l'art. 1121, c'est-à-dire de la stipulation pour autrui... que vainement on voudrait prétendre que l'assuré ne stipulant pas pour lui-même l'art. 1121 ne pouvait être invoqué par le bénéficiaire ».

Contrairement à ce qu'elle décidait avant la Cour de cassation voit dans l'intérêt moral un profit suffisant pour que l'application de l'art. 1121 soit possible. Elle remarque en plus que dans certains cas le capital même, assuré, peut revenir au stipulant.

Donc en faisant l'application de l'art. 1121, il résulte que le tiers bénéficiaire, le jour de son acceptation, ac-

(1) Cass., 16 janvier, 6, 8 et 22 février 1888, S. 88.1.121 ; D. P. 88.1.193.

quier un droit personnel, un droit qui, rétroactivement, naît en sa personne au jour du contrat, droit au capital assuré qu'il peut réclamer à la Compagnie. Le 6 février 1888 (1) la Cour de cassation décide : « attendu que l'arrêt attaqué tire avec raison cette conséquence que la stipulation faite au profit de la dame X. était faite sous la condition suspensive du prédécès de son mari et que cette condition s'étant réalisée, la dite dame doit être réputée bénéficiaire *ab initio*, de la stipulation dont il s'agit ; que dès lors les créanciers de son mari ne sont pas fondés à prétendre que le capital assuré doit être versé en leurs mains ».

On voit que la nouvelle jurisprudence affirme dans plusieurs arrêts le droit au capital, droit personnel au tiers bénéficiaire expressément déterminé lors de sa désignation, droit qui rétroagit au jour du contrat. Jusqu'ici rien de plus normal dans l'application de l'art. 1121 sous le coup duquel tombe l'opération d'après les affirmations de la Cour de cassation. Mais la Cour n'ira pas plus loin, du moins immédiatement, dans les conséquences qu'on pouvait attendre.

Dans le droit successoral français se trouvent deux grands principes qui le régissent : l'égalité entre les cohéritiers et l'intangibilité de la réserve héréditaire.

Est-ce que ces deux principes ne se trouvent pas atteints si l'on reconnaît au tiers bénéficiaire un droit propre et personnel au capital d'une assurance sur la vie contractée par le défunt, droit qui fera que ce capital ne sera ni rapportable ni réductible ?

L'injustice apparente dont seraient frappés les cohéritiers et les réservataires, fit que longtemps la ju-

(1) S. 1888.1.21 ; D. 1888.1.193, précités.

risprudence et une partie de la doctrine décidait que le capital assuré tombe dans la succession, qu'il est rapportable et réductible.

Pourtant après les arrêts de janvier et février 1888, survenus il est vrai en matière de faillite, on pouvait s'attendre à ce que la Cour de cassation tira la conclusion qui s'imposait et que le montant de l'assurance soit exempté de rapport et de réduction.

Mais après avoir reconnu au tiers bénéficiaire son droit personnel et exclusif, après avoir exclu le montant de l'assurance du patrimoine du défunt comme on l'a vu plus haut, la Cour de cassation décida que : « le bénéfice de l'assurance est recueilli (par les tiers bénéficiaires), par l'effet de l'attribution que le souscripteur leur en a consentie à titre purement gratuit », constituant une véritable libéralité, « à laquelle sont applicables les règles concernant les rapports, soit qu'il s'agisse d'assurer l'égalité du partage entre cohéritiers ou de déterminer le montant de la réserve ou de la quotité disponible ».

Il y a une contradiction évidente dans cette doctrine. De qui le tiers bénéficiaire tient-il son droit ? Est-ce du contrat comme l'affirme la Cour de cassation ou bien du souscripteur comme l'affirme la même Cour ?

Un cas exclut l'autre et pourtant la Cour de cassation adopte l'une après l'autre ces deux solutions.

Le but poursuivi par la Cour de cassation c'est d'assurer l'égalité des partages entre cohéritiers et de préserver les réservataires, les deux principes que nous avons énoncés plus haut.

La Cour de cassation veut éviter « la création d'un droit d'aînesse déguisé ».

Le défaut d'unité dans cette doctrine de la Cour de cassation, donna une nouvelle force aux critiques des auteurs de ce temps. La jurisprudence se partagea. On trouve des arrêts qui suivent les principes de la Haute Cour et qui parfois contiennent en eux-mêmes une contradiction avec la Cour de cassation puisqu'ils affirment que l'art. 564 du code de commerce est applicable aux assurances sur la vie, article que la Cour de cassation trouvait sans application dans cette matière (1).

D'autres décisions ne trouvant pas les arguments de la Cour de cassation décisifs, se prononcèrent carrément en sens contraire.

Ainsi la Cour de Rennes le 9 février 1889 décidait que l'assurance faite au profit du survivant des époux ne constitue pas une libéralité envers celui-ci (2).

En conséquence, les héritiers réservataires du prédécédé ne peuvent demander la réduction du capital assuré et le syndic de la faillite ne peut demander le rapport à la masse en vertu de l'art. 559 c. com.

« Que considérée dans son ensemble (l'assurance) elle ne constitue point une aliénation à titre gratuit puisque, d'un côté comme de l'autre, chaque stipulation a pour contre partie l'échange d'une créance de même nature et quotité, subordonnée à l'événement inverse ; qu'il faut donc voir là un acte à titre onéreux entre les parties elles-mêmes et non seulement avec la Compagnie d'assurance ».

Devant ces décisions contradictoires il fallait s'attendre à ce que la Cour de cassation, dans une nouvelle

(1) Amiens, 8 mai 1888, S., 88.2.177 ; D., 91.1.383 ; Aix, 20 mars 1888, S., 89.2.17 ; Agen, 25 mai 1894, D., 95.2.513, note Dupuich.

(2) Rennes, 9 février 1889, S., 89.2.121.

doctrine, abolisse la contradiction existant dans les arrêts de 1888.

Ce revirement ne devait se produire que le 29 juin 1896 (1), lorsque la Cour de cassation fut saisie d'un pourvoi contre un arrêt de la Cour de Paris du 30 mai 1894, qui avait résolument pris position contre la décision de la Cour de cassation du 6 février 1888.

Cette fois la jurisprudence de la Cour de cassation allait enfin devenir conforme aux termes du principe fixé dès le 2 juillet 1884, reconnaissant que le droit au capital est personnel au tiers bénéficiaire.

L'arrêt du 29 juin 1896 est un arrêt de principe. Partant de la règle posée en 1884 la Cour déduit enfin que le capital d'une assurance sur la vie ne peut constituer une valeur successorale. Le montant de ce capital n'existe pas dans le patrimoine du souscripteur puisque ce capital ne commence d'exister et ne se forme que par le fait même de sa mort.

L'assuré n'avait, à aucun moment acquis le bénéfice personnel de ce capital. Il ne pouvait qu'annuler les effets du contrat en ne continuant pas le paiement des primes et si d'autres ne les payaient pas ; ou révoquer l'attribution du bénéfice s'il n'y avait pas encore acceptation de la part du tiers.

Voici les termes de l'arrêt : « attendu que le capital stipulé, n'ayant jamais fait partie du patrimoine du stipulant, ne saurait pas constituer une valeur successorale et par suite entrer en compte pour le calcul de la réserve ».

Au point de vue du code civil cette solution paraît parfaitement logique (2).

(1) Cass., 29 juin 1896, S. 96.1.361, D. 97.1.73, J. d. A., 96, p. 507.

(2) LEFORT, Les assurances sur la vie et la Cour de cassation en 1896.

En vérité la masse de biens sur laquelle peut compter la réserve et sur laquelle elle doit être calculée, ne peut comprendre que les biens formant le patrimoine du de cujus.

Laurent a soutenu cette thèse en écrivant : « l'article 922 du code civil dit que l'on fait une masse des biens existants au décès du donateur ou testateur. Qu'entend-on par là ? *Il ne suffit pas que les biens existent matériellement dans le patrimoine du défunt, il faut qu'ils lui appartiennent, qu'ils fassent partie de son hérédité* » (1).

Or il est évident qu'on ne peut faire entrer dans cette définition le capital d'une assurance sur la vie (2).

Du moment qu'on est d'accord à voir dans l'opération juridique qui intervient à l'occasion d'une assurance sur la vie, une stipulation pour autrui, il est certain que le tiers bénéficiaire acquiert le droit au capital assuré sans que celui-ci ait, à aucun moment appartenu au stipulant. Et le tiers bénéficiaire acquiert ce droit *jure proprio*. Par conséquent il n'y a pas eu diminution du patrimoine du souscripteur et les réservataires ne sauraient le soutenir.

D'après Lefort (3) il faut encore envisager un des caractères des donations qui demande que le donateur se dépouille actuellement et irrévocablement de la chose donnée en faveur du tiers qui accepte. Or, même si l'assurance est à titre purement gratuit le stipulant ne prend pas le montant de l'assurance de son patrimoine. De ce patrimoine ne sortent que les primes, donc tout mène à

(1) LAURENT, Droit civil, T. XII, n° 57.

(2) V. dans le même sens AUBRY et RAU, T. II, § 684 et note 10 *bis*.

(3) LEFORT, Les assurances sur la vie et la Cour de cassation en 1896, page 13.

la conclusion que le capital doit être exempt de rapport et que le rapport doit porter sur les primes. Et même ce rapport sera soumis à certaines conditions qu'on exposera plus loin.

Les décisions suivantes de la jurisprudence seront mentionnées dans l'étude que nous ferons de la doctrine. On peut voir que la jurisprudence était arrivée à élaborer, à défaut de textes, des règles prétoriennes, en matière d'assurance sur la vie qui peuvent être considérées comme ayant formé la base des arts. 67 et 68, de la Loi sur le contrat d'assurance, du 13 Juillet 1930.

SECTION II

Historique de la doctrine antérieure à la loi du 13 Juillet 1930.

A. Théories qui essayèrent de justifier le droit personnel du tiers bénéficiaire et de lui attribuer le capital assuré.

Il est temps d'examiner les différentes théories que la doctrine a imaginées pour justifier le droit personnel et exclusif du tiers bénéficiaire et de lui attribuer le capital assuré.

Laissant de côté les théories qui contestent et discutent la validité de l'assurance sur la vie, comme celles qui voient dans cette opération un pari ou une série de paris (1), nous n'exposerons que celles qui ont été construites à l'occasion de la discussion de l'attribution du bénéfice de l'assurance sur la vie et qui en reconnaissant le droit du tiers, essayèrent de l'exempter totalement ou partiellement du rapport.

(1) BUNYON. The law of life insurance.

a) Une première théorie tend à voir dans le contrat d'assurance sur la vie un contrat d'indemnité.

Lefort est d'avis que le caractère indemnitaire est de l'essence de tout contrat d'assurance (1). On a objecté que dans le cas d'une assurance sur la vie le risque était un événement qui devait fatalement se produire, la mort de l'assuré. Et que d'autre part la mort de l'assuré prive ceux en faveur de qui il s'est assuré d'un gain espéré, éventuel, mais n'amoindrit pas son patrimoine. Cependant Lefort répond que « si l'assurance sur la vie n'a pas la prétention de réparer la perte irréparable de la vie d'une personne chère, si elle ne tarife pas ce qui n'a pas de prix, l'assurance sur la vie pèse les intérêts pécuniaires blessés, elle leur porte un soulagement et guérit leur souffrance (2) ; elle répare le préjudice que causera la disparition de celui qui par son activité, son travail, subvenait aux nécessités d'une famille ».

Une autre objection se levait contre cette théorie, celle qui ressort du principe existant en droit français, qui prohibe l'assurance de simples bénéfices espérés. Cependant Tropolong (3) fait la remarque que c'est moins le produit du travail que la possibilité du travail qui est assurée.

L'intérêt moral qu'on a, à la conservation d'une personne, suffit pour donner le caractère indemnitaire à l'assurance sur la vie qui existera dès lors même si l'assuré est un oisif ou un prodigue.

Vernot semble bien exprimer l'idée des partisans de la théorie indemnitaire en donnant cette définition à l'assurance sur la vie : « c'est en réalité une assurance

(1) LEFORT. *Traité d'assurances sur la vie*, 1894, pp. 180 et s.

(2) Définition donnée par Pothier : *Assurances* n° 2.

(3) TROPOLONG. *Contrats aléatoires*, n° 165.

contre les dommages matériels résultant de la certitude de notre mort et de l'incertitude dans laquelle nous sommes maintenus au sujet de l'heure de cette mort » (1).

Adolphe Dubois tire un argument, en faveur de la théorie de l'indemnité, de l'article 214 du Code civil qui dit : « le mari est tenu de recevoir la femme et de lui fournir tout ce qui est nécessaire pour les besoins de la vie, selon ses facultés et son état » (2).

La femme a donc une créance, inaliénable il est vrai, contre son mari. Cette créance constitue un bien personnel de la femme, et ce bien est périssable, donc on peut l'assurer et cette assurance, le capital assuré, aura le caractère indemnitaire.

Et quelques années plus tard, parlant des arrêts de la Cour de cassation de janvier et février 1888 (3) Dubois écrit (4) : « il est parfaitement exact de dire que l'assurance sur la vie est un contrat dont le but est de réparer le dommage que la mort du père de famille cause à ceux dont il est le soutien ».

« Mais la conséquence inéluctable de cette constatation c'est que le capital assuré constitue pour le bénéficiaire une indemnité, qu'il a le caractère de dommages-intérêts et nullement celui d'une libéralité ».

Cette théorie amène Dubois à critiquer les décisions de la Cour de cassation qui soumettent le capital aux règles du rapport et de la réduction. Il est d'avis que seules les primes doivent être rapportées et encore « selon les circonstances ».

(1) VERNOT. Catéchisme de l'assurance, 1^{re} part. p. 10.

(2) A. DUBOIS. Du bénéfice de l'assurance sur la vie, J. d. A. 1883, pp. 104 et s.

(3) Précités.

(4) DUBOIS. Du bénéfice de l'assurance sur la vie. J. d. A. 1888, pp. 230 et s.

La critique de cette théorie a été faite par MM. Planiol et Ripert qui constatent que dans la théorie de l'indemnité, les assurés sont plutôt la femme et les héritiers du souscripteur que lui-même. Et dans une assurance en cas de vie « quel est le dommage qu'éprouve l'assuré quand il vit encore et dont la somme touchée par lui aurait pour but de l'indemniser ? » (1).

Pour ces auteurs, le risque consiste uniquement dans le décès prématuré et impossible à prévoir, qui empêcherait chacun des assurés à capitaliser la somme voulue par des économies annuelles.

L'assureur n'est autre que le groupe de ceux qui vivront plus que la moyenne et qui subissent une perte car ils continueront à payer la prime.

Cette idée de capitalisation collective et aléatoire exprime très bien le caractère de l'assurance sur la vie qui n'a pu se dégager complètement du pari que le jour ou le calcul des probabilités fut inventé et mis au point lorsqu'il a pu prendre des données dans la statistique.

Les auteurs qui soutenaient la thèse de l'indemnité espéraient prouver par cette théorie que l'assurance sur la vie au profit d'un tiers ne constitue pas une libéralité mais un acte à titre onéreux.

Mais comme le font remarquer MM. Baleyrier et Capitant (2), si l'idée d'indemnisation peut se trouver dans l'intention du souscripteur d'assurances, il est bien téméraire de conclure que l'assurance constituera un contrat à titre onéreux, car si le chef de famille doit assurer l'existence de ceux qui lui sont chers, après sa mort,

(1) PLANIOL et RIPERT. *Traité de droit civil*, 2^e édition, II, n^o 2178 et s. p. 730.

(2) BALEYRIER et CAPITANT. *Livre du centenaire*, I, pp. 545 et s.

ce n'est pas là une obligation juridique, pas même une obligation naturelle dont l'exécution pourrait être considérée comme un paiement.

C'est un acte de prévoyance, « un devoir moral », comme le dit Lefort (1) et cela n'a rien d'incompatible avec « l'animus donandi », au contraire.

Cette théorie de l'indemnité est d'ailleurs abandonnée lorsque la Cour de cassation arriva au même résultat par d'autres moyens (2).

b) Une deuxième théorie essaya de ne soumettre au rapport que la dernière prime payée. Elle a été soutenue par M. Thaller (3), en 1897, immédiatement après la nouvelle jurisprudence de la Cour de cassation que contenait l'arrêt du 29 juin 1896, (4), décidant au rapport des primes et « seulement d'après les circonstances ».

Thaller trouve que du moment que le capital assuré n'est pas compté dans la succession, les primes ne doivent pas l'être non plus. Cela serait équitable si les primes ont été prélevées sur les revenus et cela est sensé, car la prime a été absorbée chaque année par les assurances arrivées à échéance et que la Compagnie a dû régler.

Même en admettant que les primes forment un avantage indirect, M. Thaller trouve qu'il ne faut prendre en considération que la prime qui a réellement constitué cet avantage, et cette prime c'est la dernière payée par l'assuré. Celle-ci seule doit former le montant du rapport.

(1) LEFORT. Traité d'assurances sur la vie, I, pp. 175 et s. 180 et s.

(2) LEFORT. Nouveau traité d'assurances sur la vie, II, p. 255 et s.

(3) THALLER. La jurisprudence de l'assurance sur la vie et la quotité disponible. Réforme sociale, 1897, II, pp. 893 et s.

(4) Précité.

Cette nouvelle théorie fut accueillie avec enthousiasme par M. Glasson. Mais il ne faut pas oublier que le rapport porte sur tout ce dont s'est appauvri le patrimoine du donateur. Par conséquent si « selon les circonstances », circonstances qui seront fixées par la loi du 13 juillet 1930, il est prouvé que le souscripteur a diminué son patrimoine, durant plusieurs années, de la somme nécessaire au paiement de la prime, on ne pourra dire que le bénéficiaire ne doit rapporter que la dernière car c'est par elle que le capital lui a soit disant été acquis ; il devra bel et bien rapporter la totalité des primes.

c) Il y a eu des auteurs qui sont allés plus loin encore et qui ont soutenu que la libéralité consistant dans l'attribution du bénéfice d'une assurance sur la vie, devra être présumée faite avec dispense de rapport.

M. Caqueray (1) soutient, avec raison, que la loi ne soumet pas au rapport toutes les donations faites à un héritier. Pour que la donation soit rapportable il faut qu'il y ait une diminution réelle du patrimoine du défunt.

Par conséquent, et c'est la conclusion tirée par Caqueray, si la donation a été faite avec des deniers que les héritiers ne pouvaient espérer trouver dans la succession, le rapport ne sera pas dû.

Quels sont ces deniers ?

Ce sont les revenus, il s'agit d'une donation faite sur les revenus. Le défunt aurait pu les dépenser « *lautius vivendo* ».

A l'appui de sa théorie Caqueray invoque l'article 852 du Code civil qui dispense de rapport : « les frais de

(1) CAQUERAY, *Revue pratique*, T, XVI, p. 203 .

nourriture, d'entretien, d'éducation, d'apprentissage, ceux de noces et présents d'usage »..

De Folleville reprend cette idée au sujet des récompenses dues à la communauté (1). Il distingue les libéralités faites sur les revenus où sur le capital : « le droit à une récompense quelconque ne naît au profit de la communauté ou au profit des époux, qu'autant qu'il y a eu un capital entamé ».

On ne trouvera pas un droit à récompense même si tous les revenus ont été détournés de leur but normal : l'entretien du foyer de famille.

Il y a un arrêt de la Cour d'Amiens (2) que Folleville cite en appui de sa thèse et qui contient le motif suivant : « considérant que s'il est de jurisprudence que les époux qui dotent un enfant en effets de la communauté, acquittant par ce moyen une dette personnelle, doivent de ce chef une récompense à la communauté, ces dispositions ne doivent s'appliquer qu'au cas où, pour acquitter cette dette, les époux aliènent un capital qu'ils empruntent à la communauté ».

Un partisan de cette théorie, Lefort, croit pouvoir exempter du rapport les primes prises sur les revenus, mais non pas seulement à cause de ce caractère mais encore parce que ce ne sont pas les primes qui ont formé le capital assuré payé par la Compagnie, qui « est le produit des primes versées l'année même du décès, par les autres assurés de la même catégorie » et qui eux ont encore la chance de vivre. Lefort oublie qu'en matière de rapport ce qui est à considérer, c'est l'appauvrissement subi par le patrimoine du défunt (3).

(1) DE FOLLEVILLE. Observation placée dans l'ouvrage d'Herbault, *Traité d'assurance sur la vie*, à la page 228.

(2) Amiens, 10 avril 1877.

(3) LEFORT. Précité, II, pp. 241 et s.

Or, si après discussion on est arrivé, pour le capital, à reconnaître le droit direct du tiers bénéficiaire qui le recueille sans que ce capital ait existé un seul instant dans le patrimoine du souscripteur et par conséquent qu'il ne peut y avoir appauvrissement de la succession du montant de ce capital, il n'en fut pas de même des primes.

Qu'elles soient prises sur les revenus ou sur un capital, c'est par elles que l'assurance même est contractée, que le droit au capital est acquis. On pourrait dire que c'est par la prime qu'on achète le droit éventuel au capital. Comment se forme ce capital ? C'est une question qui intéresse la Compagnie d'assurances. Mais pour la question du rapport et de la réduction il reste bien établi que pour contracter et continuer une assurance sur la vie, l'assuré a dû payer des primes sur lesquelles la discussion va continuer pour savoir si on soumet le bénéficiaire à l'obligation du rapport et de la réduction. Comme pour le capital qui n'est pas rapportable parce qu'il ne sort pas des biens de l'assuré et que les héritiers ne pouvaient espérer le trouver dans la succession, il faudra pour les primes trouver de même le caractère qui fera que les héritiers n'ayant pu avoir cet espoir pour elles non plus, on pourra les exempter également du rapport et de la réduction.

d) Dans une autre théorie on a soutenu que dans une assurance sur la vie souscrite au profit d'un tiers, il y avait donation jusqu'à concurrence de la valeur de rachat au moment de l'attribution du bénéfice car l'assuré obtiendrait cette valeur s'il rachetait l'assurance au lieu de transmettre le bénéfice. On prétendait que ce qui sort du patrimoine ne peut être que les primes mais

une fois versées à la Compagnie elles n'existent plus au point de vue du stipulant, elles appartiennent à la Compagnie. Ce n'est que la valeur de rachat que le stipulant peut recouvrer de la Compagnie, si au lieu de continuer à verser les primes, il entendait réaliser sa police.

On a prodigué beaucoup d'éloges à cette façon de voir, car on pouvait par cette théorie éviter les contradictions et les incohérences.

Pourtant cette théorie pêche par le même côté que la précédente : elle oublie et ne tient pas compte de l'appauvrissement du souscripteur, appauvrissement qui, par l'acquittement des primes, est souvent considérable et peut constituer une grave perte pour les héritiers (1). Au contraire elle tient compte aux héritiers d'une somme, la valeur de rachat, qui n'a jamais été donnée au bénéficiaire mais qui elle, est le résultat des primes (2).

B. — *Divergences de la doctrine sur les arrêts de la Cour de Cassation de 1888 et 1896 en matière d'assurance sur la vie.*

On a vu plus haut comment devait finir la contradiction qui existait dans les arrêts de la Cour de cassation de janvier et février 1888, par l'arrêt du 29 juin 1896.

Par cet arrêt se réalisait ce qu'écrivait en 1888 Thaller (3) : « les contours du système admis en pratique, apparaissent maintenant d'une façon suffisamment nette. Le capital de l'assurance sera dévolu au bénéfi-

(1) Le Code civil suisse dans les art. 476 et 528 et le Code civil turque dans les art. 456 et 509 font application de cette théorie en faisant porter les règles du rapport et de la réduction sur la valeur de rachat calculée au jour de la mort de l'assuré.

(2) LEFORT. Précité, p. 259.

(3) THALLER. *Op. loc. cit.*

ciaire, malgré la faillite ou la déconfiture de l'assuré ; la femme du failli, ses enfants, même son créancier avantagé en temps suspect, pourraient se prévaloir auprès du syndic de la vocation personnelle et nominative que la police leur ouvre. On finira, nous inclinons à le croire, par reconnaître aussi que dans les différends de succession, la police ne doit pas être comprise dans les calculs de rapport ou de quotité disponible ».

Mais tous les auteurs n'étaient pas aussi enthousiastes à admettre cette innovation et il y en a eu même qui l'ont combattue, voulant prouver que le rapport devait porter sur le montant du capital assuré.

Ainsi J. Charmont, parlant de Thaller plus haut cité, et de ceux qui partageaient son opinion, écrit : « nous sommes de ceux qui pensent que cette concession ne s'imposait pas nécessairement. Nous la croyons surtout très regrettable » (1).

Et l'on trouve aussi une note au Dalloz, (2) de Boistel, où la nouvelle doctrine de la Cour de cassation est fortement critiquée ainsi que les concessions qu'elle a faites peu à peu aux assurances sur la vie et celles qui sont à prévoir.

Il est intéressant de voir le raisonnement par lequel on voudrait assujettir au rapport le capital d'une assurance sur la vie : les articles, dit-on, qui permettent aux créanciers de faire rentrer à la masse de la faillite certains biens dont le failli a disposé, sont des applications de l'action paulienne. Seulement dans les cas des articles 446 et 564, du Code de commerce, les créanciers n'ont pas à prouver la fraude qui est présumée. Cepen-

(1) CHARMONT. *Revue critique*, 1897, p. 337.

(2) D. P. 1889.2.153.

dant il faut tout de même qu'on soit dans le domaine de l'action paulienne et il a toujours été de tradition qu'on n'accordera pas cette action dans les cas où le failli a simplement négligé de s'enrichir mais ne s'est pas appauvri. Il est évident alors qu'il ne pourra être question de permettre aux créanciers de revendiquer pour la masse de la faillite le capital assuré, dont le défunt ne s'était pas appauvri mais avait uniquement négligé de s'enrichir.

En matière de succession peut-on raisonner de la même façon ?

Non, répondent les adversaires de la nouvelle doctrine, la loi ne limite nulle part, comme le fait l'art. 1167 c. civ. pour l'action paulienne, le droit des héritiers au rapport comme devant porter uniquement sur ce dont le « de cujus » s'est appauvri ; les articles 853 et 854 s'occupant du cas où le « de cujus » a contracté avec l'un des héritiers lui faisant un avantage dans le partage de la société, décident que le rapport est admis en pareil cas ; et pourtant le défunt ne s'était pas appauvri mais avait uniquement négligé de s'enrichir. Par conséquent, et c'est là la conclusion de ces auteurs, cette négligence suffit et cette sorte de libéralité étant soumise au rapport sera aussi réductible, ce qui prouverait que la nouvelle jurisprudence en matière d'assurance sur la vie, porte une grave atteinte au principe de l'égalité des partages et à l'intégrité de la réserve.

Et Charmont prévoit que la jurisprudence ne s'arrêtera pas à ces concessions et que les partisans des assurances sur la vie n'hésiteront pas à demander que les primes aussi soient dispensées de rapport ; ils soutiendront que les primes ont été payées avec des deniers

pris sur les revenus, que ces revenus auraient été dépensés et n'auraient pas formé une valeur dans la succession. Les héritiers ou les créanciers ne peuvent compter sur les revenus et n'y ont aucun droit. Charmont voit déjà la jurisprudence fléchir puisqu'elle ne décide pas qu'en tout cas les primes doivent être rapportées à la masse de la faillite, mais les arrêts ajoutent « que la restitution peut être exigée suivant les circonstances » ; et il conclut : « il faut qu'elle (l'assurance) permette de capitaliser sans payer ses dettes et de bouleverser à son aise tout notre régime successoral ».

Nous trouvons encore un adversaire dans Vigié qui loue les arrêts des Cours d'appel et les Tribunaux qui osent s'opposer à la nouvelle doctrine de la Cour de cassation et ne pas la suivre (1). Cet auteur considère que l'objet de la donation est ce dont s'est enrichi le patrimoine du donataire. Dans notre cas l'assurance a été créée par l'assuré qui « s'est appauvri au profit du tiers de ce que celui-ci a gagné » (2).

Pourtant, si ce revirement de la jurisprudence a trouvé quelques adversaires, la plupart des auteurs trouvaient que les innovations de la Cour de cassation s'étaient assez longtemps, fait attendre et qu'elles étaient les bienvenues.

M. Walh justifie ainsi le rejet des règles des libéralités : « ... l'assuré n'a pas versé à l'assureur le capital qui doit être remis au tiers bénéficiaire ; il ne s'est ni directement ni indirectement dépouillé de ce capital ; il n'a pas davantage négligé à l'acquérir ; il n'a versé que les primes... »

(1) Paris, 18 déc. 1895 et 11 janvier 1899, D. P. 1899.2.249 ; Rouen, 29 mai 1897. et Trib. de Paris, 23 juin 1898, S. 1900.2.1.

(2) Vigié, Revue critique, 1901, p. 211.

« Le capital n'est donc ni sujet à rapport, ni à réduction parce que non seulement il n'a jamais appartenu à l'assuré mais l'assuré ne l'a pas fait acquérir au tiers bénéficiaire » (1).

C'est cela qui justifie la jurisprudence et qui différencie l'assurance sur la vie des autres stipulations pour autrui. Le capital n'est pas sorti du patrimoine de l'assuré ; mais celui-ci ne l'a même pas fait sortir du patrimoine de l'assureur, lequel fait fructifier les primes et sur ces fruits payera le capital assuré au bénéficiaire.

Aussi les critiques n'ont pas pu changer la conviction qui gagnait à sa cause un nombre grandissant de partisans. L'on a fait remarquer que pour avantager un héritier on n'a pas besoin de recourir à l'assurance sur la vie, et que l'égalité des partages n'est pas un principe absolu, puisque par la loi même on peut y déroger en dispensant le donataire de l'obligation du rapport. De même la réserve est une partie de l'hérédité et le capital assuré n'en fait pas partie.

MM. Colin et Capitant approuvent l'arrêt du 29 juin 1896 et sont d'avis qu'il est absolument équitable et certain que le capital assuré ne doit pas faire partie de la succession, ne doit pas être rapporté et en conséquence ne doit pas entrer en compte pour le calcul de la réserve.

Pour MM. Colin et Capitant « la somme versée par l'assurance est une valeur créée qui n'a jamais appartenu à l'assuré » (2).

(1) WALH, note au Sirey, 1900.2.1.

(2) COLIN et CAPITANT. Cours de droit civil, 6^e éd. II, p. 689.

C'est d'ailleurs ce qu'a décidé la Chambre civile le 3 août 1908 (1).

MM. Planiol et Ripert relèvent aussi la contradiction qu'il y avait dans les arrêts du commencement de l'année 1888. Le rapport du capital ne pouvait être maintenu puisqu'on reconnaissait au tiers une action directe contre la Compagnie à cause justement de l'exclusion de ce capital de la succession du souscripteur et du droit direct naissant au profit du tiers bénéficiaire (2). Les deux solutions s'excluent l'une l'autre. Il ne peut y avoir donation que pour les primes, ce sont elles qui seront rapportables et dans certains cas seulement.

Lefort fait un très clair exposé pour expliquer qu'on ne peut décider au rapport du capital car le patrimoine du souscripteur ne s'est pas appauvri du montant de ce capital, qui n'a jamais existé, pas même un instant de raison parmi les biens appartenant au « de cujus ». Le souscripteur de la police d'assurance, par la désignation du bénéficiaire, fait naître au profit de celui-ci un droit au montant de l'assurance qu'il va acquérir au jour du décès de l'assuré « jure proprio » (3). Les primes seules pourront faire l'objet des revendications des héritiers ou des créanciers.

Et ce droit direct du tiers bénéficiaire on le voit soutenu par d'autres auteurs encore.

Ainsi M. Dupuich écrit, dans une note au Dallöz : « comment admettre qu'un même acte, sans aucun trait de temps, dote et prive à la fois le patrimoine de l'assuré d'un droit qui n'a pas même pu y reposer un instant de raison » ? (4).

(1) Civ., 4 août 1908, D. P. 1909.1.185, S. 1909.1.5.

(2) PLANIOL et RIPERT. Tr. d. dr. civil. 11^e éd., 2, p. 777, n° 2199, 2200.

(3) LEFORT. Nouveau traité d'assurances sur la vie, II, p. 257.

(4) Civ. 19 nov. 1907, D. P. 1908.1.129.

L'espèce qui a fait l'objet de l'arrêt commenté par M. Dupuich présentait cette particularité qu'il y avait eu changement du bénéficiaire au cours de l'assurance. Cette question sera traitée plus loin. On peut dire pourtant dès maintenant qu'on aurait pu douter que le second bénéficiaire puisse jouir du même « jure proprio » que le bénéficiaire initial et on aurait pu dire qu'au moment où le souscripteur annule la première attribution qu'il avait faite, le capital assuré tombe dans son patrimoine. La seconde désignation du bénéficiaire, en faisant sortir ce capital des biens de l'assuré, constituerait une donation, plus tard rapportable.

Seulement, l'assuré avait nécessairement gardé le droit de révoquer la première attribution, de faire une seconde stipulation pour autrui comme il en avait fait une première. Et les héritiers, à aucun moment, n'ont pu compter sur le montant de l'assurance.

Et la Cour de cassation le 16 janvier 1888 (1), avec raison avait décidé que « l'avenant substituant un autre nom à celui qui avait été primitivement inscrit, laisse au contrat son caractère spécial d'assurance sur la vie », c'est-à-dire de stipulation pour autrui « qui comporte uniquement, pour sa régularité, l'intervention du stipulant et du promettant, c'est-à-dire de la Compagnie d'assurance ».

La Cour de cassation persista dans sa doctrine et la Chambre civile décida le 19 novembre 1907 (2) dans une espèce où le changement du bénéficiaire avait été réalisé par simple endossement, que le nouveau bénéficiaire avait un droit direct au capital assuré et qu'il ne

(1) S., 1888.1.121.

(2) Ch. civ., 19 nov. 1907, D. P., 1908.1.129.

s'agissait pas d'une donation mais d'une stipulation pour autrui.

Par conséquent, après l'arrêt du 29 juin 1896, s'il y a eu des voix qui se sont élevées pour combattre les conséquences que devait normalement entraîner cet arrêt, conséquences que ces auteurs croyaient néfastes, on peut pourtant dire que presque la totalité de la doctrine et même de la jurisprudence fut d'accord pour applaudir l'exclusion du capital assuré de la succession et sa non soumission au rapport.

Dorénavant cette question ne peut plus être discutée : chaque fois qu'il y a une désignation du bénéficiaire, et nous montrerons plus loin comment cette désignation peut être faite, le tiers bénéficiaire sera réputé avoir un droit exclusif, personnel et direct au capital assuré, droit qu'il tient du contrat, droit qui lui donne une action contre la Compagnie. L'assureur, c'est-à-dire la Compagnie, sera tenu à payer au bénéficiaire le montant de l'assurance et les héritiers, même réservataires, ne pourront prétendre aucun droit sur ce capital.

SECTION III.

Doctrines et jurisprudences antérieures à la loi de 1930, sur le rapport et la réduction des primes.

Si pour le capital on peut dire que la doctrine et la jurisprudence furent unanimes à ne pas le faire entrer en ligne de compte pour déterminer le montant de la succession, et par conséquent de ne pas le soumettre au rapport et à la réduction, il n'en fut pas de même des primes.

Les auteurs ne furent pas sans remarquer que l'arrêt

du 29 juin 1896, mènera par son extension à des décisions qui ne soumettront plus les primes au rapport, dans certains cas du moins. La Cour de cassation ne décidait-elle pas, en matière de faillite, que les créanciers ne pourront élever aucune prétention au capital assuré et ne s'arrêtant pas à ce point, allait plus loin et décidait qu'ils pourront seulement prétendre au rapport à la masse du montant des primes payées par l'assuré et cela lorsqu'il y avait eu fraude à leur droit c'est-à-dire « selon les circonstances ».

Ce fut ce « selon les circonstances » qui fit le sujet des divergences de la doctrine.

Si des auteurs n'hésitèrent pas à entrer dans cette voie et à chercher la distinction qui expliquerait et donnerait la solution pratique du « selon les circonstances » de la Cour suprême, et à aller jusqu'à l'exclusion des primes de l'obligation du rapport, il n'en fut pas ainsi de la doctrine entière.

Les premiers qui semblent avoir vu le « danger » de l'arrêt de 1896, ou du moins à le signaler, ont été Vigie (1) et Charmont (2).

Un des arguments qu'on invoqua contre le rapport des primes a été que les primes n'ont pas été versées au bénéficiaire.

Mais ce serait oublier que les primes sont le prix du risque et que c'est bien de leur montant uniquement mais certainement que le patrimoine de l'assuré s'est appauvri. Le tiers bénéficiaire n'aurait pas acquis le droit de créance sans le paiement des primes.

Le point qui fut le plus souvent discuté fut l'existence

(1) Précité.

(2) Précité.

d'une donation dans la mesure des primes. Il fallait trouver la nature juridique des rapports entre le tiers bénéficiaire et le stipulant.

Il ne peut s'agir d'une réponse uniforme car les liens entre ces deux personnes peuvent être des plus divers : il peut s'agir d'un don, d'un prêt, d'un dépôt, un paiement de dette etc.

L'assurance sera sans doute un acte à titre onéreux lorsqu'elle est souscrite au profit de son créancier par un débiteur.

Mais comment devra être considéré l'acte lorsque l'assurance est contractée uniquement par esprit de prévoyance au profit de la femme et des enfants de l'assuré ? Plusieurs opinions furent émises. MM. Baleyrier et Capitant soutiennent (1) que dans cette hypothèse l'assurance sur la vie serait une donation. Mais ces auteurs doivent reconnaître de suite qu'il s'agit d'une libéralité qui présente un caractère anormal puisque le profit acquis par le donataire ne correspond pas, est plus grand (du moins dans la plupart des cas) que le sacrifice que s'impose le donateur.

Le caractère spécial de cette libéralité apparaît encore mieux lorsqu'on se rappelle que le capital assuré qui sera payé au bénéficiaire, n'est pas, d'après le mécanisme de l'assurance, le résultat des primes.

MM. Baleyrier et Capitant (1) reconnaissent cette particularité de l'assurance : « ce capital n'est pas le produit de la capitalisation des primes. » Pourtant il ne peut y avoir doute pour ces auteurs, sur le caractère de libéralité de l'opération. Ils invoquent l'art. 516 c. civ. allemand qui dit : « La disposition par laquelle une

(1) BALEYRIER et CAPITANT. Livre du Centenaire, p. 545.

personne en enrichit une autre aux dépens de son patrimoine est une donation, lorsque les deux parties sont d'accord que la disposition est à titre gratuit. »

Il apparaîtrait alors que ce qui fait la donation c'est l'*animus donandi*. Existe-t-il dans le cas d'une assurance sur la vie ? Il ressortirait du fait que l'assuré procure un enrichissement au bénéficiaire en s'imposant un sacrifice. Pour combattre ce résultat apparu, comme nous l'avons montré la théorie qui essayait de donner à l'assurance sur la vie le caractère indemnitaire.

Pour MM. Colin et Capitant (1) le lien juridique qui unit l'assuré et le bénéficiaire est bien celui d'une libéralité, mais cette libéralité présente la particularité qu'aucun bien ne passe directement du patrimoine du donateur dans celui du donataire. Il y aura pour cette cause, donation indirecte. Lorsqu'il y aura lieu au rapport quelle sera la valeur rapportable ? Ce sera le montant des primes qui seules sont sorties du patrimoine de l'assuré ; cependant ce montant ne pourra pas dépasser la valeur du capital assuré que touche le bénéficiaire car s'il en était autrement, l'*animus donandi* aurait parfois le curieux résultat de remplacer le bénéfice qu'il voulait faire acquérir au tiers bénéficiaire par une perte que subirait celui-ci dans les cas où les primes payées seraient supérieures au capital assuré.

Par conséquent, pour les civilistes l'intention de l'assuré d'enrichir le bénéficiaire et le sacrifice qu'il s'impose leur paraissent des arguments suffisants pour décider à l'existence d'une donation dans la mesure des primes.

(1) COLIN et CAPITANT, *Cour d. dr. civ.* II, p. 693.

Mais résulte-t-il nécessairement un appauvrissement de l'assuré au profit du bénéficiaire ?

Certains auteurs, des commercialistes, combattaient les civilistes, et n'admettaient l'existence d'une donation que pour la première prime.

Avec plus de succès on a proposé de distinguer selon que les primes ont été payées sur le capital ou les revenus.

Le premier auteur qui proposa cette distinction fut M. Caqueray (1). Il faudrait comparer le montant de la prime que doit payer chaque année l'assuré avec le montant des revenus dont il dispose. Dans le cas où ces primes n'entameraient pas le capital, elles seraient exemptes du rapport et de la réduction, car l'assuré aurait pu dépenser ses revenus *lautius vivendo*, et les héritiers ne peuvent prétendre qu'ils avaient un espoir de retrouver ces derniers dans la succession de l'assuré.

M. de Folleville (2) appliquait la même distinction en matière de récompense à la communauté.

Cette théorie fut adoptée par plusieurs auteurs, Couteau la cite et l'approuve entièrement (2) comme conciliant la volonté du souscripteur et les principes du Code civil.

On est amené ainsi à préciser ce que voulait dire le « selon les circonstances » auquel la Cour de Cassation (3) soumettait le droit des créanciers de revendiquer le rapport à la masse de toutes les primes payées par le failli.

La Cour de Cassation n'applique pas aux assurances

(1) CAQUERAY. *Rev. Prat.* XVI, p. 203, précité.

(2) DE FOLLEVILLE, précité.

(3) Couteau, II, p. 543.

(4) Cass., 22 février 1888, S. 88.1.121.

sur la vie les articles 559 et 564 c. com. parce qu'il faudrait que l'assurance soit une libéralité et que le patrimoine du donateur se soit appauvri, caractère qui manque à cette assurance car dans ce cas il n'y a pas appauvrissement pour le montant du capital et ceci dans tous les cas d'assurances sur la vie sans exception.

Ce principe d'appauvrissement et d'enrichissement réciproque est nécessaire à l'existence de toute donation. Cela résulte d'une tradition constante et du Code civil même. En droit romain ce principe était appliqué dans de nombreux cas aux donations entre époux (1).

Evidemment il se peut qu'il ne s'agisse pas d'une diminution effective du patrimoine. Une donation peut naître du renoncement à un droit non acquis encore mais qu'il ne dépendait que de nous d'acquérir. Ce n'est pourtant pas le cas pour une assurance sur la vie, car la valeur ne sera créée que si le souscripteur continue à payer les primes. L'idée de libéralité, pour permettre l'application des règles du rapport et de la réduction ne peut apparaître que pour les primes. Et encore faut-il qu'elles ne soient pas prélevées sur les revenus, car dans ce cas elles ne doivent pas être rapportables pour des causes précitées.

Quelle était l'attitude de la jurisprudence ?

La Cour de cassation a jugé dans plusieurs arrêts que le rapport et la réduction des primes ne sont pas toujours dûs. Notamment dans les arrêts du 22 février 1888 et 27 mars 1888 (2) intervenus en matières de fail-

(1) Dig. De donat. inter virum et ux. XXIV, 1. 8.

(2) Cass., 22 février 1888 et 27 mars 1888, D. P. 18.1.193, 2^o et 3^o espèces.

du aux assurances sur la vie en général. Ces arrêts décidaient que les créanciers pouvaient demander le rapport des primes selon les circonstances, sans que la Cour précise quelles devaient être ces circonstances, aussi pouvait-on supposer qu'elle se référait à l'arrêt de la Cour de Besançon du 22 mars 1887 (1) qui semble décider que les primes payées sur les revenus ne seront pas rapportables. L'arrêt s'exprime ainsi : « tout au plus pourrait-on la voir (la libéralité) dans le paiement des primes effectué par le mari lorsque ces primes ont une importance qui ne peut supposer leur prélèvement sur les revenus ».

C'était un point de vue bien large qui adoptait résolument la distinction entre un paiement fait avec des deniers pris sur les revenus ou sur le capital.

Pourquoi la Cour de cassation ayant devant elle cet antécédent n'a-t-elle pas précisé et consacré cette distinction ? C'est qu'elle n'osait aller trop loin dans les innovations et même pas admettre toutes les conséquences des nouveaux principes qu'elle posait, et nous avons montré la contradiction qui existait quant au rapport du capital à la succession et son acquisition *ab initio* par le bénéficiaire.

D'ailleurs même avant les arrêts de la Cour de Cassation, plus haut cités, la Cour de Nancy, le 17 janvier 1888 (2) restreignait la possibilité de dispenser du rapport les primes, en ne se contentant plus du seul fait de leur prélèvement sur les revenus. L'arrêt de Nancy exige : « que les primes relativement modiques, aient été prélevées sur les revenus ordinaires et *rentrent dans*

(1) Besançon, 22 mars 1887, D. P., 88.2.1.

(2) Nancy, 17 janvier 1888, D. P., 89.2.153.

les catégories des dépenses de maison », et il en résulte qu'il ne suffit pas que les primes aient pu être prélevées sur les revenus, il faut qu'elles le soient en fait et en plus qu'elles rentrent dans la catégorie des dépenses de maison.

Quelles sont ces dépenses ? Boistel (1) les définit ainsi : « ce terme emprunté au langage du commerce (art. 8 et 585 par. I ; c. com.) a un sens plus large qu'il ne l'aurait dans l'usage vulgaire ; il vise toutes les dépenses courantes qui ne se réfèrent pas au commerce et pour lesquelles on n'est pas astreint à rédiger chaque fois un article spécial dans le livre journal, mais il suffit d'une énonciation en bloc, mois par mois ».

L'arrêt de la Cour de Nancy était intervenu en matière de faillite mais les principes qu'il pose sont-ils en opposition avec le rapport des primes à la succession, demandé par les héritiers et non par les créanciers ? L'arrêt admet la distinction entre un paiement fait sur les revenus ou le capital, parce que l'article 1167 permet d'attaquer seulement les actes faits en fraude et pour qu'il y ait fraude il faut qu'il y ait eu préjudice et ce préjudice est inexistant si les primes d'une assurance ont été payées avec des deniers pris sur les revenus.

Quelle est la différence dans le cas des héritiers ? Puisque la Cour de Nancy parle de dépenses de maison et que par leur définition ces actes ne sont pas des actes de commerce, on peut les assimiler aux dépenses que ferait l'assuré non commerçant. Tant que ces dépenses, y compris les primes, pourront être considérées comme supportées par les revenus, tant que la prime elle-même ne sera pas disproportionnée en comparaison avec ces

(1) Boistel, note D. P. 89.2.153.

revenus il ne doit pas y avoir lieu au rapport de ces primes.

Nous disons que les primes ne doivent pas être proportionnées aux revenus, que par conséquent il ne suffit pas qu'elles soient seulement prélevées sur ces revenus. Nous montrerons plus loin en examinant l'article 68 de la nouvelle loi, que nous considérons le second alinéa de cet article comme consacrant ces deux conditions nécessaires pour qu'il y ait dispense de rapport et de réduction : a) prélèvement sur les revenus b) prélèvement qui ne soit pas « manifestement exagéré eu égard aux ressources de l'assuré ». Lefort (1) soutient aussi la nécessité et la justesse de cette distinction en disant que nier ce droit au père de famille serait « paralyser les velleités d'épargne. On conçoit parfaitement que dans ces circonstances l'on ait recommandé de ne pas formuler une règle générale, que l'on ait proposé de distinguer le cas où les prélèvements tendent non seulement à porter atteinte au capital même, mais encore à être excessifs, hors de proportion avec les ressources, et au contraire, le cas où le montant des primes est modique concorde absolument avec les revenus dont l'assuré pouvait disposer en bonne conscience et sans risquer aucun reproche ».

Dans un arrêt du 26 mars 1889 le Tribunal civil de Chambéry disait après avoir décidé que le capital ne faisait pas partie du patrimoine de l'assuré, qu'on ne pouvait prétendre à son rapport : « que si une objection pouvait être faite relativement aux primes payées de son vivant par le de cujus, cette question dont la solution

(1) LEFORT, Traité II, p. 241 et 242.

doit, en principe dépendre des circonstances suivant l'importance plus ou moins grande des primes même et celle des revenus de l'assuré, ne touche pas la Compagnie ».

La jurisprudence se rendait compte que si l'on était arrivé à exonérer le tiers bénéficiaire du rapport du capital, on pouvait arriver, en admettant le rapport des primes, à une injustice plus grande encore car bien souvent le montant des primes sera supérieur à celui du capital, les Compagnies d'assurance ne pouvant payer qu'exceptionnellement plus qu'elles n'ont encaissé. Autrement elles ne pourraient continuer à exister.

Thaller avait remarqué ce danger lorsqu'en 1897 il écrivait en se référant à l'arrêt de la Cour de cassation du 29 Juin 1896 qui décidait enfin que le capital ne sera pas rapportable : « La jurisprudence n'a de prix que si la franchise des restitutions reconnues pour le montant du capital doit s'étendre aux primes. Espérons que les Cours s'en apercevront d'elles-mêmes et qu'elles ne voudront pas après avoir éveillé tant d'espérances aboutir à de telles déceptions ».

Dans un cas analogue, celui des relations du bénéficiaire avec les créanciers du défunt, la Cour de cassation, dans les arrêts du 20 février 1888 (2) et 7 août 1888 (3) décidait que le rapport des primes à la masse de faillite sera dû par le tiers bénéficiaire selon les circonstances. Ces circonstances ont été définies par le conseiller Crépon pour le cas où le rapport des primes sera dû : « Il en sera ainsi au cas où, par son chiffre la prime devra être considérée comme une partie du capital du

(1) THALLER, *La réforme Sociale*, 1897, II sem., p. 841.

(2) Cass., 20 fév. 1888, D. P. 88.1.193.

(3) Cass., 7 août 1888, D. P. 89.1.118.

failli, mais non si le montant de la prime, par son peu d'importance, rentre dans cette espèce de monnaie courante de revenus destinés à être dépensés d'une façon ou d'une autre, auxquels on peut appliquer l'expression ancienne : *lautius vixisset* ».

De cette formule la jurisprudence a fait de nombreuses applications et les magistrats ont fait différentes distinctions pour exonérer les primes du rapport à la masse de la faillite (1).

En ce qui concerne les relations du bénéficiaire et des héritiers en matière de rapport et de réduction des primes, la jurisprudence est évidemment moins riche puisqu'en 1888 la Cour de cassation décidait encore qu'il y a lieu à rapporter le capital et que le 29 juin 1896 seulement elle revint enfin sur cette décision.

On a vu cependant que des auteurs comme Caqueray, Lefort, Thaller, Glasson (2) ont envisagé la question et émettent l'opinion d'exonérer toujours les primes qui ont été payées avec des deniers pris sur des revenus.

Cette théorie pouvait tenter mais au temps où écrivent ces auteurs la doctrine de la Cour de cassation lui était plutôt contraire, n'attachant pas la dispense de rapport à ce seul fait du paiement fait sur des revenus. La Cour de Cassation s'est prononcée la première fois sur cette question qui avait divisé la jurisprudence (3) le 13 avril 1899 (4). Elle décida que : « est sujette au rapport toute libéralité faite à son successible alors même qu'elle ait été prise uniquement sur les revenus du donateur, du moment qu'elle ne rentre pas dans les

(1) V. jurisprudence, note Dupuich, D. P. 1900.1.489, 2^e col.

(2) Précités.

(3) BOISTEL, Jurisprudence, Gen. Sup. v^o Succession, n^o 826-828.

(4) Req., 13 avril 1899, D. P. 1901.1.233.

cas prévus par l'article 852 c. civ. et ne peut s'y rattacher en aucune façon ».

D'ailleurs il faut remarquer que les libéralités dispensées du rapport par l'article 852 ne le sont pas parce qu'elle seront prises sur les revenus, ce n'est pas la pensée du législateur qui les aurait dispensées du rapport même si elles étaient prises sur le capital.

On ne peut donc tirer un argument de cet article pour la dispense du rapport de toute libéralité faite sur des revenus.

Mais quel sera alors le critérium qui conduira la Cour de cassation pour décider ou non au rapport ? « C'est dit-elle (1) la cause et la nature de la dépense plutôt que l'origine des deniers employés, qu'il faut considérer pour savoir si elle est rapportable ». La nature de la dépense nous ramène à l'idée de la « monnaie courante » du conseiller Crépon. Il faudra considérer le peu d'importance des prélèvements faits par le de cujus qui tout en diminuant sa jouissance, n'a pas diminué le patrimoine (2).

Le conseiller Hardouin a très bien montré dans un rapport à la Cour de cassation le 29 juillet 1861 (3), qu'il s'agissait ici comme en matière de faillite, d'une question de mesure : « il appartient au juge d'apprécier le véritable caractère de la libéralité et de dire si elle constitue un acte de bienveillance ou ce que la loi entend par une donation entre vifs ».

C'est ce que décidait d'ailleurs la Cour de Bordeaux dans l'arrêt (4) qui faisait l'objet du recours et qui di-

(1) Req., 13 avril 1899, précité.

(2) DEMOLOMBE, Tr. des donations entre vifs, T. II, n° 311.

(3) Cass., 29 juillet 1861, D. P. 62.1.288.

(4) Bordeaux, 28 juillet 1860, D. P. 62.1.288.

sait notamment : « que le père de famille, s'il ne lui est pas permis d'épuiser son patrimoine et d'appauvrir ses enfants par des libéralités excessives, doit avoir certaines latitudes, dans l'emploi de ses revenus ; que ce serait aller trop loin, comprimer les sentiments les plus généreux et tarir la source de la bienfaisance et de la charité, que de supputer minutieusement après sa mort les sommes modiques qu'il prend sur ses économies pour venir en aide au malheur, et de les imputer sur le disponible ; qu'on doit, et à plus forte raison leur appliquer comme aux fruits des choses données la maxime : « *lautius vixisset* ».

Et la Cour de Bordeaux écartait le rapport des primes, malgré que leur total atteignait 150.000 francs « parce que, divisées elles ne forment annuellement qu'une mince fraction de son revenu et qu'au lieu de les dépenser pour son plaisir... il les avait légitimement employées au soulagement de sa famille ».

Et dans d'autres arrêts nous voyons se préciser le critérium de la distinction à faire :

A) Ainsi a été admise la dispense de rapport quand il n'y a pas eu amoindrissement du patrimoine et qu'en même temps le de cujus n'a pas contracté ou augmenté ses dettes.

B) Ou bien le paiement des primes étant contemporain à la perception des revenus a le caractère d'un don manuel lui-même assimilé à un présent d'usage rentrant dans les dispositions de l'article 852 (1).

C) La solution sera pareille lorsqu'il s'agira, comme dans l'article 852 de simples cadeaux, actes de bien-

(1) Montpellier, 11 juin 1846, D. P. 80.1.50.

faisance ou de charité et qui ne sont pas exagérés eu égard à la fortune du disposant (1) ou à la position sociale du père et des enfants (2).

D) Les pensions peuvent être prélevées uniquement sur les revenus d'une fortune très considérable et elles rentrent alors dans les dispositions de l'art. 852 c. civ. (3).

On peut voir que le critérium de la distinction est laissé à la souveraine appréciation des juges et que ce sont ceux-ci qui déterminent les caractères de la libéralité faite par le défunt (4).

Ce pouvoir reconnu aux juges leur donne le droit de ne pas considérer l'assurance sur la vie comme une donation entre vifs, et ne pas considérer les primes sujettes à rapport mais comme de simples actes de bienfaisance et ceci sans violer la loi (5).

Ainsi se trouve trente ans plus tôt appliquée la doctrine adoptée par la Cour de cassation en 1888 en matière de faillite. Il est vrai qu'il ne s'agissait pas d'assurances sur la vie dans ces arrêts mais on peut facilement étendre ces solutions à celle-ci.

C'était l'avis de Glasson (6) : « dans le cas où les primes n'ont pas été prises sur le capital, mais sur les revenus du père de famille, ne peut-on dire qu'alors, bien que les primes soient sorties de son patrimoine et par cela même qu'elles étaient chaque année très modiques, il n'y a pas eu libéralité ».

En dehors de la nature et du montant des primes il

(1) Caen, 28 mai 1879, D. P. 80.2.49.

(2) Paris, 23 août 1878, D. P. 80.1.51.

(3) Paris, 6 déc. 1880 et Req. 27 juillet 1881, D. P. 82.1.249.

(4) Req. 29 juillet 1861, D. P. 62.1.288, Req. 12 nov., 1879, D. P. 80.1.49-53.

(5) Req. 29 juillet 1861, précité.

(6) GLASSON, Réforme Sociale, 1897, p. 899.

y a encore comme disait la Cour de cassation (1), à considérer la cause de la dépense effectuée par le souscripteur.

Dans l'état où était la jurisprudence avant la loi du 13 juillet 1930 on cherchait à assimiler le plus possible la cause de l'assurance sur la vie, le but poursuivi, de l'article 852 c. civ. des causes des donations que dispense de rapport cet article (2).

C'est de cette cause, de ce but poursuivi par l'assuré, que se sont inspirés des auteurs pour émettre la théorie d'après laquelle les primes peuvent être assimilées au présents d'usage.

Il y avait eu des décisions de la jurisprudence qui déclaraient rapportables les primes, même si leur totalité dépassait le montant du capital (3). On objectait que le tiers bénéficiaire en acceptant l'assurance faite à son profit ne peut se soustraire aux conséquences qu'entraîne pour lui la stipulation faite en sa faveur et qu'il accepte. Cette solution est critiquée par M. Lyon-Caen (4) qui écrit dans la note sous l'arrêt de la Cour de Paris du 10 janvier 1900 : « mais d'où peut-on déduire que l'acceptation de l'assurance entraîne l'obligation de rapporter les primes » ? Et du reste le bénéficiaire ne pouvait savoir qu'il serait astreint à ce rapport puisque la Cour de cassation le 29 juin 1896 (précité) décidait au rapport des primes seulement « selon les circonstances ».

La Cour d'Angers fonde sa décision sur le principe qu'il faut soumettre au rapport tout ce que le tiers a reçu du défunt (5). Or il est faux de dire que le bénéfi-

(1) Req., 13 avril 1899, précité.

(2) Paris, 10 janvier 1900, D. P. 1900.2.489, note Dupuich.

(3) Paris, 10 janvier 1900 précité.

(4) Lyon-Caen, note sous Paris, 10 janv. 1900, précité.

(5) Angers, 17 juin 1903, cassé par Civ. 4 août 1908, D. P. 09.1.185.

ciaire a reçu la totalité des primes si le capital assuré est inférieur à cette sommes, les primes ayant été versées à l'assureur et non au bénéficiaire. En aucun cas la libéralité faite au bénéficiaire ne peut être considérée comme étant supérieure au capital assuré qui lui est versé. La Cour de cassation, le 4 août 1908 a cassé l'arrêt de la Cour d'Angers, et a décidé que le rapport des primes est limité par le montant du capital que touche le bénéficiaire (1). La doctrine était unanime à approuver cette limitation (2).

(1) Civ., 4 août 1908, précité.

(2) BALEYDIER et CAPITANT, *op. loc. cit.* pp. 558 et s. PLANIOL et RIPERT, *Tr., élém. dr. civ. III*, X^e éd. N^o 2256 *bis*, p. 559. LEFORT, *Nouv. TR.*, pp. 273 et 275. PERREAU, *Rev Crit.* 1910, p. 528.

CHAPITRE II

Rapport et Réduction d'après la Loi sur le contrat d'assurance du 13 juillet 1930

Dans l'historique de la jurisprudence et de la doctrine antérieures à la loi du 13 juillet 1930 nous avons montré la lutte longue et pénible qu'elles ont eue à soutenir pour arriver à dégager les assurances sur la vie des multiples entraves dont elles étaient entourées. Le centre des discussions était l'application aux assurances sur la vie des règles du rapport et de la réduction, et après plusieurs revirements et réticences, la jurisprudence et la doctrine, en dernier lieu, peuvent être considérées comme ayant largement inspiré les auteurs de la loi de 1930. Cette loi apporte enfin l'appui d'un texte suffisamment clair et qui réalise une codification des différentes solutions qui avaient été apportées dans le domaine des assurances sur la vie notamment dans la question du rapport et de la réduction excluant définitivement celles qui n'étaient que des erreurs.

SECTION I

Attribution du bénéfice d'une assurance sur la vie

Dans une assurance sur la vie, la question de l'attribution du bénéfice et de la détermination du tiers bénéficiaire dont la désignation est contenue dans l'attri-

bution, est d'une importance capitale lorsqu'il s'agit d'examiner l'application des règles du rapport, de la réduction et de la récompense aux assurances sur la vie.

En vérité, pour saisir toute l'importance de cette question, il suffit de dire qu'en dernier lieu, d'après la loi sur le contrat d'assurance du 13 juillet 1930, l'exclusion du capital assuré de la succession de l'assuré et par conséquent de l'application à ce capital des règles du rapport, de la réduction et de la récompense, dépend justement de la possibilité de déterminer un tiers bénéficiaire désigné par le souscripteur.

Cela ne veut cependant pas dire que chaque fois que le tiers bénéficiaire était déterminé ou déterminable, la jurisprudence lui a reconnu son droit direct, exclusif, et personnel au capital assuré. Et il est arrivé que même lorsqu'elle le lui a reconnu comme en 1888 elle décida encore que le montant de l'assurance est rapportable et réductible.

A) *Dans quels termes doit être faite l'attribution du bénéfice ?*

Les formules employées par l'assuré pour désigner le bénéficiaire avaient une grande importance avant la loi de 1930. Ainsi il a été jugé que l'attribution du bénéfice faite dans les termes : « à mes enfants », ne suffisait pas pour constituer une désignation du bénéficiaire et que le capital assuré tombait dans la succession. Dans l'article 63 de la nouvelle loi, 2^e, 3^e et 4^e alinéas il est décidé que :

« Est considérée comme faite au profit de bénéficiaires déterminés la stipulation par laquelle le contractant attribue le bénéfice de l'assurance soit à sa femme sans

indication de nom, soit à ses enfants et descendants nés ou à naître, soit à ses héritiers, sans qu'il soit nécessaire d'inscrire leurs noms dans la police ou dans tout autre acte ultérieur contenant attribution du capital assuré ».

« L'assurance faite au profit de la femme de l'assuré profite à la personne qu'il épouse, même après la date du contrat. En cas de second mariage le profit de cette stipulation appartient à la veuve ».

« Les enfants et descendants, les héritiers du contractant ainsi désignés ont droit au bénéfice de l'assurance en proportion de leurs parts héréditaires. Ils conservent ce droit en cas de renonciation à sa succession ».

Par conséquent il n'est pas nécessaire que le tiers bénéficiaire soit nominativement désigné et sont considérées comme le déterminant suffisamment les attributions suivantes :

a) *au profit de la femme de l'assuré*, sans indication de nom et même si l'assuré n'est pas marié au moment de la souscription de la police.

Par analogie la solution sera pareille pour une assurance faite par la femme au profit du mari.

b) *au profit des enfants et descendants nés et à naître*,

c) *au profit des héritiers de l'assuré*, sans que l'inscription de leurs noms soit nécessaire dans la police ou autre acte (1).

En somme il n'y a qu'un cas où le capital tombe dans la succession de l'assuré, c'est quand l'assurance sur la vie est conclue sans aucune désignation de bénéficiaire conformément à l'article 66 : « Lorsque l'assurance en cas de décès a été conclue sans désignation d'un béné-

(1) Le projet de 1904, art. 58, décidait au contraire que dans ce cas le capital tombait dans la succession.

ficiaire le capital fait partie de la succession du contractant ».

La loi élargit considérablement la possibilité de considérer comme déterminé le tiers bénéficiaire et de lui attribuer le capital. Dans l'art. 63 la loi fait elle-même attribution du bénéfice ; elle présume la volonté du stipulant.

B) Dans quel acte peut être faite l'attribution du bénéfice ?

La jurisprudence mettait un autre obstacle encore au droit du bénéficiaire en ne lui attribuant pas le capital assuré si l'attribution du bénéfice lui avait été faite dans un autre acte que la police même. Mais le 7 août 1888 (1) le premier coup fut porté à cette distinction : la Cour de cassation, dans une espèce où l'attribution avait été faite par avenant et où l'on pouvait croire que la Cour déciderait que cette attribution porte atteinte au gage général des créanciers, décida au contraire que le tiers bénéficiaire jouissait d'un droit propre direct et personnel.

Mais le 24 février 1902 (2) la Chambre civile dans une autre espèce où l'attribution avait eu lieu par testament, décida que cette attribution ne pouvait conférer au tiers un droit propre.

La Chambre des Requêtes, le 15 mai 1905 (3) jugera pareillement pour le cas d'attribution par endossement.

Dumaine (4) essaya d'expliquer les raisons de cette jurisprudence assez contradictoire en voulant prouver que la jurisprudence voyait dans l'avenant un acte qui

(1) Cass., 7 août 1888, D. P. 89.1.118.

(2) Ch. civ., 24 février 1902, D. P. 1903.1.433.

(3) Chambre des Requêtes, 15 mai 1905, D. P. 1905.1.465.

(4) DUMAINE, Du contrat d'assurance sur la vie, 2^e éd. n° 55.

fait corps avec la police nouvelle par laquelle attribution est faite au tiers du bénéfice de l'assurance avec toutes les conséquences d'une attribution initiale ; ce serait un acte attributif.

Une cession ou une attribution par testament auraient au contraire le caractère d'actes translatifs.

Après l'arrêt de la Chambre civile du 14 novembre 1907 (1), on pouvait se demander si l'évolution dans laquelle s'est engagée la Cour de cassation par une application rationnelle de la doctrine fondée sur l'article 1121 c. civ., n'entraînera pas une évolution analogue dans le cas d'une assurance contractée sans désignation initiale du bénéficiaire.

La Chambre civile affirme que n'importe de quelle façon se manifeste la désignation, avenant, endossement ou autres, cette désignation produit l'effet de donner au tiers bénéficiaire un droit propre direct et personnel au capital assuré parce que le souscripteur ne fait qu'user du droit qu'il s'était implicitement, mais nécessairement réservé, celui de désigner le bénéficiaire. Or ce motif, que donne la Cour de cassation dans l'arrêt du 19 novembre 1907 ne pouvait-il être invoqué dans le cas où l'attribution ne comporterait pas une annulation d'une désignation faite au moment où le contrat a été souscrit ?

Les créanciers ne pourraient se plaindre car si l'on prouve que par le paiement des primes il y a eu appauvrissement du patrimoine de leur débiteur ils pourront revendiquer le rapport de ces primes.

Baleyrier et Capitant (2) se prononcent dans le même

(1) Ch. civ. 14 nov. 1907, précité.

(2) BALEYRIER et CAPITANT, Livre du Centenaire, I, pp. 536 et s.

sens et trouvent que dans les deux cas le droit du bénéficiaire doit être identique.

Et d'après la loi du 13 juillet 1930, dans l'article 63, dernier alinéa, la solution est définitivement adoptée : « En l'absence de désignation d'un bénéficiaire déterminé dans la police ou à défaut d'acceptation par le bénéficiaire désigné, le souscripteur de la police a le droit de désigner un bénéficiaire ou de substituer un bénéficiaire à un autre ; cette désignation ou cette substitution se fait soit par testament, soit entre vifs, par voie d'avenant ou en remplissant les formalités édictées par l'article 1690 du Code civil ou quand la police est à ordre par voie d'endossement ».

Par conséquent la désignation si elle n'est pas contenue dans la police pourra être faite postérieurement par un avenant, par une cession de police qui se fera par un endossement de la police, ou par le testament de l'assuré.

SECTION II

Rapport et Réduction

La loi du 13 juillet 1930 écarte, en ce qui concerne le capital assuré, les règles du rapport et de la réduction, si l'assuré a désigné un bénéficiaire.

Nous avons montré plus haut comment la nouvelle loi, dans l'article 63, a multiplié les cas où le bénéficiaire est considéré comme suffisamment désigné. Si pourtant il est impossible de découvrir une attribution du bénéfice, l'assurance tombe sous le coup de l'article 66 de la loi de 1930, aux termes duquel : « lorsque l'assurance

en cas de décès a été conclue sans désignation d'un bénéficiaire, le capital fait partie de la succession du contractant ».

Par conséquent ce capital fera partie de la succession de l'assuré et toutes les règles du droit successoral lui seront applicables. Le capital assuré sera comme le reste de la succession le gage des créanciers.

Une autre circonstance qui fera entrer le capital assuré dans la succession du souscripteur est celle où le bénéficiaire n'a pas accepté la stipulation faite en sa faveur. Les héritiers de l'assuré peuvent éclaircir la situation en se conformant à l'article 64 de la nouvelle loi, alinéa trois, d'après lequel la révocation de l'attribution du bénéfice peut être exercée par les héritiers après la mort du stipulant, après l'exigibilité de la somme assurée et au plus tôt trois mois après que le bénéficiaire de l'assurance ait été mis en demeure par acte extra judiciaire d'avoir à déclarer s'il accepte. Si le bénéficiaire ne déclare pas accepter, pouvant par conséquent refuser tacitement le bénéfice, le capital assuré fera partie de la succession du stipulant.

Par la distinction de l'attribution du bénéfice faite à titre gratuit d'une attribution à titre onéreux, distinction que la loi nouvelle consacre, art. 64 dernier alinéa, nous sommes amenés à un autre cas où le capital assuré retournera au patrimoine du souscripteur. L'article 64 dernier alinéa décide que : « l'attribution à titre gratuit du bénéfice d'une assurance sur la vie à une personne déterminée est présumée faite sous la condition de l'existence du bénéficiaire à l'époque de l'exigibilité du capital ou de la rente assurée, à moins que le contraire ne résulte des termes de la stipulation ». Solution lo-

gique, presque toujours conforme à l'intention du souscripteur.

Au contraire chaque fois qu'un bénéficiaire aura été ou pourra être déterminé d'après les termes de l'article 63, le capital sera considéré comme lui ayant appartenu dès le jour du contrat, cela en vertu de l'article 67 : « Les sommes stipulées payables lors du décès de l'assuré à un bénéficiaire déterminé ou à ses héritiers ne font pas partie de la succession de l'assuré. Le bénéficiaire, quelque soit la forme et la date de sa désignation est réputé y avoir un seul droit à partir du jour du contrat, même si son acceptation est postérieure à la mort de l'assuré ».

Quant au rapport et à la réduction, la nouvelle loi écarte dans l'article 68 premier alinéa, l'application des règles du rapport et de la réduction au capital assuré, en décidant que « les sommes payables au décès de l'assuré à un bénéficiaire déterminé ne sont soumises ni aux règles du rapport à succession ni à celles de la réduction pour atteinte à la réserve des héritiers de l'assuré ». C'est la solution qui était acquise dans la jurisprudence et la doctrine antérieures à la loi des assurances.

Les termes de la loi ne font aucune distinction et par conséquent on peut dire que l'exclusion qu'énonce l'article 68 premier alinéa, s'étend à la réserve spéciale des enfants résultant de la quotité disponible entre époux, fixée par l'article 1094 paragraphe 2 c. civ. et à la réserve des enfants d'un premier lit dont la réserve résulte de la quotité disponible fixée par l'article 1098 c. civ. au profit du nouveau conjoint.

Avant la loi du 13 juillet 1930, Lefort trouvait que « les articles 1094 et 1098 du Code civil doivent recevoir

leur application au cas d'assurance entre époux » (1). La réduction cependant ne pouvait porter que sur le montant des primes et non sur le capital. Les auteurs, même ceux qui admettaient le rapport du capital (2), étaient d'accord sur cette question, le capital ne pouvant être considéré comme étant fourni par la communauté, qui n'a dépensé que les primes. La jurisprudence avait essayé de faire la distinction entre les primes modiques et celles supportées par le capital. Ceci pour pouvoir présumer comme en matière de rapport une dispense pour la réduction. Malgré l'impossibilité devant les termes de l'article 922 c. civ. de présumer cette dispense en matière de réduction (3) la distinction était maintenue car il semblait évident qu'il ne fallait pas considérer les primes prises sur une monnaie qui aurait tout de même été dépensée (4).

En tout cas le rapport ne pouvait dépasser le montant du capital que touchait le bénéficiaire.

Maintenant, devant le silence de la loi nouvelle, qui ne peut ignorer que l'assurance entre époux est la plus fréquente, l'article 68 premier alinéa sera applicable sans doute possible dans le cas prévu par les articles 1094 et 1098 du c. civ. C'est d'ailleurs rester tout à fait dans l'esprit de la loi qui se montre favorable au conjoint bénéficiaire d'une assurance souscrite à son profit.

La théorie qui voulait appliquer les règles du rapport et de la réduction à la valeur de rachat de la police est également définitivement écartée, puisque la loi nou-

(1) LEFORT, précité, p. 364.

(2) CLARO, Des assurances sur la vie entre époux, Th. Paris 1893, p. 279.

(3) LASSAIGNE, Libéralités faites par un époux remarié, p. 58.

(4) DUPUICH, note D. 1900.2.489 ; NAQUET, note S. 89.2.17.

velle détermine dans l'article 68 deuxième alinéa, le cas unique où ces institutions auront leur application dans les assurances sur la vie, et les sommes sur lesquelles elles porteront. « Ces règles, dit l'article 68, deuxième alinéa, ne s'appliquent pas non plus aux sommes versées par l'assuré à titre de primes à moins que celles-ci n'aient été manifestement exagérées eu égard à ses facultés ».

Une question peut s'élever sur la validité d'une clause que le souscripteur voudrait insérer dans la police. Il était admis avant la loi de 1930 que l'assuré pouvait par une clause exonérer le bénéficiaire de l'obligation du rapport (1). Maintenant, sous l'empire de la loi de 1930, peut-on admettre la clause inverse qui obligerait le bénéficiaire au rapport du capital ? L'article 62 n'est pas compris dans l'énumération que fait l'article 2 de la loi, des articles auxquels les parties sont admises à déroger. Cependant le but de la loi nouvelle étant surtout la protection du souscripteur de la police vis-à-vis de l'assureur (2), cet article n'est pas impératif dans les relations du souscripteur avec le bénéficiaire. Aussi peut-on dire que la clause par laquelle le souscripteur obligerait le bénéficiaire à rapporter le capital, sera valable. Le bénéficiaire en acceptant l'attribution accepte également cette clause.

Par conséquent, en l'absence d'une pareille clause, l'article 68 est applicable et les règles du rapport et de la réduction ne pourront être appliquées qu'aux primes versées par l'assuré et seulement si elles sont « manifestement exagérées eu égard à ses facultés ».

(1) LEFORT, précité, II, p. 269 note I.

(2) CAPITANT, commentaire de la loi du 13 juillet 1930, Rev. des Ass. Ter, p. 743.

Les Cours d'appel, après les arrêts de la Cour de cassation qui décidaient que les primes seront rapportables et réductibles « selon les circonstances », ne dispensaient du rapport et de la réduction que les sommes modiques prises sur les revenus, sommes qui auraient été dépensées « *lautius vivendo* ». C'est qu'elles avaient devant elles les arrêts de la Cour de cassation du 13 avril 1899 (1) et 30 juillet 1900 (2), qui ont été discutés plus haut, et qui n'exonéraient pas du rapport et de la réduction les libéralités faites sur les revenus. Mais deux arrêts postérieurs de la Chambre civile ont au contraire été considérés comme consacrant le principe contraire, c'est-à-dire l'affranchissement du rapport des libéralités portant sur les revenus. Il s'agit des arrêts de la Chambre civile du 28 juillet 1923 (3) et du 2 novembre 1917 (4). La difficulté venant de ce qu'il ne semblait pas possible au premier abord d'étendre l'article 856, c. civ. aux donations faites sur les revenus. L'article 856 du Code civil décide que : « les fruits et les intérêts des choses sujettes à rapport ne sont dus qu'à compter du jour de l'ouverture de la succession ». Et Pothier (5) explique ainsi les motifs de cet article : « on n'est point obligé au rapport des fruits, la raison en est évidente : l'enfant ne doit le rapport que de ce qui lui a été donné. Or on ne lui a donné que l'héritage ; quoique ce soit en conséquence de la donation qui lui a été faite de l'héritage qu'il en ait perçu les fruits qui lui ont été donnés et qu'on ne lui a pas donné autre chose que l'héritage ; il ne doit donc que le rapport de l'héritage ».

(1) 13 avril 1899, S. 02.1.185, D. P. 01.1.333.

(2) Cass. 30 juillet 1900, S. 02.1.177.

(3) Ch. civ. 28 juillet 1913, S. 1914.1.197.

(4) Ch. civ. 27 nov. 1917, S. 1917.1.105.

(5) POTHIER, *Traité des successions*, ch. 4, art. 2, par. 3.

Si ce raisonnement peut être utile pour le cas d'une donation visée par l'article 856, il conduirait au contraire pour une donation faite sur les revenus à la conclusion que celle-ci sera rapportable, puisque dans ce cas ce sont les revenus même qui font l'objet de la libéralité. Pourtant la Cour de cassation le 27 novembre 1917, pour dispenser du rapport une pareille donation déclare faire l'application de l'article 856 : « attendu... qu'en effet aux termes de l'article 856 c. civ. les fruits et les intérêts des choses sujettes à rapport ne sont dus qu'à compter du jour de l'ouverture de la succession ; que cette disposition, dérogatoire à la règle générale formulée par l'article 843, est fondée sur la volonté présumée du donateur, dont la libéralité tournerait évidemment au détriment du donataire, si ce dernier était obligé de rapporter non seulement la chose donnée elle-même, mais encore tous les fruits qu'elle a produits ».

« Attendu que la même présomption doit être admise par identité de raison, pour les abandons de fruits à percevoir, pour le donataire pendant la vie du donateur... et qui forme alors l'objet direct et principal de la donation ; que les fruits ainsi donnés ne diminuent pas le patrimoine du donateur qui aurait pu les consommer, et n'augmentent pas le patrimoine du donataire qui les a perçus annuellement et a pu les dépenser au fur et à mesure de leur échéance ; que l'obligation de les rapporter aboutirait à priver le successible de tout avantage résultant de sa libéralité ».

Par conséquent, ce n'est pas par l'application de l'article 856 qu'on arrive à dispenser du rapport une donation faite avec des revenus, mais par l'application de motifs

identiques à ceux qui dictèrent au législateur la rédaction de cet article. Ce sera la règle du droit romain : *ubi eadem ratio, idem jus esse debet*.

Ces motifs seront, pour le cas des primes d'une assurance sur la vie, l'intention présumée de l'assuré, qui entend probablement faire profiter le bénéficiaire de la totalité de l'assurance ; et la seconde raison se trouvera dans le fait que le souscripteur aurait lui-même dépensé, *lautius vivendo*, ses revenus. L'article 68 alinéa 2 de la loi des assurances, est par conséquent conforme à la jurisprudence antérieure et ne fait qu'appliquer les principes posés par celle-ci.

Mais il faut encore définir ce que l'article 68 entend par primes « manifestement exagérées eu égard à ses facultés ».

D'après les travaux préparatoires de la loi et d'après ses commentateurs les primes ne seraient rapportables que si elles ont été payées par le souscripteur avec des sommes prises sur le capital. C'est l'avis de M. Perreau (1) qui écrit : « nous croyons pouvoir conclure fermement que les primes sont rapportables et réductibles seulement quand elles entament le capital de l'assuré ».

Que dit l'exposé des motifs ? « Du patrimoine du contractant est sorti le montant des primes. Elles ont dû normalement être prises sur les revenus : ni les héritiers ni les créanciers ne peuvent se plaindre des dépenses faites par leur auteur, quand elles sont en rapport avec sa situation de fortune (2). Mais c'est M. Godart, rapporteur de la loi au Sénat qui exprime clairement cette opinion : « le rapport ne peut être imposé que si

(1) PERREAU, précité, p. 730.

(2) J. Off. Doc. Parlem., Chambre 1925, p. 649, rapport Lafarge.

les primes ont manifestement dépassé les ressources de l'assuré et si elles ont été prélevées sur le capital et non pas sur les revenus » (1).

Nous ne croyons pas que ce soit une solution équitable. Une chose est certaine, c'est que si le souscripteur pour pouvoir payer les primes, est obligé d'entamer un capital, le bénéficiaire se verra astreint à l'obligation du rapport des primes. Mais de là à conclure que dans ce cas seulement le rapport sera dû, il y a un pas que nous hésitons à faire.

Quelle est la solution de la jurisprudence en matière de prodigalité ? Elle considère que les dépenses excessives sont celles qui ne laissent au prodigue que des revenus suffisants non pas pour vivre sans entamer le capital, mais pour vivre selon sa condition sociale.

La Cour de Paris, décidait le 31 janvier 1894 (2) que : « la nomination d'un conseil judiciaire laissant à celui qui en est pourvu la libre disposition de ses revenus, il est inutile d'y recourir lorsque les dépenses reprochées au prétendu prodigue, bien que s'élevant à un chiffre considérable n'atteignent même pas la moitié de son revenu normal ». La Cour ne parle pas du capital, elle prend en considération la quotité des revenus qui a été dépensée.

Voilà d'ailleurs l'opinion de Marcel Planiol, écrite dans la note sous l'arrêt précité : « on se trouvait évidemment en face d'une de ces situations exceptionnelles pour lesquelles les lois ordinaires ne semblent pas faites. On a émis à cette occasion quelques regrets. N'est-il pas déplorable de voir les pires extravagances

(1) GODART et PERRAU-CHARMENTIER, Code des Assurances, n° 813, p. 230.

(2) Paris, 31 janvier 1894 D. P. 1894.2.233, note Planiol.

autorisées dès qu'elles émanent de millionnaires ? La loi ne doit-elle pas se proposer de faire régner l'ordre, l'honneur, la moralité dans les familles comme dans la vie publique ? Elle ne doit pas se préoccuper uniquement des considérations de fortune et se contenter d'empêcher la ruine matérielle du prodigue ; il y a en jeu une question plus haute, et à ce point de vue, les familles les plus riches ont droit comme les autres à la protection de la loi ».

Nous croyons que ces considérations sont également utiles pour le cas que nous envisageons.

M. Perreau dit : (1) « les primes constituant les dépenses excessives seront donc uniquement les primes qui, dépassant le revenu, entament nécessairement le capital de l'assuré ».

Un point est sûr : c'est que ces primes rentrent dans la catégorie de primes que l'article 68, deuxième alinéa, définit comme étant soumises au rapport et à la réduction. Par conséquent ces primes, le bénéficiaire, d'après la nouvelle loi, devra toujours les rapporter. Mais ce ne seront pas les seules qui seront rapportables. Il suffira que les primes aient une telle importance qu'elles ne laissent plus au souscripteur assez de ressources pour vivre comme il convient à une personne de sa fortune. La condition demandée par M. Perreau, que ces primes touchent au capital, est excessive, et n'est pas dans l'esprit de la loi dont l'exposé des motifs dit seulement que les primes doivent être prises sur les revenus en prenant soin d'ajouter qu'elles doivent être en rapport avec la situation de fortune du souscripteur.

Supposons en effet un homme marié, père de plu-

(1) PERREAU, précité.

sieurs enfants et jouissant d'une certaine fortune qui lui permet de rendre la vie aisée à sa famille. Après quelques années il souscrit une police d'assurance sur la vie dont il attribue le bénéfice à une femme avec laquelle il a une liaison adultérine, ou bien à une personne étrangère quelconque. Les primes qu'il paye sont une lourde charge pour lui et le forcent à restreindre très sensiblement les ressources qu'il donnait à sa femme et à changer complètement le train de vie dont il entourait les siens et auquel ils étaient habitués, mais sans que ce paiement l'oblige à entamer son capital.

Peut-on dispenser ces primes de rapport et de la réduction pour le seul motif qu'elles sont payées sur les revenus ? Nous ne le croyons pas et il serait trop injuste de l'admettre. Même la présomption, qui est à la base de la dispense de l'obligation du rapport pour les libéralités faites avec des revenus, que ces revenus seraient tout de même dépensés, *lautius vivendo*, ne peut plus être invoquée dans cette hypothèse ; puisque, une partie des revenus suffit à grand'peine au souscripteur à entretenir sa famille il y a lieu de présumer que s'il n'avait pas les primes à payer il aurait employé les ressources à faire vivre les siens, comme le demande sa situation sociale, et qu'il aurait pu en capitaliser une partie. Avec la vie plus que simple que les héritiers du souscripteur menaient en comparaison des revenus du souscripteur, ils étaient en droit d'espérer de trouver dans sa succession une partie de ces revenus capitalisés.

Il y a des bénéficiaires, comme le conjoint ou les enfants, qui sont dignes d'intérêt, mais à ceux-ci ne peuvent être assimilés des tiers bénéficiaires étrangers, et nous croyons que la jurisprudence tiendra compte de

la personnalité et du lien qui unit le bénéficiaire au souscripteur, lorsqu'elle sera appelée à dire si des primes sont excessives, et dans l'espèce envisagée elles le sont certainement sans pourtant entamer un capital (1).

Voici l'opinion de M. G. Ripert (2) : « en matière de réduction, par conséquent, la distinction ne serait pas une distinction du capital ou du revenu, ou plus exactement il faudrait joindre à cette idée que la libéralité est prise sur les revenus. Le but poursuivi par le donateur » et plus loin M. Ripert estime « qu'il ne faut pas considérer la loi de 1930 comme consacrant la distinction des revenus et du capital, sinon la loi l'aurait dit. Volontairement, on a voulu viser le cas où on prendrait la prime d'assurance, même en sacrifiant une petite partie du capital tant que cela sera raisonnable. Les juges auront à faire une appréciation, à voir si l'assurance est un acte d'administration de père de famille, ou un acte de capitalisation, destiné à faire passer la fortune sur la tête d'un héritier » et d'autant plus sur la tête d'un étranger.

La formule de l'article 68 n'est pas « primes prises sur les revenus », mais primes exagérées eu égard aux facultés de l'assuré.

D'après M. Perreau les primes prises sur les revenus ne seront pas rapportables ni réductibles. La loi a-t-elle pu vouloir cela, et cela est-il nécessaire ? La négative pour les deux questions s'impose. Deux principes sont compris dans l'article 68 : a) le premier décide que les primes ne seront ni rapportables ni réductibles, la loi

(1) Une étude de la Jurisprudence en cette matière a été faite par M. RIPERT dans son cours de doctorat 1930-1931. La notion des libéralités, pp. 226 et s.

(2) RIPERT, *op. cit.*, p. 237 et 241.

le dit clairement ; b) le second c'est que les mêmes primes deviennent rapportables si elles sont excessives ; par conséquent celles prises sur le capital seront toujours soumises à cette obligation. Mais il ne faut pas conclure que ces primes seules seront rapportables et réductibles, si la loi l'avait entendu ainsi elle l'aurait dit clairement, elle n'avait aucun motif de ne pas le dire. Cependant la loi au lieu de parler des primes qui entameraient le capital ; parle des primes excessives. Quelles sont ces primes ? Entre les primes normales, dispensées du rapport et de la réduction et les primes payées sur le capital existe cette troisième catégorie de primes, les primes excessives que le juge déterminera dans chaque cas et qui seront rapportables et réductibles. C'est là, ce que l'exposé des motifs entend par « primes excessives en rapport avec sa situation de fortune ».

L'article 68 ainsi interprété suffit à notre avis à sauvegarder suffisamment les intérêts du tiers bénéficiaire. D'ailleurs l'un des motifs qui fait dispenser du rapport et de la réduction les primes, celui qui consiste à dire que l'assuré aurait tout de même dépensé ses revenus, n'est plus très sûr si les primes sont très élevées et qu'avant de souscrire l'assurance, l'assuré économisait chaque année une partie de ses revenus.

« Il y a d'autres circonstances, dit Lefort, qui doivent encore guider le juge, en particulier les relations qui existaient entre l'assuré et le bénéficiaire, les motifs qui ont inspiré l'opération : il serait excessif de dispenser du rapport la personne qui dans l'intérêt d'un tiers qui lui est étranger, affecte une notable partie de sa fortune au contrat, sans se soucier du bien-être de ceux

qu'elle laissera et d'autre part, d'imposer le rapport à un père, à un mari, s'assurant pour fournir des ressources à la femme dont la situation personnelle est modeste ».

La loi sur le contrat d'assurance s'est longtemps fait attendre et nous avons montré dans la partie historique la lutte que la doctrine et une partie de la jurisprudence ont soutenue pour dégager le droit du tiers bénéficiaire d'une assurance sur la vie, à rendre ce droit conforme aux caractères des assurances sur la vie, et à élaborer des règles parfois prétoriennes. L'article 68 de la nouvelle loi est le couronnement de ces efforts. Mais en consacrant les droits du tiers bénéficiaire il ne faut pas sacrifier celui du souscripteur et de ses héritiers, et oublier que si l'assurance sur la vie peut servir à réaliser des intentions louables elle peut aussi être le moyen employé pour des fins moins recommandables.

Une circonstance encore peut être envisagée. Le souscripteur pourrait-il par une clause insérée dans la police ou dans l'acte par lequel il désigne le bénéficiaire, dispenser celui-ci du rapport des primes qui sont pourtant exagérées ? Evidemment cette clause ne peut concerner que le rapport réel dû aux cohéritiers dans les termes de l'article 843 c. civ. Il n'y a aucune difficulté à admettre la validité de cette clause. La faculté de dispenser du rapport est reconnue au donateur par l'article 843 c. civ. Mais où l'assuré n'aura aucun pouvoir c'est en matière de réduction, c'est-à-dire de rapport fictif dû aux réservataires pour le calcul de la réserve d'après les règles des articles 920-922 c. civ.

Comment déterminera-t-on les primes excessives ? Il faudra comparer, non pas la totalité des primes, mais

chacune d'elles aux revenus dont jouissait le souscripteur, aux revenus d'une année. On pourra même faire une moyenne comme critérium de comparaison. Dans le cas d'une assurance avec participation aux bénéfices, il faudra tenir compte de ce que le souscripteur a touché. Lefort disait : « il y a lieu de déduire le montant de la participation aux bénéfices que le souscripteur aurait pu toucher ; l'appauvrissement a été diminué d'autant et c'est seulement la valeur de l'appauvrissement qu'il faut rapporter ou réduire » (1). Cette déduction était encore admise par Robin-Massé : « il y aura lieu d'en soustraire le montant de la participation qu'aurait pu toucher le souscripteur (2) ».

Lorsque les primes sont « manifestement exagérées eu égard aux facultés de l'assuré » sur quoi porteront les règles du rapport et de la réduction ? Est-ce sur la prime entière, ou sur la partie seulement qui dépasse ce dont l'assuré pouvait disposer, celle qui forme la quotité manifestement exagérée ?

Il serait vraiment trop difficile à déterminer la partie exacte qui forme l'exagération dans le montant d'une prime. Aussi croyons-nous que le rapport et la réduction porteront sur la prime entière. M. Perreau déclare aussi : « à notre sens on doit les appliquer (le rapport et la réduction) à la prime entière et non à la seule portion excédant le revenu ». On se rappelle en effet que M. Perreau ne considère la prime exagérée que lorsqu'elle entame le capital.

Dans des cas qui peuvent être rapprochés de celui

(1) LEFORT, précité, II, p. 276, note 1.

(2) ROBIN-MASSÉ, De l'assurance sur la vie dans la succession et la communauté, Paris, 1910.

du rapport et de la réduction des primes trop élevées, la jurisprudence a appliqué à la totalité de la dépense ces règles. Ainsi la Cour de cassation décide le 2 décembre 1885 (1) que : « si le prodigue peut sans l'assistance du conseil judiciaire, prendre à bail des immeubles, l'engagement contracté cesse d'être valable, dans le cas où il est excessif, soit parce qu'il dépasse la limite des ressources du prodigue, soit parce qu'il ne répond pas à ses besoins ».

« En pareil cas le prodigue et son conseil judiciaire ne sauraient être condamnés à payer les termes échus avec les intérêts, sous prétexte que le prodigue aurait profité de la location ».

Par conséquent on annule pour le tout et non pour la partie seulement qui dépasse les revenus.

La même solution est adoptée par Baudry-Lacantinerie (2) comme étant une nécessité : « on a décidé que les obligations qui excéderaient les ressources du prodigue devraient être annulées : on part de cette idée qu'on ne peut pas raisonnablement croire que le législateur ait voulu que le prodigue pût faire indirectement ce qu'il ne pouvait pas faire directement ».

Mais un argument meilleur est donné par M. Perreau : « Au reste on n'a jamais prétendu que des cadeaux, même faits dans les circonstances où l'on a coutume d'en offrir à certaines personnes, quand ils excèdent la valeur ordinaire des présents d'usage ne constituent des libéralités que dans la mesure où ils excèdent cette valeur. Or nous avons vu que notre ar-

(1) Cass. 2 déc. 1885, S. 86.1.120.

(2) BAUDRY-LACANTINERIE, CHENEUX et BONNECARRÈRE, Des personnes, n° 1016, p. 894.

ticle 68 alinéa 2 n'est qu'une extension d'une règle antérieurement proposée pour des primes modiques, assimilables à pareils présents (1) ».

Par conséquent le rapport et la réduction porteront sur la prime entière et cela est conforme aussi à l'interprétation restrictive qu'on donne habituellement aux exceptions du droit commun. L'article 68 deuxième alinéa contenant une exception aux règles du rapport et de la réduction doit être interprété restrictivement.

Une question fort importante à résoudre lorsque la réduction s'imposera, est celle de la date qu'il faudra considérer comme étant celle où la donation a été faite.

Deux dates ont été proposées par les auteurs : a) dans une première opinion on ne voulait pas considérer le jour où les primes sont payées comme date de la donation qui était considérée comme étant faite le jour de la conclusion du contrat ; M. Wahl est de cet avis (2) : « les libéralités doivent être réduites suivant leurs dates, or en matière d'assurance, la libéralité porte sur les primes, et c'est là le motif même qui justifie la réductibilité des primes. Les primes ne doivent pas être considérées comme ayant été données au jour où elles ont été versées par l'assuré. Elles sont toutes dues à l'assureur en vertu du contrat d'assurance ; dès cette époque l'assureur a contre l'assuré une créance en paiement de l'ensemble des primes, bien que cet ensemble, généralement dépende dans son montant, de la durée de la vie de l'assuré, et soit par suite incertain. On sait en effet que la réduction se fait « en commençant par la dernière donation et ainsi de suite en remontant des

(1) PERREAU, précité, p. 732.

(2) WAHL, précité, n° 49, p. 66.

dernières aux plus anciennes (art. 923, c. civ.), c'est-à-dire que la date à considérer est la date du contrat qui constitue la donation, et non pas le jour où la donation est exécutée. Les primes ne seront donc réduites que dans la mesure où la réduction de toutes les libéralités faites par l'assuré postérieurement au contrat d'assurance sera insuffisante à parfaire la réserve ».

M. Capitant adopte aussi cette solution et en donne la raison suivante : (1) « si la donation réside essentiellement dans la manifestation de la volonté du donateur, inspirée par une pensée de bienveillance envers le donataire, c'est bien au moment où il a conclu l'assurance que l'assuré a fait au bénéficiaire la donation des primes qu'il s'engageait à payer dans son intérêt ».

b) Quelle était l'argumentation adverse ? Elle est exposée par Robin-Massé (2) qui déclare ne pouvoir admettre la solution de Wahl : « après sérieuse réflexion, dit-il, nous regrettons que ce procédé ne nous paraisse pas absolument en harmonie avec un principe absolu en matière d'assurance sur la vie ; le paiement des primes est essentiellement facultatif. C'est à cause de cette règle invariable, consacrée encore dans le projet de loi (3), qu'il ne nous semble pas très exact de dire que la Compagnie a une créance en paiement de l'ensemble des primes. Une créance engendre une action contre le débiteur et la Compagnie n'en a pas contre l'assuré, parce qu'il n'est pas débiteur... Lorsqu'on fait un versement d'argent sans y être contraint par une obligation civile ou naturelle et sans qu'on en retire soi-même un avantage, on fait une libéralité et celle-ci se renouvelle à

(1) COLIN et CAPITANT, précité, III, VI^e éd. p. 742.

(2) ROBIN-MASSÉ, précité, pp. 79 et s.

(3) Qui dans la loi du 13 juillet 1930 est contenue dans l'art 75.

chaque fois. Telles sont les raisons qui nous feraient pencher vers la réduction successive des primes en commençant par la dernière et en remontant jusqu'à ce que la réserve soit reconstituée à l'aide des autres libéralités du défunt ».

Lefort considère que, réunir fictivement toutes les primes annuelles dans une donation unique qui sera considérée faite le jour de la conclusion du contrat et portera par conséquent sa date, c'est déroger à l'article 923 c. civ.

Laquelle de ces deux solutions proposées faut-il adopter en présence de la nouvelle loi sur le contrat d'assurance ? La loi même ne fournit aucun texte qui puisse nous aider à faire le choix. Une chose pourtant est certaine c'est que l'assurance sur la vie ne doit pas être considérée comme contenant une série de contrats annuels.

D'autre part l'opinion qui veut qu'on réduise les primes en remontant de la dernière vers la plus ancienne, payée au jour du contrat, est désavantageuse pour le bénéficiaire, qui, si plusieurs années sont passées depuis le contrat, peut espérer que les autres donations faites par le souscripteur après le contrat d'assurance, suffiraient, en étant rapportées, à compléter dans la succession la réserve, et à voir ainsi son bénéfice demeurer entier.

L'esprit de la nouvelle loi est d'autre part fort bienveillant au bénéficiaire.

Un argument peut être tiré de la condition que demande la loi pour que les primes soient rapportables et réductibles : il faut qu'elles soient manifestement exagérées, or le souscripteur en ayant à payer une pareille prime, laisse supposer dès le jour du contrat son inten-

tion de donner, de procurer au bénéficiaire le capital assuré en entier, et de s'imposer les sacrifices pour maintenir le contrat. Il donnera ainsi à la donation que constitue le paiement des primes une date unique, celle du jour du contrat.

L'argument qu'on opposait à cette solution, en disant qu'il ne peut s'agir d'une créance de la Compagnie, puisque celle-ci n'a pas d'action pour forcer l'exécution et serait par conséquent une obligation purement potestative de la part de l'assuré, peut être évité, car il est évident que si le souscripteur paye les primes c'est bien à cause du contrat qu'il a souscrit ; les primes postérieures se rattachent forcément à ce contrat, c'est pour son maintien qu'elles sont payées, et ce maintien ne peut avoir lieu que si le souscripteur exécute l'obligation qu'il a prise envers la Compagnie et qui consiste justement à payer régulièrement les primes. La loi du 13 juillet 1930 aurait dû s'expliquer sur la solution qu'elle entendait adopter.

Il n'est plus besoin de dire que quelle que soit l'importance des primes, le tiers bénéficiaire ne sera soumis au rapport que jusqu'à concurrence du capital assuré, car c'est là son enrichissement, et le rapport ne peut jamais dépasser ce dont le donataire s'est enrichi.

Nous examinerons maintenant les solutions que divers pays ont adoptés en matière de rapport et de réduction des assurances sur la vie.

Allemagne. — Dans le Code civil allemand entré en vigueur en 1900, le contrat d'assurance sur la vie a été réglementé dans plusieurs articles, 330 à 335 inclus (1).

(1) Code civil allemand traduit et annoté par C. Bofnoir, Paris 1904.

L'article 330 vise les principaux cas d'application de la stipulation pour autrui où contrairement à l'hypothèse de l'article 329 le tiers bénéficiaire acquiert un droit propre et indépendant et l'article 330 cite en premier lieu l'assurance sur la vie.

Quant à l'application des règles du rapport et de la réduction aux assurances sur la vie, le Code civil a suivi les errements de la jurisprudence antérieure (1) et n'a pas dispensé les assurances sur la vie de l'obligation du rapport fictif et réel (art. 2050). Il faut cependant remarquer (2) que le rapport n'est pas imposé à tout héritier, « mais uniquement aux héritiers légitimes, le législateur presumant que le défunt, animé d'une égale affection pour tous ses descendants, n'a pas l'intention de créer une différence entre eux, tandis que parmi ses autres parents il peut s'en trouver qu'il voudra favoriser, car si le degré de parenté est le même, l'affection n'est pas la même » (3).

La loi du 30 mai 1908 sur le contrat d'assurance (4) qui fut appliquée à partir du 1^{er} janvier 1910 est comme le remarque M. Lehr (5) « le code des assurances le plus complet ». Cependant cette loi n'a pas eu à statuer sur le droit du tiers bénéficiaire, sur le sort du capital, cette question ayant été résolue, comme nous l'avons montré, par le Code civil de 1900.

Angleterre. — Le droit exclusif de la femme et des enfants sur le bénéfice de la police souscrite à leur pro-

(1) Dresde, 3 septembre 1869, J. A. 70.109. Cologne, 20 mai 1879, J. dr. int., 1880, p. 184.

(2) LEHR (E.) Traité élémentaire de droit civil germanique, II, n° 1420.

(3) BARRÉ, Le Code civil allemand et le Code civil français, Berlin 1899.

(4) Loi du 30 mai 1908, traduite par M. Lyon-Caen dans l'Ann. leg. étr. 1908, p. 84.

(5) LEHR, Les lois allemandes de 1901 et 1908 sur l'assurance, Rev. int. et leg. comp. 1910, p. 267.

fit par le mari ou le père, a été l'objet d'une réglementation, bien sommaire d'ailleurs, dans l'article 10 du Married Women's Property Act du 7 août 1870.

L'article 10 décidait : « Une femme mariée peut faire à son profit personnel une assurance sur la vie ou sur celle de son mari, comme si elle n'était pas mariée ».

« Une assurance faite par un homme marié sur sa propre vie, avec déclaration expresse que cette assurance est faite au profit de sa femme ou de sa femme et de ses enfants, sera considérée comme un fidéicommis (trust) au profit de la femme, pour son usagè particulier et celui de ses enfants, en dehors de tout contrôle du mari et des créanciers de ce dernier. Si le montant de l'assurance devient payable durant le mariage, un trustee pourra être nommé (1), à l'effet de recevoir le paiement. Dans le cas où l'assurance aurait été faite, et les primes payées par le mari, en fraude de ses créanciers, ceux-ci auraient droit de prélever une somme égale au montant des primes payées ».

Le Married Women's Property Act a été le commencement de la réaction contre les règles du droit coutumier d'après lesquelles tous les biens mobiliers de la femme étaient transférés, lors du mariage, au mari qui avait aussi la jouissance des immeubles.

On voit bien dans cet article l'idée du droit direct et exclusif du bénéficiaire ?

Pour étendre le droit de la femme de contracter des

(1) Déf. du trust : Un trust est l'obligation en équité pour une personne, trustee, d'administrer un bien qui lui est remis (trust) pour le compte d'un tiers, le bénéficiaire (beneficiary) qui est en droit d'exiger l'accomplissement de cette obligation. Le fidéicommissaire est appelé trustee, les biens constituant l'objet du trust, trust property, le bénéficiaire, beneficiary, cestui que trust ou en Ecosse trustor (Définition de Curti, Droit civil anglais, p. 174).

assurances sur la vie, car elle ne pouvait user de tous les genres de ce contrat, et pour étendre en général la capacité de la femme, une nouvelle loi fut promulguée le 10 août 1882 : An act to consolidate and amend the acts relating to the property of married women. Dans l'article II de cet Act il est de nouveau fait application du principe du droit personnel et exclusif du bénéficiaire, car cet article décide que les sommes payables sur une police d'assurance ne constituent pas une partie de l'actif du patrimoine de l'assuré (1).

D'après cet article une femme peut assurer : 1) sa propre vie ou la vie de son mari en sa propre faveur, 2) sa propre vie en faveur de son mari ou de ses enfants ou d'un ou plusieurs de ceux-ci ; et le mari peut assurer sa propre vie en faveur de sa femme ou de ses enfants, ou d'un ou plusieurs de ceux-ci.

Le mari ne peut assurer la vie de sa femme car il apparaît depuis le Married Women's Property Act qui enlève au mari les droits qu'il avait avant sur les biens de sa femme et que par conséquent il n'a plus d'intérêt à la vie de sa femme qui jouit de ses biens indépendamment de lui. Ceci par l'application du principe posé par le Life Assurance Act de 1774 qui décidait que toute assurance sur la vie d'une personne, si celui qui la contracte n'a pas d'intérêt à cette vie, peut être annulée à la requête de la Compagnie, car elle présente le caractère de jeu ou pari.

Argentine. — Le Code de commerce de la République d'Argentine est entré en vigueur le 1^{er} mai 1890. Les assurances sur la vie étaient réglementées par les articles

(1) CURTI, Droit commercial anglais, p. 209, BARCLAY, La femme anglaise, p. 37, LEHR, Droit civil anglais, II, p. 235.

549 à 557 de la Section III du Chapitre II du Titre VI (1).

Cependant le Code de commerce ne contenait aucune disposition quant au droit successoral applicable aux assurances sur la vie. Aussi le 4 août 1900 (2) une loi sur le contrat d'assurance fut votée ; elle ne contient que deux articles : dans le premier la loi consacre le droit exclusif du tiers bénéficiaire « sauf en ce qui concerne les sommes reçues par l'assureur, lesquelles seront soumises aux dispositions du Code civil relatives au rapport et à la légitime des héritiers nécessaires et à la révocation des actes faits au préjudice ou en fraude des créanciers », et dans le second article la loi donne aux héritiers le droit de renoncer à la succession de leur auteur, tout en gardant leur droit au capital assuré.

Belgique. — La loi du 11 juin 1874 sur les assurances dispense dans son article 43 le tiers bénéficiaire de l'obligation du rapport et de la réduction en lui attribuant le capital assuré.

L'article 43 décide : « La somme stipulée payable au décès de l'assuré appartient à la personne désignée dans le contrat sans préjudice de l'application des règles du droit civil relatives au rapport et à la réduction du chef des versements faits par l'assuré » (3).

La Cour de Bruxelles décidait le 7 juin 1875 que le montant de l'assurance n'a jamais fait partie du patrimoine du souscripteur et que par conséquent il n'est pas réductible (4). Quant aux primes, la Cour ne les soumet pas à l'obligation du rapport parce qu'elles

(1) Code de comm. argentin traduit et annoté par Prudhomme, Paris 1893.

(2) Loi argentine sur le contrat d'assurance, Ann. leg. étr. 1900.

(3) Loi du 1^{er} juin 1874 sur le contrat d'assurance, Ann. leg. étr. 1874 p. 420, notes de M. E. Mir. La disposition de l'article 43 a été reproduite par l'art. 43 de la loi luxembourgeoise du 16 mars 1891.

(4) Bruxelles, 7 juin 1875, Pasirisie, 1875, p. 312.

n'ont pas dépassé ce dont le mari pouvait disposer au profit de sa femme.

Cette solution était d'ailleurs admise par la jurisprudence même avant la loi de 1874 comme le prouve l'arrêt de la Cour de Bruxelles du 2 Août 1866 (1).

La jurisprudence belge a même reconnu que l'attribution du bénéfice faite au profit des héritiers, représentants, ou ayants cause, bien que ne contenant pas une désignation nominative des bénéficiaires, suffit pour leur attribuer et exclure de la succession de l'assuré le montant de l'assurance (2). Il y a eu cependant des décisions contraires qui décidaient que « ce contrat ne peut être interprété dans le sens d'une stipulation au profit des héritiers de l'assuré, nomine proprio, à l'exclusion des créanciers » (3).

Cependant la presque unanimité de la jurisprudence reconnaissait au tiers bénéficiaire son droit direct exclusif et personnel découlant du contrat ; le rapport et la réduction porteront sur le montant des primes (4).

Chine. — La loi chinoise sur le contrat d'assurance promulguée le 30 déc. 1929 (5) reconnaît au tiers bénéficiaire un droit exclusif et personnel au capital assuré. Dans l'article 70 la loi décide que : « si la somme assurée a été stipulée payable, lors du décès de l'assuré, au bénéficiaire désigné ou à ses héritiers, cette somme ne peut être regardée comme faisant partie de la succession de l'assuré ».

(1) Bruxelles, 2 août 1866, Pasierisie, 1869.19.

(2) Trib. civ., Bruxelles, 5 avril 1893, B. J. 1893.539.

(3) Gand, 22 février 1896, Pas., 1896.II.289.

(4) Trib. civ. Bruxelles, 7 août 1886, P. A. 1886.II.90 ; Tournai, 29 mai 1889, Pas., 1889.III.284.

(5) Jean ESCARA, Loi chinoise sur le contrat d'assurance, Rev. Ass. Terr. 1930, p. 712.

« Le bénéficiaire a un droit direct sur la somme assurée. L'acceptation du bénéfice, bien que postérieure à la mort de l'assuré, rétroagit et il acquiert le bénéfice au jour de la stipulation ».

La loi ne contient pas une autre disposition quant à l'application des règles du rapport et de la réduction, ni à la récompense que l'époux bénéficiaire pourrait devoir à la communauté, régime légal de la Chine. Cela paraît curieux étant donné que la loi chinoise a copié le projet de loi français et que le Code civil chinois contient aussi ces institutions (1). Comment faut-il interpréter ce silence ? Les travaux préparatoires de la loi ne nous sont pas connus. Cependant nous croyons que le législateur chinois a entendu soumettre le bénéficiaire à l'obligation du rapport, fictif et réel, et de la récompense des primes payées par l'assuré, et cela dans tous les cas. S'il avait voulu faire la distinction, du projet français, entre les primes exagérées et les primes modiques il n'aurait pas manqué de le dire, de même qu'il aurait dit s'il entend exonérer le bénéficiaire de tout rapport ou récompense, le Code civil reprenant, par le silence de la loi, son empire.

Italie. — Dans le Code de commerce mis en vigueur en Italie le 1^{er} janvier 1883, l'assurance sur la vie était réglementée par les articles 449 à 453 du chapitre III du Titre XIV (2).

Un projet de Code de commerce a été élaboré par la commission constituée par le décret Royal du 3 juin 1924 (3). Le Titre XII est consacré au contrat d'assurance

(1) Code civil de la République de Chine, trad. par Ho-Tchong-Chan, Paris, 1931.

(2) Code de commerce italien, trad. et annoté par Turrel, Paris 902.

(3) Codice di commercio, progetto, Roma 1927.

et les articles 481 à 489 du chapitre VIII aux assurances sur la vie.

Le droit direct et exclusif du tiers bénéficiaire au capital assuré est reconnu dans le projet dans l'art. 487 (453 ancien). Cependant le bénéficiaire sera tenu de rapporter à la succession le montant des primes sur lequel portera également la réduction.

La nature de l'opération d'une assurance sur la vie au profit d'un tiers est reconnue comme étant celle d'une stipulation pour autrui, rentrant dans les dispositions de l'article 1128 du Code civil italien exacte reproduction de l'article 1121 c. civ. français (1).

Roumanie. — Dans le Code de commerce roumain mis en vigueur le 1^{er} septembre 1887 (2) le Titre XIII était consacré au contrat d'assurance et le chapitre III de ce Titre traitait dans les articles 473 à 477 des assurances sur la vie.

L'article 477 consacrait le droit du tiers bénéficiaire au capital assuré mais décidait que le montant des primes payées par le souscripteur sera rapportable à sa succession et réductible. Sur ce montant également pouvait s'exercer le droit de révocation des actes faits en fraude des créanciers.

Le 4 juillet 1930 était promulguée par décret royal la loi roumaine sur la constitution et le fonctionnement des entreprises d'assurances et sur la réglementation du contrat d'assurance (3).

L'article 87 de la loi reconnaît au tiers bénéficiaire

(1) TURREL, Note sur les assurances sur la vie en Italie, Bull. lég. étr. 1901, p. 83.

(2) Code de commerce roumain, trad. par Bohl, Paris 1895.

(3) Loi roumaine sur le contrat d'assurance, Monit. Off. n° 148, du 7 juillet 1930, Rev. Ass. terr. 1931, p. 219.

le droit propre et exclusif au capital assuré, « même s'il n'a été désigné qu'en général. Cependant seront respectées les règles du rapport et de la réduction des libéralités en matière de succession, dans la mesure des primes ». Le second alinéa de cet article décide que la même règle sera applicable si l'héritier du bénéficiaire est désigné ou devient bénéficiaire de l'assurance.

Suède. — La loi suédoise sur le contrat d'assurance date du 8 avril 1927 (1). Dans l'article 102 cette loi reconnaît le droit du souscripteur de désigner un tiers bénéficiaire, désignation qui, en vertu de l'article 103 devra être communiquée par écrit à l'assureur.

L'article 104 réglemente l'application du droit successoral aux assurances sur la vie. Dans le premier alinéa l'art. 104 décide que : « Lorsqu'un bénéficiaire a été désigné, la somme assurée, échue après la mort du preneur de l'assurance, ne sera pas comprise dans la succession de celui-ci ».

L'alinéa suivant vient cependant limiter le droit du tiers bénéficiaire. La loi suédoise, comme la loi suisse, ne rend irrévocable la désignation du bénéficiaire que si le souscripteur déclare renoncer à son droit de changer l'attribution qu'il a faite. En conséquence la loi décide dans l'art. 104 second alinéa que : « Si le preneur de l'assurance a laissé un époux, des descendants, enfants adoptifs ou leurs descendants, et que la désignation eût pu être révoquée par le preneur de l'assurance, la somme assurée sera, relativement aux droits des successeurs considérée comme ayant été allouée au bénéficiaire par testament ».

(1) W. Uppström, Loi suédoise sur le contrat d'assurance du 8 avril 1927, Ann. lég. étr. 1927, p. 87, Rev. Terr. 1931, p. 930.

La réglementation du rapport est contenue dans l'article 9 du chapitre XII du Titre des successions du Code civil suédois. Quant à la quotité disponible elle a été fixée par l'ordonnance royale du 21 décembre 1857 (1) et à la différence du droit français il n'y a une réserve que pour les descendants.

Suisse. — Le projet de loi sur les assurances fut établi par M. Roelli et après de longues discussions au Conseil des Etats, le projet est devenu la loi fédérale sur le contrat d'assurance du 2 avril 1908 (2).

Au contraire de la loi française, dont le projet datait de 1904, qui réglemente dans ses détails le droit du tiers bénéficiaire au point de vue du droit successoral, et contient des solutions précises en matière de rapport et de réduction, la loi suisse ne prévoit que le cas où le bénéficiaire serait en conflit avec les créanciers.

L'article 78 de la loi décide que : « Sauf dispositions prises à teneur de l'article 77, alinéa 1^{er}, de la présente loi, la clause bénéficiaire crée au profit du bénéficiaire un droit propre sur la créance que cette clause lui attribue ».

Quant au rapport et à la réduction la loi laissait le soin de résoudre ces questions au droit cantonal, du ressort duquel était la matière des successions.

La lacune de la Suisse a été révélée par plusieurs auteurs dès 1893 lorsque fut décidé l'élaboration de la loi. Ainsi M. Cosmao-Dumanoir écrivait : « le projet est muet sur les questions si délicates qui concernent

(1) Raoul de la GRASSERIE, les Codes suédois, Paris 1895.

(2) Loi fédérale sur le contrat d'assurance du 2 avril 1908, Ann. lég. étr. 1908, p. 456, notices et notes par MM. E. Héron et Villefosse.

l'assurance sur la vie dans ses rapports avec le droit des successions et avec le droit matrimonial » (1).

Pareillement M. Capitant faisait la remarque que le droit du tiers bénéficiaire n'est pas suffisamment étudié par le projet suisse (2).

Malgré ces remarques aucune disposition nouvelle n'a été insérée dans la loi. Les législations locales ont tendance à soumettre au rapport et à la réduction l'intégralité des primes quel que soit leur montant.

M. Trapadoux écrit (3) : « Le projet suisse renvoie pour toutes ces questions aux différentes dispositions des droits cantonaux... tous soumettent l'intégralité des primes, quel que soit leur importance, au rapport et à la réduction au profit des héritiers comme ils en ordonnent la restitution en cas de fraude des créanciers ».

Dans le droit vaudois comme dans la loi française du 13 juillet 1930 le rapport et la réduction portent uniquement sur le montant des primes. Mais ces primes doivent avoir été excessives en comparaison des revenus du souscripteur : « lorsque la somme assurée échoit à un tiers bénéficiaire, ce dernier obtenant un droit direct et indépendant, la somme acquise par lui *jure proprio* n'a jamais fait partie, à aucun titre, du patrimoine de l'assuré. Elle ne saurait donc être soumise ni au rapport ni à la réduction ».

« En revanche, les primes payées en faveur du tiers bénéficiaire, constituant des donations indirectes peuvent être soumises au rapport et à la réduction. Elles

(1) COSMAO-DUMANOIR, Etude sur le projet de loi suisse relatif au contrat d'assurance, Bull. soc. lég. étr. 1898, p. 94.

(2) CAPITANT, Comparaison du projet de loi relatif au contrat d'assurance dép. à la Chambre le 12 juillet 1904 avec le projet allemand de 1903 et le projet suisse de 1904. Extrait du Bull. soc. lég. étr., Paris 1906.

(3) TRAPADOUX, Essai sur les droits reconnus au bénéf. d'une ass. sur la vie, Thèse, Lyon 1908.

ne le sont qu'en tant qu'elles ont été prélevées, non sur les revenus dont l'assuré a la libre disposition mais sur ses capitaux mêmes » (1).

Dans le canton de Genève les règles du rapport et de la réduction ne s'appliquaient ni au montant du capital ni au montant des primes, sauf si ces dernières ont entamé le capital. Pour les primes la dispense est ainsi motivée par Rehfofs (2) : « en réalité ce dont le preneur a disposé c'est des primes qu'il a payées successivement. Mais à cet égard, le bénéficiaire ne peut être traité plus défavorablement que s'il avait reçu annuellement le montant de la prime à titre de libéralité ; or dans ce cas il aurait reçu à titre définitif, sans être astreint à aucun rapport, sans avoir à encourir la réduction, à moins que le preneur n'eût affecté au service des primes une partie notable de son patrimoine, hypothèse peu vraisemblable ».

M. Lefort dans son Nouveau traité de l'assurance sur la vie, publié en 1920, affirme qu'actuellement encore le droit successoral applicable aux assurances sur la vie est le droit cantonal (3). Cependant depuis l'entrée en vigueur du Code civil suisse, le 1^{er} janvier 1912 (4), l'unité quant à l'application des règles du rapport et de la réduction à ce genre d'opérations a été réalisée par les articles 476 et 529 de ce Code (5). Ces deux articles considèrent comme faisant partie de la succession de l'assuré,

(1) BERDEZ, Les bases juridiques et économiques de l'assurance privée, Thèse Lausanne 1895, p. 279 et 297.

(2) REHFOS, Les assurances, cours professé à l'Université de Genève, Paris, 1902.

(3) LEFORT, *op. cit.*, II, p. 283.

(4) Code civil suisse annoté par V. Rossel, Lausanne 1908.

(5) M. FRITZ FLEINER, Schweizerisches Bundesstaatsrecht, Tübingen 1923, montre à la p. 421 comment le Code fédéral a absorbé les codes cantonaux et fait même à la p. 422 une énumération des lois cantonales qui restent en vigueur et qui, on le remarque, ne sont que des lois d'intérêt local.

la valeur de rachat de l'assurance en cas de décès contractée au profit d'un tiers, valeur calculée au moment de la mort de l'assuré et sur laquelle porteront le rapport et la réduction (1).

Ne sont exclues du cadre des articles 476 et 529, comme le fait remarquer M. Rossel (2) que les assurances en cas de vie et les assurances mixtes, ces dernières seulement si l'assuré est vivant lors du terme fixé. Il est possible alors à l'assuré de faire bénéficier un tiers de l'assurance mais on se trouve alors dans le cas d'une donation entre vifs portant sur le montant intégral de l'assurance.

Par conséquent le Code civil suisse considère comme objet de la donation réalisée au moyen d'une assurance sur la vie au profit d'un tiers, la valeur de rachat. Solution contestable au point de vue juridique, puisque ce n'est pas cette valeur qui est sortie des biens du souscripteur, mais le montant des primes auquel la valeur de rachat n'est pas égale. Le législateur suisse a peut-être considéré la partie pratique de la question et a décidé que c'est la valeur de rachat qui sera rapportable et réductible puisque c'est ce qui reste des primes une fois le risque couvert. La solution qu'adopte la loi française du 13 juillet 1930 est préférable autant au point de vue juridique qu'au point de vue des héritiers qui peuvent recevoir entière réparation.

Turquie. — Le chapitre XIII du Code de commerce turc promulgué le 29 mai 1926 est consacré au contrat d'assurance et forme la loi turque sur les assuran-

(1) ARNOLD ESCHER, Das Erbrecht des Schweizerischen Zivilgesetzbuchs, Zurich 1912, v. arts. 476 et 529.

(2) ROSSEL A. Assurance en cas de décès et droit successoral, Thèse, Lausanne 1919.

ces (1). Ce chapitre contient les articles 930 à 1015 et les articles 989 à 1001 traitent des assurances sur la vie.

L'article 997 donne le droit au tiers bénéficiaire même héritier, de s'adresser directement à la Compagnie pour se faire payer le montant de l'assurance, règle dont fait également application l'article 542 du Code civil turc.

L'application des règles du rapport et de la réduction aux assurances sur la vie est réglementée par le Code civil turc du 17 février 1926 (6). L'article 456 décide que : « Les assurances en cas de décès constituées sur la tête du défunt et qu'il a contractées ou dont il a disposé en faveur d'un tiers, par acte entre vifs ou pour cause de mort, ou qu'il a cédées gratuitement à une tierce personne de son vivant, ne sont comprises dans la succession que pour la valeur de rachat calculée au moment de la mort », et pareillement pour la réduction l'article 509 décide que : « Les assurances en cas de décès constituées sur la tête du défunt et qu'il a contractées ou dont il a disposé en faveur d'un tiers par acte entre vifs ou pour cause de mort, ou qu'il a cédées gratuitement à une tierce personne de son vivant, sont sujettes à réduction pour leur valeur de rachat ».

Par conséquent, pareillement aux articles 476 et 529 du Code civil suisse, le Code civil turc soumet au rapport et à la réduction les assurances sur la vie et fait porter ces règles sur la valeur de rachat, calculée au jour du décès de l'assuré. Nous avons montré en parlant du Code suisse que cette solution ne nous semble pas juridique.

(1) Code de commerce turc, éd. Rizzo, Constantinople 1928.
Loi turque sur le contrat d'assurance, *Revue des Assurances* terr. 930, p. 225.

(2) Code civil turc, éd. Rizzo, Constantinople 1928.

Il est intéressant de remarquer que d'après les articles 476 et 529 du Code civil suisse et les articles 456 et 509 du Code civil turc la date de la donation sera celle du jour du décès de l'assuré. M. Turrel (1) montre qu'en Italie la date du paiement de chaque prime doit être prise en considération ; on remonte ainsi de la dernière prime payée vers le jour du contrat. On a montré que cette solution est contestable, toutes les primes étant dues, se rattachant au contrat.

(1) TURREL, précité.

DEUXIEME PARTIE

RÉCOMPENSE A LA COMMUNAUTÉ CONJUGALE

Le fait que le souscripteur de l'assurance et le bénéficiaire désigné par lui sont mariés, apporte à l'attribution de la créance contre la Compagnie une nouvelle série de complications, à cause des dispositions du droit commun pour les conventions matrimoniales qu'il faut faire intervenir auprès des principes qui dirigent les assurances sur la vie.

Les difficultés naissent du régime que les époux ont choisi. Toutefois ces difficultés n'apparaissent qu'au cas, le plus fréquent en France, où les époux sont mariés sous le régime de la communauté, car dans ce régime seul se forme une masse commune et il faut rechercher si le bénéfice de l'assurance tombe en communauté ou non, et si des récompenses sont dues à cette communauté.

Dans les autres régimes il y a deux patrimoines, un pour chaque époux et le bénéfice de l'assurance appartiendra en propre à la personne désignée. Les époux ne sont pas entravés dans leurs droits par les règles du régime matrimonial. De ce point de vue il seront assimilés à un assuré et à un bénéficiaire, étrangers l'un à l'autre. La preuve est, qu'en ce qui concerne le droit de mutation, les prescriptions fiscales ordinaires sont appli-

cables. Le bénéficiaire ne sera tenu de verser des droits qu'à raison de son degré de parenté.

A) Sous le régime de la séparation de biens les époux ont chacun la libre administration de leurs biens qui leur appartiennent en propre. Ils seront donc libres d'employer une partie de leurs revenus à la constitution d'une assurance sur la vie au profit du conjoint, ce droit appartenant pareillement à la femme et au mari. L'assurance sera régie par les règles ordinaires comme s'il ne s'agissait pas de conjoints.

B) Le régime exclusif de communauté attribue au mari la gestion des biens de la femme qui ne garde que la nue propriété de son avoir. Le mari ayant acquitté les primes d'une assurance sur la vie sera considéré comme ayant payé de ses propres deniers ; si le bénéficiaire que le mari désigne est sa femme, elle sera considérée comme un tiers bénéficiaire quelconque car il n'existe aucun rapport pécuniaire entre elle et son mari.

Qu'advient-il si l'assurance est souscrite par la femme au profit de son mari ? Celui-ci recueillera le capital assuré. Mais sera-t-il un donataire ? Non car la femme ne peut affecter ses ressources au maintien du contrat et le mari aura acquis par lui-même le bénéfice de l'assurance, ou plutôt il se sera assuré sur la tête de sa femme. Pourra-t-il être considéré comme donataire des primes ? Non plus, car il les paye tout comme si l'assurance était souscrite par lui, sauf le cas où la femme pourrait toucher sur ses seules quittances une partie des revenus communs.

Et dans une autre hypothèse le mari sera assimilé à un tiers bénéficiaire quelconque, celle où la femme

payerait la prime au moyen de la nue propriété de ses biens. Le mari est sans droit sur cette nue propriété.

Il faut encore envisager le cas d'une assurance sur la vie souscrite conjointement par les deux époux. Ce qu'il s'agit de connaître c'est l'origine des deniers affectés au paiement des primes.

Si c'est le mari qui a payé le total des primes, il n'aura rien reçu de sa femme et encore il est donateur de la moitié du montant des primes qu'il a acquitté pour le compte de sa femme. Si le survivant est la femme, elle sera donataire pour le tout puisqu'elle n'aura rien déboursé. Elle aurait dû pouvoir affecter une partie de ses ressources, comme nous l'avons dit plus haut, au paiement des primes, pour perdre la qualité de donataire.

C) La question qui se pose sous le régime dotal, c'est de savoir si la femme a des biens paraphernaux. Si elle en a, elle sera dans la situation d'une femme séparée de biens, en contractant une assurance en faveur de son mari, puisqu'elle peut aussi bien la contracter en faveur d'un tiers ou de ses enfants. Mais si tous les biens de la femme sont dotaux, les primes de l'assurance ne peuvent être payées que par le mari qui dispose des revenus (sauf si la femme s'est gardé l'administration). La situation de la femme sera pareille à celle qu'elle a sous le régime exclusif de communauté ; les primes sont sensées fournies par le mari.

Si la femme possède des biens paraphernaux et des biens dotaux, il faudra rechercher l'origine des deniers qui ont servi à l'acquittement des primes.

Un cas intéressant se présente sous le régime dotal lorsque le contrat de mariage contient une stipulation

de dotalité pour tous les biens présents et à venir. Si sous ce régime le mari souscrit une assurance et désigne sa femme comme bénéficiaire, par l'acceptation de celle-ci, le bénéfice de l'assurance devient un bien dotal ; par conséquent inaliénable. Et la cession de la police, faite à un tiers, par le mari, postérieurement à l'acceptation de la femme, sera nulle. Les héritiers de la femme décédée après son mari auront droit au capital assuré malgré la cession faite par le mari.

En conclusion ce qui ressort de l'examen fait des principes applicables sous les régimes matrimoniaux exclusifs de communauté, c'est que l'assurance souscrite par un époux au profit de son conjoint est assimilable à l'assurance souscrite par un tiers non marié au profit d'un bénéficiaire quelconque ; le bénéficiaire aura dès le jour du contrat un droit propre direct, et exclusif. Le capital assuré ne fera pas partie de la succession de l'assuré.

Nous examinerons maintenant la question des récompenses auxquelles l'époux bénéficiaire peut être tenu envers la communauté.

CHAPITRE I

Jurisprudence et Doctrines antérieures à la loi du 13 Juillet 1930, sur l'assurance souscrite sous le régime de communauté

C'est surtout entre époux que l'assurance sur la vie au profit d'un tiers, qui est ici le conjoint, est employée, et comme c'est le régime de la communauté légale qui est le régime matrimonial légal, et le plus ordinaire, c'est ce cas que nous allons étudier. Si le mari s'assure sur sa propre tête au profit de sa femme en payant les primes avec des deniers communs, cette acquisition mobilière, faite pendant la communauté, la créance du capital assuré, et qui est acquis à la femme au jour du contrat, ne tombera-t-elle pas dans la masse commune ?

SECTION I

Exclusion du capital assuré de la communauté.

La difficulté vient de ce que le bénéfice de l'assurance sur la vie est un bien mobilier qui échoit à la femme bénéficiaire au cours du mariage.

Il devrait donc d'après les termes de l'art. 1401 c. civ. tomber en communauté. Il en résulterait que la femme

acceptante ne recueille que la moitié du capital assuré, et la femme renonçante ne recueillera rien.

En faisant ainsi tomber en communauté le bénéfice du contrat d'assurance sur la vie souscrit par le mari, on va contre le but qu'il poursuivait. Comment éviter ce résultat ?

L'article 1395 c. civ. ne permet aucune modification du régime matrimonial adopté, par conséquent interdit au mari d'attribuer en propre à sa femme, un bien qui devrait, d'après le régime adopté être un bien de la communauté. Plusieurs systèmes ont essayé d'éviter cette conséquence.

Dans un premier système on argumentait d'après l'art. 1422 c. civ. qui permet au mari de disposer des biens mobiliers de la communauté à titre gratuit et particulier, pourvu qu'il ne se réserve pas l'usufruit, au profit de toute personne, ce qui implicitement l'autorise à en disposer au profit de sa femme ; on considère que le bénéfice de l'assurance sur la vie est bien entré en communauté mais en est sorti par l'effet d'une donation que le mari a fait à la femme (1).

Cette théorie, aussi juridique soit-elle, ne permet de réaliser le but de l'assurance sur la vie que dans le cas où celle-ci est souscrite par le mari au profit de sa femme. Mais l'art. 1422 ne donnant aucun droit à la femme, il y aurait une inégalité d'autant plus regrettable qu'elle équivaldrait à la ruine de l'assurance sur la vie souscrite par la femme au profit de son mari.

Un autre inconvénient résulte du fait que le capital

(1) LEVILLAIN, note D. P. 79.2.28. LEFORT, Traité Théorique et pratique des assurances sur la vie, t. 2. p. 360. Amiens, 25 fév. 1880, D. P. 82.1.99, Tribunal civil de Melun, 7 avr. 1892, J. d. A. 1896, p. 509.

assuré, tombant dans la communauté, ne fût-ce qu'un instant de raison se trouvera grevé du droit des créanciers de celle-ci.

Pour réussir à faire sortir le capital assuré de la communauté, un grand nombre d'arrêts, de la Cour de Cassation, ont admis que le mari fait une donation à la femme.

Ainsi décidait le 2 mars 1881 la Cour de Cassation : « l'assuré qui stipule une somme payable, lors de son décès, à sa veuve, acquiert d'abord pour lui-même puis transmet à sa femme, à titre de donation conformément aux principes des art. 1121 et 1793 c. civ., le droit au capital assuré » (1).

Dans la note sous cet arrêt, au Sirey, Labbé développe sa théorie qui voudrait voir dans l'assurance sur la vie souscrite par le mari, une gestion d'affaires.

Pareillement le 22 février 1893 (2) la Cour de Cassation décide que : « la désignation par un mari de sa femme comme bénéficiaire du capital d'une assurance sur la vie, souscrite par lui, et payable à son décès, constitue une donation entre vifs essentiellement révocable, toutes les fois qu'on ne peut lui trouver une contre-partie qui rende la convention onéreuse (c. civ. 1096). »

Le caractère d'acte à titre onéreux ou gratuit d'une assurance sur la vie n'est pas déterminé par la seule désignation du bénéficiaire. Planiol dans la note au Dalloz, sous l'arrêt précité, est d'avis que ce sont les juges de fait qui sont appelés à rechercher d'après les circonstances dans quel but et à quel titre cette désignation a été faite. Et Planiol voit l'objet de la donation

(1) Cass., 2 mars 1881, S. 81.1.145, note Labbé.

(2) Cass., 22 fév. 1893, S. 94.1.165, note Labbé, D. P. 93.1.401 note Planiol.

dans le montant du capital assuré. Pour expliquer la disproportion entre l'appauvrissement du donateur et l'enrichissement du donataire, le capital assuré que touche ce dernier étant souvent plus grand que le montant des primes, et parfois plus petit, mais rarement égal, Planiol voit la cause de cette disproportion dans le fait que dans l'assurance sur la vie l'objet de la donation ne passe pas directement du patrimoine du donateur dans celui du donataire : « elle traverse une caisse intermédiaire dans laquelle elle prend part à des risques de perte et des chances de gain ».

Et plus loin, Planiol trouve que c'est bien le capital qu'il faut considérer comme objet de la donation car si l'on calculait la donation sur le montant des primes, cela serait absurde : « vouloir faire revivre les primes des années passées, c'est comme si l'on voulait obliger un héritier à rapporter à la succession les billets de loterie qui avaient été pris par le défunt à son intention et qui ne sont pas sortis. Chaque fois que le signataire de la police verse sa prime annuelle, il prend un billet de loterie au nom de son bénéficiaire ; il lui donne une chance de gain subordonnée à son propre décès ».

On peut être étonné de voir Marcel Planiol se lever ainsi pour défendre le rapport du capital assuré, malgré que ces lignes soient écrites après les arrêts de la Cour de Cassation de janvier et février 1888 (précités), et avant l'arrêt correctif, si l'on peut dire, de la Cour de Cassation 29 juin 1896. On ne peut expliquer cette attitude du grand jurisconsulte que par le désir de permettre à la femme renonçant à la communauté, de garder son droit au capital assuré, comme donataire de la totalité.

Une autre déduction s'imposait encore, si l'on considère la femme comme donataire, c'est que, même renonçante, elle garde son droit au capital assuré. C'est ce que décidait la Cour de Cassation le 28 mars 1877 (1) : « les effets d'une assurance sur la vie, contractée par deux époux communs en biens, au profit du survivant d'entre-eux, doivent être réglés, en cas de prédécès du mari comme si l'assurance avait été contractée par le mari seul, sur sa propre vie et au profit de sa femme survivante ».

« En conséquence celle-ci recueille le capital assuré, à titre de libéralité, bien qu'elle renonce à la communauté. »

Dans une autre espèce qui s'est présentée devant la Cour de Cassation le 22 février 1893 (2) il s'agissait d'une assurance contractée pour dédommager la femme d'un failli, qui avait cautionné une créance de 10.000 frs. Il a été décidé que le règlement des récompenses ne peut avoir lieu qu'après la dissolution de la communauté et qu'il ne peut être constitué aucun propre en dehors de ceux stipulés au contrat de mariage.

Le Tribunal et la Cour d'appel avaient décidé que le droit de la femme était devenu irrévocable par l'acceptation de celle-ci, et que le mari ne pouvait plus changer le bénéficiaire de cette assurance, car on se trouvait dans le cas d'une stipulation pour autrui acceptée par le bénéficiaire.

La Cour de Cassation a passé outre ces considérations et a décidé qu'il s'agissait d'une donation entre époux, dont un des caractères est d'être révocable. Il sera traité

(1) Cassation, 28 mars 1877, S. 1877.1.393.

(2) Cassation, 22 février 1893, S. 94.1.65 ; D. P. 93.1.401.

dans la quatrième partie de notre thèse, de la révocation de l'attribution, faite à titre gratuit, du bénéfice d'une assurance sur la vie.

La Cour de Paris décidait également le 10 mai 1896 que l'attribution du bénéfice est révocable, tout en reconnaissant qu'il s'agit d'une stipulation pour autrui et que la femme acquiert par son acceptation un droit direct, personnel et exclusif au capital assuré (1).

Plus récemment un arrêt intéressant fut rendu par le Tribunal Civil de la Seine le 24 février 1926 (2). Dans l'espèce, une assurance avait été contractée au bénéfice d'une future épouse. Il y avait là une stipulation pour autrui rendue irrévocable par l'acceptation de la bénéficiaire. Seulement après le mariage, le mari, dans un avenant, a nommé la bénéficiaire « Mme X., épouse », ce qui a pour résultat de faire de l'assurance une donation entre époux, révocable dans les termes de l'article 1096 C. civ.

Mais il ne suffisait pas d'affirmer que l'assurance sur la vie était dans ces différents cas une donation. Il fallait encore trouver l'objet de cette donation.

D'après certains arrêts, c'était la totalité du capital assuré qui formait l'objet de la libéralité (3).

D'autres arrêts décidaient que la femme n'était donataire que pour la moitié du capital assuré, l'autre moitié lui appartenant déjà comme commune en biens. En conséquence, la femme qui a accepté la communauté, doit pour le calcul de la quotité disponible, rapporter

(1) Dans le même sens : Amiens, 4 août 1898, S. 1901.2.11 ; D. P. 1902.2.24.

(2) Trib. civ. de la Seine, 24 février 1926, Gazette des Tribunaux, 1927.2.211.

(3) Cass. 2 mars 1881, S. 81.1.145.

à la succession du mari la moitié du capital assuré, l'autre moitié lui appartenant déjà à titre de femme commune disait l'arrêt de la Cour de Douai du 17 janvier 1897 (1).

Ainsi arrivait-on au résultat suivant : puisqu'il y avait donation, la femme ne devait aucune récompense à la communauté. Mais en échange elle était tenue du rapport à la succession du mari, de la totalité ou de la moitié du capital assuré, selon que l'on considérait comme formant l'objet de la donation la totalité ou la moitié seulement du capital assuré. Et la somme rapportable était également réductible.

Cette solution pouvait-elle être admise en même temps que la reconnaissance d'un droit direct que la Cour de Cassation attribuait à la femme pour exclure l'application des art. 564 et 559 c. com. ? Evidemment non, et c'est la cause pour laquelle les Cours d'appel revinrent sur l'idée de donation et décidèrent que la femme acquiert un droit direct, personnel et exclusif et que l'assurance sur la vie, souscrite à son profit, constitue un propre (2).

La Cour d'Amiens, le 18 mai 1897 décidait « qu'au cas d'assurance sur la vie contractée sous le régime de la communauté par le mari au profit de sa femme, les primes annuelles donnent lieu de la part de la femme bénéficiaire à récompense au profit de la communauté qui les a décaissées, si ces primes ne peuvent être considérées, eu égard à la situation de fortune des époux, comme ayant été prélevées sur les revenus » (3).

(1) Douai, 17 janvier 1897, S. 1901.2.9.

(2) Paris, 10 janvier 1900, S. 1904.2.105 ; D. P. 1900.2.489.

(3) Amiens, 18 mai 1897, S. 1901.212 ; D. P. 1900.2.7.

Et après avoir affirmé le droit direct du bénéficiaire d'une assurance sur la vie, la Cour décide que le capital n'ayant jamais appartenu au souscripteur ne saurait entrer en ligne de compte pour le calcul de la réserve et de la quotité disponible (1).

On voit là déjà les solutions qui seront consacrées par la loi du 13 juillet 1930 dans les articles 68 et 71.

Comment cherche-t-on à expliquer l'exclusion de la communauté de cette acquisition mobilière ? On essaya de dire que le droit de la femme contre l'assureur ne prend naissance qu'au décès du mari, donc à la fin de la communauté. La nature du capital assuré l'empêcherait d'entrer dans la masse commune car il n'est acquis que le jour où elle est dissoute. Couteau (2), Baudry-Lacantinerie, Le Courtois et Surville (3) soutinrent cette théorie que des arrêts de la jurisprudence ont parfois consacrée (4).

Mais cette façon de voir venait contredire la jurisprudence entière qui admettait que la stipulation pour autrui contenue dans une assurance sur la vie fait naître un droit direct et immédiat au profit du bénéficiaire. La théorie faisait confusion entre le capital assuré, qui en vérité n'existe pas au moment de la souscription de l'assurance, et le droit qu'acquiert le tiers bénéficiaire.

Aussi la plupart des arrêts n'essayaient pas d'expliquer cette exclusion de la communauté.

(1) Cf. Amiens, 18 mai 1897 précité ; Nancy, 16 mars 1901, S. 1902.2.7.

(2) COUTEAU, *op. cit.*, t. 2, n° 565.

(3) BAUDRY-LACANTINERIE, LE COURTOIS et SURVILLE. Du contrat de mariage, t. I, n° 283, p. 227.

(4) Paris, 5 mai 1899, D. P. 1901.2.240 ; Tribunal de la Seine, 3 avril 1897, D. P. 1898.2.371, Caen, 14 mars 1876, D. P. 77.2.131 ; Tribunal civil de Morlaix, 16 décembre 1891, J. A. 92, p. 86.

Ce qu'il faut démontrer c'est que les principes du droit commun n'exigent pas que l'on attribue à la communauté la créance ayant pour objet le capital assuré par un époux au profit personnel de l'autre.

Un argument de valeur est fourni par l'intention du contractant et du bénéficiaire. C'est d'ailleurs cette intention qui formera la base de l'article 71 de la loi du 13 juillet 1930.

Il est évidemment de notoriété, qu'en général les meubles acquis par l'un des époux communs, pendant l'existence de la communauté, doivent entrer dans la masse commune.

Mais il y a des exceptions. Une, qui est fort importante pour notre matière, est celle de l'article 1401 du c. civ. en vertu duquel le sort des biens meubles acquis par un époux, commun en bien, par une libéralité, est fixé par la volonté du donateur. Et en général on admet que l'intention du donateur, sans être formelle, suffit d'être certaine et non équivoque. Le mot « exprimé » que contient l'art. 1401 premier alinéa signifie que la volonté doit être manifestée, mais il est indifférent qu'elle le soit tacitement ou expressément.

Cette intention existe souvent, sans doute possible, dans le cas d'une assurance sur la vie et il faut la considérer comme voulant faire du bénéfice de cette assurance un propre du bénéficiaire, autrement le but même de l'opération serait manqué.

Ainsi l'article 71 de la loi sur le contrat d'assurance du 13 juillet 1930 apparaît en conformité avec les règles du Code civil.

Mais l'intention de la bénéficiaire doit aussi entrer en ligne de compte. En effet il est admis, même à défaut de texte, qu'on doit exclure de la communauté les meubles qui par leur nature rigoureusement personnelle ont sûrement voulu être gardés comme propre par l'époux auquel ils appartiennent (1). Ces considérations justifient les arrêts nombreux de la jurisprudence qui excluaient le capital assuré de la communauté (2).

SECTION II

Récompense à la communauté pour le montant des primes.

En arrivant à reconnaître que le capital assuré ne tombera pas en communauté et qu'il constituera un propre de la femme, toute difficulté n'a pas encore été conjurée. Il fallait encore résoudre la question de la récompense à la communauté pour les primes payées par elle.

La jurisprudence, conformément aux termes de l'article 1437 c. civ. (3) obligea la femme à cette récompense.

Des auteurs avaient proposé, comme nous l'avons montré, en matière de rapport et réduction, de distinguer selon que les primes ont été payées avec des deniers pris sur les revenus, cas où il n'y aurait pas lieu à récompense, ou sur le capital, cas où la récompense serait nécessaire (4).

Cette solution fut parfois adoptée par la jurispru-

(1) BAUDRY-LACANTINIERE, Le COURTOIS et SURVILLE, *op. cit.*, n° 467.

(2) Trib. civ. de Charleville 29 août 1879, J. A. 80.462 ; Trib. civ. d'Épernay, 7 août 1882, D. P. 83.3.71 ; Trib. com. Caen, 21 mai 1887, J. A. 88.523.

(3) Orléans, 17 janvier 1894, J. A. 94.141.

(4) DE FOLLEVILLE, précité. CAQUERAY, précité.

dence, la récompense serait due si les primes ont été prélevées sur les capitaux de la communauté.

Cette distinction qui fut généralement admise en matière de rapport à succession, peut être considérée comme ayant été adoptée et consacrée par l'art. 68 de la loi du 13 juillet 1930.

Pourtant cette distinction est critiquable en matière de récompense, car si pour le rapport on trouve dans l'article 852 c. civ. certaines libéralités qui en sont dispensées, formant par conséquent des exceptions aux règles du rapport, au contraire, aucune dispense semblable ne peut être trouvée lorsqu'il s'agit des récompenses (1). En vérité, que disent les termes de l'art. 1437 ? « Il est dû récompense, *toutes les fois* qu'il est pris sur la communauté, etc. », ce qui, d'après Mornard, veut dire que : « celui des époux qui prendrait une somme quelconque dans la communauté pour la faire servir aux intérêts de son patrimoine, détournerait des valeurs dont il n'est pas propriétaire ; il commettrait un vol en un mot ; il doit donc restituer ce qu'il a pris. Si tel est le principe, il importe peu que la somme puisée dans la communauté ait été prise sur les revenus ou sur les capitaux du patrimoine commun » (2).

Aussi, la jurisprudence admettait en général que la femme devait récompense à la communauté du montant des primes (3).

Mais le plus souvent, on trouve dans une assurance sur la vie souscrite par le mari, l'intention de faire à

(1) DUMAINE. Du contrat d'assurance sur la vie, 2^e éd., n^o 71.

(2) MORNARD. Du contrat d'assurance sur la vie, p. 288.

(3) Trib. civ. de Cambrai, 26 août 1875, D. P., 76.2.121 ; Trib. civ. de Meaux, 8 mars 1877, J. A., 77.356 ; Nancy, 18 février 1888, D. P. 89.2.198 ; Trib. civ. de la Seine, 15 novembre 1892, J. A., 93.155.

sa femme un don, et cela par le droit que lui donne l'article 1422 (1). Dans ce cas, si cette intention existe, la femme ne devra pas récompense à la communauté ; Lyon-Caen soutient l'efficacité de cette intention dans la note sous l'arrêt de la Cour de Cassation de la Cour de Douai du 31 janvier 1876 (2) : « les libéralités ne donnent jamais lieu à récompense ; s'il en était autrement il n'y aurait point de libéralité véritable entre époux communs en biens ; les récompenses dues au donateur ou à la communauté seraient la destruction même des donations ; elles constitueraient en quelque sorte des restitutions des choses données, faites par le donataire au donateur ».

Et Bazenet trouve aussi : « que l'idée de libéralité et l'idée de récompense sont incompatibles » (3).

La jurisprudence décide parfois que la femme sera exonérée de la récompense des primes s'il est établi que le mari a voulu en faire don (4). D'autres arrêts constatent cette intention du mari et décident que la femme ne doit pas rapporter les primes à la communauté (5). Quand à la façon dont l'intention du mari devait être exprimée, diverses théories s'affrontaient. Méline (6) exigeait une déclaration expresse de la part du mari de son intention de faire une libéralité à la femme. Lefort (7) demandait au contraire que le mari

(1) V. plus haut.

(2) Douai, 31 janvier 1876, précité.

(3) BAZENET. De l'assurance sur la vie contractée par l'un des époux au profit de l'autre, p. 202.

(4) Nancy, 21 janvier 1882, D. P., 82.2.174 ; Trib. civ. Bar le Duc, 3 mars 1886, J. A., 86.227 ; V. en ce sens Baudry-Lacantinerie, précité, t. I, n° 853, p. 693.

(5) Trib. civ. de la Seine, 16 février 1882, J. A., 82.458 ; Trib. civ. de Rennes, 11 avril 1884 et sur appel, Paris, 5 mars 1886, J. A., 86.166 ; Bourges, 7 mai 1888, J. A. 1888.480.

(6) MELINE. Revue du notariat, 1873, p. 803.

(7) LEFORT, *op. cit.* II, p. 365.

exige expressément la récompense des primes. Mais on ne peut présumer une libéralité.

La Cour de Besançon, du 10 mars 1911 (1) décide que la femme ne devra pas récompense s'il résulte que le mari avait l'intention de faire une libéralité à sa femme et l'exonérer ainsi de la récompense du montant des primes. Et la Cour de Paris le 8 mars 1911 apporte une nouvelle restriction à cette obligation de la femme en décidant qu'elle ne devra pas de récompense à la communauté si les primes ont été prélevées sur les revenus de la communauté, revenus destinés à être consommés et qui dans l'espèce étaient suffisants pour supporter ce prélèvement sans appauvrissement de la communauté (2). On a cependant vu plus haut que cette distinction entre les primes payées sur les revenus et celles payées sur le capital, n'avait pas de base juridique en matière de communauté ; il est toutefois intéressant de remarquer l'effort que faisait la jurisprudence pour garder à la femme le bénéfice entier du capital assuré.

Par conséquent, si l'intention du mari est nécessaire elle peut n'être qu'implicite (3).

Mais l'on tombe ainsi dans une nouvelle conséquence néfaste : s'il s'agit d'une donation il faut lui appliquer toutes les règles du Code civil concernant les donations et les donations entre époux ; il faut que la femme rapporte fictivement à la succession du mari ce don, pour calculer la quotité disponible et les droits du conjoint survivant. Ainsi, en fait, arrivait-il que la femme ne touchait presque jamais le capital que son mari lui avait assuré.

(1) Besançon, 10 mars, 1911, S. 1912.2.36.

(2) Paris, 8 mars 1911, S. 1911.2.222.

(3) MORNARD, *op. cit.*, p. 295.

Cependant, en décidant que la femme devait récompense à la communauté, on ajoutait qu'elle ne pouvait être tenue que dans la mesure de son enrichissement. Il en résultait que si le taux de capitalisation de la Compagnie avait été modifié depuis l'opération, la femme ne devait cependant que la somme effectivement versée, comme prime unique, au jour du contrat, même lorsqu'au décès du mari, la valeur de sa rente, d'après le nouveau taux, était supérieure à cette somme. Des arrêts avaient décidé que l'évaluation de la rente devait se faire au jour de la dissolution de la communauté (1). Mais ultérieurement on décida que la valeur de la récompense sera celle de la somme dépensée par la communauté au jour du contrat, la valeur de la rente, attribuée à la femme au jour de la dissolution ne servant qu'à marquer le maximum que cette récompense ne peut dépasser (2).

Une nouvelle difficulté surgissait lorsqu'il s'agissait d'une assurance réversible sur la tête du survivant, lorsqu'elle était constituée par les deux époux, le prédécès de l'un faisant réputer la stipulation du survivant faite à l'origine à son profit personnel. La Cour de cassation voyait d'abord dans cette opération une donation réciproque (3). On réussissait ainsi à éviter l'obligation de la récompense et la femme touchait le capital assuré même si elle renonçait à la communauté ; à la masse de la faillite de son mari elle ne devait pas récompense pour le montant des primes. Seulement une difficulté naissait

(1). Paris, 11 juin 1853, D. P. 54.2.88 ; Paris, 5 avril 1866, D. P. 68.1.270 ; Lyon, 6 janvier 1881, D. P. 82.2.269.

(2) Civ. 26 octobre 1910, S. 1913.1.13, D. P. 1913.1.206. Charmont, Rev. crit., 1914, p. 455.

(3) Cass., 20 mars 1877, S. 77.1.393, note Labbé, D. P. 77.1.241.

des termes de l'article 1097 c. civ. qui prescrit que : « les époux ne pourront, pendant le mariage, se faire, ni par acte entre vifs, ni par testament aucune donation mutuelle et réciproque, par un seul et même acte ». Pour éviter la nullité de la double donation, résultant de cet article, on interpréta cette assurance comme un contrat à titre onéreux (1). Mais dans ce cas l'obligation à récompense reparaissait.

Voilà une nouvelle circonstance où malgré sa bonne volonté la jurisprudence ne pouvait arriver, sans se heurter à des arguments de textes et de principes et sans voir ses décisions traitées de prétoriennes, à faire acquérir la totalité du capital assuré au bénéficiaire. Et c'était dans la plupart des cas le but qu'avait poursuivi le souscripteur.

SECTION III

Doctrines antérieures à la loi du 13 Juillet 1930.

Les solutions de la jurisprudence en matière de récompense, dans les assurances sur la vie furent très diversement appréciées par les auteurs. Certains les ont tenues pour complètement incompatibles avec le régime de la communauté légale. Baudry-Lacantinerie soutient que ce n'est pas la volonté des époux qui fait les propres, mais la loi ; et d'après cette loi, qu'ils ne peuvent changer, art. 1395 c. civ., et qu'il ont adopté, la rente doit tomber dans la communauté comme valeur mobilière ; elle doit donc être comprise dans la masse partageable, à la dissolution de la communauté (2). Cette solution étant apparue comme contraire à la volonté du dispo-

(1) Rennes, 9 février 1888, S. 89.2.121.

(2) BAUDRY-LACANTINERIE et GUYOT, Précis de dr. civ., 13^e éd., III, n° 47, pp. 34 et s.

sant, la doctrine a essayé de combattre ce résultat, en considérant que chaque époux faisait une donation à l'autre de sa part de communauté dans la rente.

Guillouard était d'avis que l'assurance sur la vie, contractée par l'un des époux au profit de l'autre, constitue, par donation, un propre pour le bénéficiaire, en vertu d'un droit né directement à son profit dès le contrat ; il disait : « nous pensons que la somme assurée n'entre pas en communauté. Le tiers bénéficiaire a acquis un droit au capital assuré le jour même où la police a été souscrite, et la communauté ne peut profiter d'une valeur sur laquelle l'époux n'a jamais eu de droit » (1). Et dans le même sens on trouve M. Josserand, qui en parlant d'une pareille assurance dit : « si au contraire l'assurance a été contractée par lui (par le mari) au profit de sa femme, le capital constitue un propre grâce à une présomption de donation que la jurisprudence fait intervenir volontiers » (2). Cette donation peut être faite, car le principe des récompenses n'intéresse pas l'ordre public (3).

Lefort considère que l'intention de faire une libéralité et de constituer ainsi un propre sera réalisé par l'ensemble de l'acte et les mobiles qui l'ont fait naître, à défaut d'une disposition formelle ; les textes qui parlent de récompense, les arts. 1437 et 1431 c. civ. invoqués par ceux qui veulent soumettre la femme à l'obligation d'une récompense, se réfèrent à des contrats à titre onéreux (4).

(1) GUILLOUARD, Traité du contrat de mariage, 3^e éd., n° 378, p. 378.

(2) JOSSERAND, Cour de dr. civ., t. III., N° 27 et 328.

(3) JOSSERAND, *op. cit.*, n° 323.

(4) LEFORT, *op. cit.*, II, p. 304 et 344 et s.

Mornard trouve que la récompense se justifierait encore moins si le contrat d'assurance sur la vie avait été souscrit dans un but indemnitaire (1). Et contre la récompense se lève encore Mornet, en considérant que le mari est libre de constituer avec les biens de la communauté, dont il est maître, un propre à la femme, au moyen d'une donation qui ne rentrant pas dans les hypothèses de l'article 1437 c. civ. ne donnera pas lieu à récompense (2).

Crémieu va plus loin et trouve que le fait du mari d'avoir payé les primes avec les revenus affectés aux dépenses journalières, doit prouver l'intention du mari de disposer de ces sommes au profit de sa femme par préciput et hors part. En relevant les primes sur ces revenus il prouve qu'il considère ces sommes comme sacrifiées (3).

Tous ces auteurs, pour justifier leurs théories, qui ne soumettaient pas la femme à l'obligation d'une récompense, s'appuyaient sur une idée de donation. D'autres auteurs invoquent le caractère essentiellement personnel des sommes assurées. C'est l'opinion de Labbé : « il nous paraît difficile de découvrir et de séparer les éléments de deux libéralités. On ne peut dire que cette somme promise par la Compagnie, sorte plutôt de l'un que de l'autre des patrimoines des époux. L'opération est une réparation indécomposable de sacrifice mutuel et de prudence commune » (4). Dans le même sens

(1) MORNARD. J. A. 1886, pp. 161 et 231.

(2) MORNET. De la prop. et de la trans. des sommes assurées, s. l. v. du rapport des primes en cas de partage entre époux, p. 10.

(3) CRÉMIEU. La fem. com. en biens qui rec. le bénéf. d'une ass. stip. en sa faveur, doit-elle rec. à la com. Rev. Trim. d. dr. civ. 1913, p. 329.

(4) LABBÉ, note S. 77.1.397. S. 89.2.121 ; S. 91.2.185.

Planiol (1) est d'avis que la cause de l'exclusion de ces biens de la communauté doit être trouvée dans le caractère personnel marqué de ces biens « leur possession ou leur attribution dépendant d'un intérêt personnel suffisamment accentué pour faire obstacle à leur mise en communauté. Par leur fondement ou leur nature, ou par leur destination économique, ces biens se rattachent plus ou moins directement à la personnalité humaine, à ce qu'aujourd'hui on appelle les droits de la personnalité. Or ces droits ne sont pas des biens patrimoniaux ; ils échappent aux règles de la communauté ». M. Capitant, dans une note au Dalloz (2), est d'avis qu'il faut expliquer l'exclusion de certains meubles de la communauté, par leur caractère personnel. « Il y a notamment des créances qui restent propres parce qu'elles sont destinées à assurer la subsistance du créancier, parce qu'elles lui sont accordées intuitu personae ».

Une autre explication encore fut donnée, qui devait permettre l'exclusion de l'assurance sur la vie de la communauté. On a dit que le droit au bénéfice de l'assurance ne se forme que par le décès de l'assuré. Baudry-Lacantinerie, Le Courtois et Surville, proposent cette théorie, en basant leurs opinions sur certains arrêts (3) surtout sur celui de la Cour de cassation du 2 juillet 1884 (4).

Maintenant il nous est possible de dégager le peu d'homogénéité entre les arrêts de la jurisprudence con-

(1) PLANIOL et RIPERT Tr. prat. de dr. civ. VIII, Reg. matr. Nast, n° 188, p. 226.

(2) CAPITANT, note D. 1922.1.5.

(3) BAUDRY-LACANTINERIE, LE COURTOIS et SURVILLE. Du contrat de mariage I, n° 283, p. 227 et s.

(4) Précité.

cernant l'assurance sur la vie entre époux. Certains de ces arrêts, sentant combien l'argumentation qu'on proposait était faible, s'abstenaient d'un exposé trop long des motifs qui leur dictait les décisions.

La contradiction entre trois arrêts de Cours d'appel, nous servira par leur rapprochement, à découvrir les antécédents de l'article 71 de la loi du 13 juillet 1930, aux termes duquel « le bénéfice de l'assurance contractée par un époux commun en biens en faveur de son conjoint constitue un propre pour celui-ci. »

« Aucune récompense n'est due à la communauté en raison des primes payées par elle, sauf dans les cas spécifiés dans l'art. 68, deuxième alinéa ci-dessus ».

Il s'agit de l'arrêt de la Cour de Paris du 8 mars 1911, de celui de la Cour de Besançon du 10 mars 1911 et enfin de celui de la Cour de Rennes du 1 février 1912 (1).

Considérons d'abord ce qu'il y a de commun dans les trois arrêts ; ils sont d'accord à reconnaître que si l'assurance a profité en propre au mari (troisième espèce) ou à la femme bénéficiaire (première, deuxième et troisième espèce), la communauté a droit à une récompense pour le montant des primes payées sur les deniers communs.

Il résulte encore de ces arrêts que la femme devra une récompense s'il ne ressort pas que le mari en lui attribuant le bénéfice de l'assurance, agissait avec l'intention de la dispenser du rapport. Autrement le remboursement des primes priverait la femme de l'effet des intentions libérales que le mari avait eu à son égard. On ne peut parler en matière d'assurance sur la vie,

(1) Paris, 8 mars 1911, Besançon, 10 mars 1911, Rennes, 1^{er} février 1912, D. P., 1912.2.321.

en la considérant comme une donation, d'avancement d'hoirie, puisque le bénéficiaire pendant la vie du souscripteur ne tire aucun profit de cette libéralité. Par conséquent, en soumettant la femme à l'obligation d'une récompense, on anéantit la libéralité du mari au moment même où elle produirait son effet. Aussi les arrêts se séparent lorsqu'il s'agit de spécifier les circonstances et les conditions nécessaires pour qu'il y ait lieu à demander une récompense. La jurisprudence et la doctrine étaient arrivées, après l'abandon de la soumission au rapport ou à la récompense du capital assuré, à décider que ce qui peut faire l'objet d'une récompense sera le montant des primes, puisque de ces primes seules la communauté s'est appauvrie. Mais il y avait une objection encore qu'il ne fallait pas oublier et qui a été faite, on l'a dit plus haut, par Caqueray en matière de rapport et par de Folleville en matière de récompense : c'est que pour décider au rapport ou à la récompense il faut que les primes aient été payées avec des deniers pris sur un capital ; si au contraire les deniers provenaient des revenus destinés à être dépensés, il n'y aura pas de rapport ni de récompenses. Seulement, comme en fait il est bien difficile de prouver que telle somme provient des revenus plutôt que du capital, il a fallu restreindre les prétentions et se contenter à considérer si la dépense que provoquait l'assurance sur la vie n'était pas disproportionnée en comparaison des moyens dont disposait le souscripteur. Nous avons montré que, même d'après l'article 68 de la loi du 13 juillet 1930, nous ne croyons pas que les seules primes rapportables seront celles prises sur le capital, mais également celles qui, comme les définit l'article 68 « sont manifestement exa-

gérées eu égard aux ressources de l'assuré », définition à laquelle se réfère l'art. 71 quand il s'agit des récompenses.

Autrement chaque fois que la dépense totale du souscripteur dépasse ses revenus, on aurait pu dire que la partie qui excède ces revenus est juste celle nécessaire au paiement des primes. Prouver qu'elle est au contraire celle qui a servi à une autre dépense, également exceptionnelle, serait bien lourd pour le bénéficiaire. Il est plus juste par conséquent de comparer la dépense que nécessite la souscription et le maintien d'une assurance sur la vie, à la totalité des revenus dont pouvait disposer le souscripteur, en comparaison desquels il faudra que les primes ne soient pas « manifestement exagérées ».

Aussi le rapprochement des arrêts de la Cour de Paris du 8 mars 1911 et de celui de la Cour de Rennes 1^{er} février 1912 est intéressant parce que ces deux arrêts cherchent à s'expliquer sur l'importance des primes comparées aux ressources de la communauté. Dans les deux espèces qui se sont présentées devant la Cour de Rennes et la Cour de Paris, les revenus de la communauté étaient largement suffisants pour permettre le paiement des primes de l'assurance. Pourtant les deux Cours se séparent : tandis que la Cour de Paris décide que : « la femme ne saurait être tenue d'aucun rapport pour les primes si elles ont été prélevées sur les revenus de la communauté, qui étaient destinés à être consommés, alors que ces revenus étaient suffisants pour supporter ce prélèvement », la Cour de Rennes décide au contraire que : « le rapport des primes est dû par la femme encore bien qu'elles aient été payées au moyen des revenus de la communauté, même de beaucoup supérieurs

aux besoins du ménage, si ces primes ont été prélevées sur la part des revenus que le mari avait l'habitude de capitaliser au profit de la communauté, et s'il apparaît que l'assurance a eu pour but d'assurer immédiatement à la femme, en cas de décès prématuré du mari, les ressources qu'une capitalisation certaine et prévue de ces revenus pouvait lui faire espérer à la dissolution de la communauté, si cette communauté avait eu quelque durée ».

La Cour de Rennes persistait ainsi dans la jurisprudence dont elle avait posé les principes le 6 avril 1910 (1). Alors pourtant l'espèce était différente. En vérité, sur recours, la Chambre de Requête constate le 30 mai 1911 (2), « qu'il est constaté en fait que l'assuré capitalisait tous les ans une part notable de ses bénéfices en souscrivant de nombreuses polices d'assurance sur la vie, qu'il considérait les primes versées à cet effet *comme un capital constituant son patrimoine*, et qu'enfin sa succession s'est trouvée diminuée du montant de ces primes, *dont il ne s'acquittait parfois qu'au prix des plus grandes difficultés* ».

Comme on le voit la situation pécuniaire des deux souscripteurs d'assurance n'était nullement pareille ; l'un doit emprunter 100.000 francs pour pouvoir payer les primes, tandis que l'autre réussit à capitaliser 60.000 francs par an.

La Cour de Paris trouvant que les revenus sont destinés à être consommés, et qu'en tout cas si une dépense est modique en comparaison de ces revenus elle ne sera pas soumise au rapport, dispense la femme bénéficiaire

(1) Rennes, 6 avril 1910, D. P. 1910.2.329.

(2) Req. 30 mai 911, D. P. 1912.1.172.

de rapporter le montant des primes : « attendu que la distinction des libéralités sujettes à rapport et des dépenses qui y échappent est surtout une question de mesure, de comparaison entre les déboursés et les ressources correspondantes ».

L'argumentation de la Cour de Rennes, pour décider à la nécessité d'une récompense égale au montant des primes, est faible ; comment peut-on dire que l'intention du mari, en attribuant le bénéfice de l'assurance à la femme était d'assurer à celle-ci des ressources qu'elle aurait trouvées à la dissolution de la communauté si celle-ci avait duré plus longtemps ? Dans ce cas il aurait attribué le bénéfice de l'assurance à la communauté ; du moment qu'il ne le fait pas, il est certain qu'il veut attribuer à la femme, par le bénéfice de l'assurance, un droit propre et personnel au capital assuré.

Par la contradiction existant entre ces arrêts on peut voir combien était nécessaire l'intervention du législateur. Il y avait bien déjà un projet de loi sur les assurances, avec un exposé des motifs de M. Lyon-Caen, et qui n'était certainement pas inconnu aux magistrats de la Cour de Rennes ; cela ne les a pas empêchés d'aller contre le but normal d'une assurance sur la vie entre époux. Par l'obligation au rapport des primes, on arrive à diminuer l'avantage que recueillera la femme à mesure que les années passent et que son mari est encore en vie. Ce n'était pas le résultat auquel normalement devaient conduire les arrêts de la Cour de cassation du 2 juillet 1884 (1) 29 juin 1896 (2) et 24 février 1902 (3),

(1) Cas. 2 juillet 1884, D. P. 85.1.150.

(2) Civ. 29 juin 1896, D. P. 97.1.73.

(3) Civ. 24 février 1902, D. P. 1903.1.433.

qui après de longues années d'hésitations et d'efforts, mettaient la base de la nouvelle doctrine conforme aux principes de l'assurance sur la vie.

Mais il n'y avait pas ces difficultés seulement ; sans l'appui d'un texte, d'une loi, on ne pouvait arriver à dispenser toujours la femme du rapport, car toutes les théories qui voulaient expliquer le droit exclusif de la femme, si elles avaient des avantages avaient des inconvénients également. Si l'on soutenait que l'assurance ne doit pas tomber en communauté parce que la femme n'acquiert le capital assuré qu'à la mort du mari, on était en contradiction avec le principe admis par la jurisprudence et la doctrine en matière d'assurance sur la vie au profit d'un tiers, principe qui faisait acquérir au tiers bénéficiaire dès le jour du contrat son droit direct, personnel et exclusif, au capital assuré, et même si l'attribution du bénéfice était postérieure à la souscription de la police.

Abandonnant cette explication on essaye une autre : l'assurance après être tombée en communauté en sort par une donation que le mari fait à la femme. Mais nous ne serons pas plus avancés. Combien a-t-on lutté en matière de rapport et de réduction pour arriver à éliminer de la jurisprudence et de la doctrine l'opinion qui voulait que le capital assuré ait existé dans le patrimoine de l'assuré, ne fut-ce qu'un moment de raison et de laquelle résultait tant d'inconvénients, celui, entre autres, de l'application de l'art. 564 c. com. en vertu duquel la femme ne pourra se prévaloir vis-à-vis de la faillite de son droit au capital assuré qu'elle devra imputer sur sa part héréditaire dans la succession du mari en vertu de l'art. 767 c. civ. loi du 9 mars 1891, et, autre

inconvenient, le capital assuré entrera en ligne de compte pour le calcul de la quotité disponible et sera réductible. Il faudrait à tout prix, éviter que le capital assuré soit considéré comme sortant de la communauté et que le droit de la femme ne soit en aucun moment rattaché à la communauté. Cela était devenu possible depuis que la jurisprudence, en matière d'assurance sur la vie au profit d'un tiers, avait reconnu que le droit du tiers au capital assuré, naît directement en sa personne sans jamais figurer parmi les biens du stipulant. Seulement toutes les difficultés ne seront pas encore écartées, car si l'assurance ne tombe plus en communauté comme acquisition mobilière du mari, elle y entrera comme meuble acquis par la femme. Peut-on lui rendre propre cette acquisition ? Certainement, mais en faisant appel à l'art. 1401 premier alinéa, qui permet au donateur d'exclure de la communauté les objets donnés. Le mari pourra spécifier cette exclusion en souscrivant l'assurance. Malgré le succès de ce raisonnement il ne faut pas s'en réjouir : « ceux qui s'en contentent oublient trop, que d'après cet article la réserve en propre ne peut s'appliquer qu'aux meubles donnés et s'effectuer que par la volonté du donateur » (1). Et puisque la doctrine et la jurisprudence cherchant à éviter les conséquences qui résultaient de ce qu'on considérait l'assurance comme une donation du mari à la femme, affirment qu'il n'y a pas dans cette opération une libéralité, il ne faut plus essayer d'appliquer l'article 1401 c. civ.

A cause de toutes ces difficultés la jurisprudence renonçait souvent à motiver ses arrêts lorsqu'elle déci-

(1) BALLEYDIER et CAPITANT, Livre du Centenaire, I, p. 564.

dait que le capital assuré appartient en propre à la femme.

On pouvait encore considérer qu'il n'y a pas lieu de faire une différence quant à la nature juridique de l'assurance d'après la personne à laquelle le bénéfice était attribué, l'assurance sur la vie au profit d'un tiers étant une stipulation pour autrui, garde les caractères de cette stipulation, même si le bénéficiaire est l'un des époux. Par conséquent le droit au capital assuré naîtra directement dans la personne de la femme, et l'on dira, pour éviter que ce bénéfice ne tombe en communauté, que le mari qui est seigneur et maître de la masse commune, avait l'intention en souscrivant l'assurance, de laisser à sa femme la complète jouissance de cette assurance.

Toutes les difficultés venaient du manque de liaison entre les solutions auxquelles avaient abouti, après de longues années, la jurisprudence et la doctrine en matière d'assurance sur la vie au profit d'un tiers et des problèmes qui restaient à résoudre en matière de communauté lorsque le bénéficiaire était le conjoint, et de l'impossibilité d'avoir une réglementation de l'assurance sur la vie à défaut d'une loi sur le contrat d'assurance.

CHAPITRE II

L'assurance entre époux depuis la loi du 13 Juillet 1930.

La nécessité d'une loi sur les assurances qui mette fin à l'hésitation et l'insécurité qui régnaient dans les assurances sur la vie entre époux, se faisait fortement sentir pour obtenir des solutions cohérentes et équitables. Avec la loi sur le contrat d'assurance du 13 juillet 1930 cette lacune de la législation a été comblée.

L'article 71 alinéa premier de cette loi décide, quand au bénéfice de l'assurance : « le bénéfice de l'assurance contractée par un époux commun en biens en faveur de son conjoint, constitue un propre pour celui-ci ».

Désormais le doute n'est plus possible et la solution qu'apporte la loi est évidemment le couronnement de la volonté tenace de la majorité de la doctrine et de la jurisprudence qui réussissent ainsi à délivrer l'assurance sur la vie entre époux de toute entrave.

Il nous faut maintenant envisager dans une première et seconde sections les différents cas qui peuvent se présenter et voir si le premier alinéa de l'article 71 sera applicable à tous ; dans la section III nous examinerons la question des récompenses, résolue par l'alinéa 2 de l'article 71.

SECTION I

Assurance antérieure au mariage.

Quel est le but d'une pareille assurance ? Celui d'assurer à la veuve en cas de mort prématurée les ressources nécessaires. Pour réaliser ce but l'homme souscrit une police sur sa tête en faveur de sa future épouse. Généralement le point de départ de l'assurance sera fixé au jour de la célébration du mariage car le souscripteur en désignant le bénéficiaire le considère en qualité de conjoint. Il est probable que si ce bénéficiaire gardait la qualité d'un tiers quelconque, l'assuré n'aurait aucune raison de le garder comme bénéficiaire de l'assurance ; il s'y trouverait pourtant forcé, du moins pendant la première année, car le paiement des primes suivantes est facultatif ; par conséquent s'il mourait au cours de la première année et si le mariage n'avait pas été célébré, ce bénéficiaire toucherait le capital sans que la cause qui avait décidé l'assuré à souscrire la police se soit réalisée.

Bien plus, cette clause est nécessaire car l'application de l'article 1088 c. civ. qui décide que « toute donation faite en faveur du mariage sera caduque si le mariage ne s'en suit pas », semble difficilement applicable à notre hypothèse puisque l'assurance sur la vie n'est pas une donation.

Qu'arrivait-il si, le mariage ayant eu lieu et que, par la mort du mari, la femme devenait créancière du capital assuré ?

Il faut reconnaître qu'à défaut de l'article 71 de la loi du 13 Juillet 1930, les textes du Code civil n'étaient

pas pour favoriser la bénéficiaire car si l'article 1401 décide que « la communauté se compose activement :

« 1° De tout le mobilier que les époux possédaient au jour de la célébration du mariage, ensemble de tout le mobilier qui leur échoit pendant le mariage à titre de succession ou même de donation, si le donateur n'a exprimé le contraire.... », et que l'article 1405 décide également que « les donations d'immeubles qui ne sont faites pendant la communauté qu'à l'un des deux époux, ne tombent point en communauté, et appartiennent au donataire seul, à moins que la donation ne contienne expressément que la chose donnée appartiendra à la communauté », ces deux articles ne pouvaient que former le fondement d'une opinion qui demandait que l'intention du souscripteur de l'assurance soit expressément exprimée, mais en l'absence de cette clause la femme ne jouissait pas de la totalité du capital assuré.

On ne peut dire que cette opinion ait eu beaucoup de succès car la majorité des auteurs s'inspirant de la nature du contrat ont soutenu que l'exclusion de la communauté ne devait pas être textuellement exprimée.

Guillouard (1) dit : « nous croyons que cette volonté n'a pas besoin d'être formulée en termes expres..... nous repoussons également... l'argument que l'on veut tirer de l'article 1405 : ce texte est fait pour une autre hypothèse, les donations d'immeubles... »

Mornard (2), est d'avis que : « si on se décide pour l'affirmative, c'est-à-dire faire entrer en communauté le droit du conjoint au capital, il est évident que l'on va à

(1) GUILLOUARD. Contrat de mariage, I, n° 401.

(2) MORNARD. De la nature de l'assurance sur la vie et spécialement de ces effets, au décès de l'assuré, Paris, 1883, p. 257.

l'encontre de la volonté du stipulant... s'assurant spécialement au bénéfice de son futur conjoint, il a indiqué par là même que ce bénéficiaire seul était intéressé à son existence ; la seule victime du sinistre doit être aussi le seul bénéficiaire de l'assurance ; l'intention du stipulant est formelle. »

Et Agnel (1) en discutant longuement l'arrêt de la Cour de cassation du 10 février 1880 (2) et la doctrine, est résolument d'avis que le droit de la femme au capital assuré doit lui rester propre.

Claro (3) expose les deux théories et conclut « pour quiconque compare les conséquences de l'un et l'autre systèmes ainsi opposés les uns aux autres, il est évident que le second est infiniment plus favorable au contrat d'assurance sur la vie. Ceci établit à nos yeux une présomption en sa faveur car on ne saurait trop protéger ce contrat de prévoyance et de sagesse alors surtout qu'il doit produire ses effets entre époux. »

Queinnec (4) exprime ainsi son opinion sur le genre d'assurance qui nous intéresse : « le contrat d'assurance passé par le futur époux au profit de la future épouse confère à celle-ci un droit direct contre la Compagnie. L'intention du futur époux a été manifestement de faire à la bénéficiaire une libéralité qui lui demeure propre ».

Caillteaux dit : « fidèle au principe que nous nous sommes proposé de suivre dans le cours de cette étude, celui du plus grand respect possible de la volonté des

(1) AGNEL. Manuel général d'assurance, 6^e éd. par Corny, n^o 445 et s.

(2) Cass., 10 fév. 1880, J. A. 1889, p. 257.

(3) CLARO. Des assurances sur la vie entre époux. Paris 1893, p. 88 et s.

(4) QUEINNEC. Les contrats d'assurances sur la vie et le reg. de la comm. Paris, 1912, p. 13.

parties, nous pensons exclure *a priori* l'application de l'art. 1401 c. civ. dont les conséquences sont si manifestement contraires aux intentions des époux. Nous décidons de suite que le capital assuré demeure propre à la femme bénéficiaire, qu'elle le recueillera directement et en entier, sans avoir à craindre le concours de son mari, ni des créanciers de celui-ci ni des créanciers communs » (1). Et après avoir combattu la thèse contraire, pour soutenir ce qu'il affirmait *a priori*, Caillaux conclue : « la question est donc une question de fait à résoudre par le juge : quelle a été l'intention du stipulant ? ».

Dans le régime de la communauté réduite aux acquêts il était admis même avant la loi de 1930 que le mobilier présent était exclu de la communauté en vertu de l'article 1498 c. civ., le droit au capital assuré restera propre à l'époux bénéficiaire.

On ne peut pourtant dire que l'article 71 premier alinéa n'a eu dans cette matière aucun doute à chasser puisque des auteurs ont prétendu que seul le montant des primes payées avant le mariage constitue un propre. Il est évident pourtant que le fait que la communauté a payé quelques primes ne peut changer le caractère de la créance qui restera propre pour son montant entier.

Voilà la conclusion à laquelle on était amené par le manque d'un texte de loi : il fallait agir d'une manière prudente, et si l'assuré voulait être sûr qu'à sa mort sa volonté sera suivie il devait constater dans la police même, qu'il entendait que le droit de la bénéficiaire lui

(1) Caillaux. Assurance sur la vie souscrite par un époux au profit de son conjoint, Th. Paris 1905.

restera propre. C'était à notre avis lui imposer une prévoyance excessive qui faisait sûrement, devant tant de précautions à prendre, décroître la confiance du souscripteur dans la Compagnie et dans l'assurance sur la vie en général. Dans n'importe quel contrat il est bien difficile de tout prévoir, de renfermer les possibilités de l'avenir et toutes les chicanes que l'esprit humain peut inventer, dans des clauses de ce contrat, destinées à les annihiler pour qu'enfin notre volonté soit remplie.

L'article 71 premier alinéa de la loi du 13 juillet 1930 ne réalise pas seulement le but normal de l'assurance sur la vie entre époux, antérieure au mariage, mais prouve une fois de plus l'esprit général du Code civil français, qui répugne à des exigences qui au lieu d'assurer la justice mènent à des solutions contraires à celle-ci. La législation française n'est pas si formaliste ; elle cherche avant tout la volonté des parties, et les textes consacrent toujours celle qui a le plus de chance d'être l'intention des parties contractantes, l'article 1156 c. civ. en témoigne « on doit rechercher quelle a été la commune intention des parties contractantes, plutôt que de s'arrêter au sens littéral des termes ».

Dans notre hypothèse l'intention est évidente et le sens littéral des termes que contient une attribution de bénéfice est sûrement loin d'être contraire à cette intention.

Ainsi l'article 71 alinéa premier est-il dans son application à l'assurance sur la vie entre époux, antérieure au mariage, parfaitement en accord avec la doctrine, la jurisprudence, du moins avec la majorité des arrêts, et

ce qui est mieux encore, avec les principes qui sont à la base de la législation française.

En conclusion, aux termes de cet article, la femme bénéficiaire gardera comme propre le capital assuré. Les conséquences de ces faits sont les suivantes : 1° la femme pourra réclamer le bénéfice même en renonçant à la communauté ; 2° qu'elle accepte ou renonce, elle percevra le montant total, par voie de prélèvement sans être tenue en cas d'acceptation de l'imputer sur sa part dans l'actif commun ; 3° elle recueillera le capital assuré à l'exclusion des créanciers du mari ou de la communauté les articles 559 et 564 du c. com. n'ayant pas d'application dans ce cas.

SECTION II

Assurance au cours du mariage.

La validité d'une assurance sur la vie entre époux durant le mariage a été contestée jadis, car on voulait voir dans cette assurance une opération contraire au principe des articles 1395 : « elles (les conventions matrimoniales) ne peuvent recevoir aucun changement après la célébration du mariage », et 1437 : « toutes les fois qu'il est pris sur la communauté une somme soit pour acquitter les dettes ou charges personnelles à l'un des époux, telles que le prix ou partie du prix d'un immeuble à lui propre ou le rachat de services fonciers, soit pour recouvrement, la conservation ou l'amélioration de ses biens personnels et généralement toutes les fois que l'un des deux époux a tiré un profit personnel des biens de la communauté, il en doit la récompense ».

On ne voit vraiment pas, le changement qu'apporterait une assurance sur la vie aux conventions matrimoniales, quant à l'article 1437 il y a lieu à l'appliquer lorsqu'il s'agit de déterminer les récompenses que devra l'époux bénéficiaire à la communauté ; mais il n'a pas d'application lorsqu'il s'agit de l'attribution du bénéfice de l'assurance car la prohibition qu'il contient quant à la constitution d'un propre avec des biens de la communauté, vise la question des récompenses.

Si nous avons mentionné cette contestation de la validité de l'assurance sur la vie dans le mariage, c'est pour montrer que dans toutes les questions qui ont trait à l'assurance sur la vie il y a eu des opinions contraires et que dans toutes, même si elles étaient déjà résolues dans le sens conforme aux principes de l'assurance sur la vie la loi du 13 juillet 1930 a apporté la base solide que donne un texte de loi à toute institution.

Ainsi l'article 71 consacre-t-il définitivement la validité de ce genre d'assurance et décide en plus que le bénéfice constitue un propre pour l'époux auquel l'attribution a été faite.

Evidemment chacun des époux peut souscrire une assurance, la femme se trouve pourtant dans une situation particulière envers la communauté en ce qu'elle peut en vertu de son droit d'option, renoncer à cette communauté.

A. Assurance souscrite par le mari.

Quelles sont les assurances que le mari peut contracter ? Il peut souscrire l'assurance au profit de sa femme, au profit d'un tiers ; au profit personnel, pour soi-même sur la tête de sa femme.

1° Assurance au profit de la femme.

Avant la loi de 1930 une objection avait été faite contre le droit direct personnel et exclusif de la femme bénéficiaire. Nous l'avons déjà dit plus haut, l'argument ressortant des termes de l'article 1401 qui fait entrer en communauté tout le mobilier présent et celui qui sera acquis par les époux durant le mariage (1). Il a été dit plus haut comment on combattait cette objection.

Il y avait d'ailleurs une tendance générale à exclure de la communauté les objets pour lesquels une pareille intention avait été exprimée par le stipulant ou lorsque la nature, le caractère de l'opération faisait supposer une pareille intention. Le juge avait le pouvoir d'appréciation. Tant que l'article 71 de la loi du 13 juillet 1930 n'existait pas, il était plus facile d'intenter une action pour contester l'intention libérale du souscripteur. Si celui-ci n'avait pas clairement exprimé cette intention, les intéressés pouvaient espérer que le juge, en se trompant ou non leur donne gain de cause.

Seulement depuis qu'existe l'article 71 de la nouvelle loi, la question a changé. L'intention de l'assuré de faire profiter complètement sa femme du bénéfice de l'assurance qu'il a souscrite, de le lui constituer en propre est devenu une présomption légale, renforcée encore par le caractère que la loi reconnaît à l'assurance

(1) CLOS. Des assurances sur la vie. Toulouse 1891 : « l'article 1401 paragraphe premier, est formel ; la communauté se compose activement de tous les meubles acquis pendant le mariage. La femme acquiert directement par le fait de l'assurance contractée à son profit par son mari, une créance contre une compagnie, cette créance tombe en communauté, c'est fatal..... mais le mari usant des droits que lui confère l'art. 1422 la fait sortir de la communauté en la donnant à sa femme à titre de propre ».

sur la vie et qui seul suffirait en l'absence d'une stipulation contraire, à faire du bénéfice de l'assurance un propre de la femme, car on ne verrait pas pourquoi on empêcherait la stipulation pour autrui, que contient d'après la loi, l'assurance sur la vie au profit d'un tiers, de produire ses effets, sous prétexte qu'il s'agit d'une assurance entre époux. Une preuve que le capital doit être réputé comme se formant directement sur la tête de la femme bénéficiaire, c'est qu'on a soutenu que l'objet de la donation que le mari fait à la femme par l'assurance n'est pas le capital mais les primes.

M. Wahl disait : « comme l'assurance confère un droit propre au tiers bénéficiaire, il est incontestable que l'assurance contractée par un époux au profit de son conjoint devient propre à ce dernier et ne tombe pas dans la communauté. Le capital à cet égard comme à tous les autres doit être réputé s'être formé directement sur la tête de l'époux bénéficiaire. Les primes seules sont l'objet d'une donation faite à l'époux assuré, comme en matière de rapport et de réduction. L'assurance contractée au profit d'un tiers par l'un des époux constitue également une donation des primes » (1).

Il est à remarquer la parfaite assimilation, d'après l'avis de M. Wahl quant aux effets que produit l'assurance entre époux ou entre étrangers.

Par conséquent il ne sera plus possible maintenant au juge de se tromper, les parties ne venant devant lui que si elles peuvent alléguer des preuves qui démontrent que l'intention du mari était de contracter pour la communauté.

(1) WAHL, précité, Rev. Trim., 1902, n° 51.

Mais le mari peut-il avoir cette intention ? C'est-à-dire est-il libre depuis la loi nouvelle de stipuler dans une assurance qu'il contracte au profit de sa femme, que le capital assuré sera commun ?

Voilà qui n'est pas sûr ; l'article 2 de la loi du 13 juillet 1930 contient la liste des articles auxquels les parties sont admises à déroger :

Art. 2. — « Ne peuvent être modifiées par convention les prescriptions de la présente loi, sauf celles qui donnent aux parties une simple faculté et qui sont contenues dans les articles 6, 10, 11, 23, 30, 31, 32, 33, 34, 36, 38, 39, 40, 41, 45, 50, 51, 52, 56, 65, 70, 73, et 74 ». Comme on le voit l'article 71 n'est pas compris dans cette énumération qui sans doute est limitative, et par conséquent il ne « donne pas aux parties une simple faculté ». Faut-il en conclure que les époux ne pourront pas stipuler que le capital assuré tombera en communauté ? Ils pourront très bien faire tomber le bénéfice de l'assurance dans la communauté, seulement il faudra qu'ils ne se trouvent pas sous l'empire de l'article 71, c'est-à-dire ils ne devront pas désigner le conjoint comme bénéficiaire, et ni un autre tiers bien entendu. En vertu de l'article 1401 c. civ. le capital assuré tombera en communauté.

Mais ce n'est pas l'hypothèse dans laquelle nous nous trouvons. Il s'agit d'une assurance contractée par le mari *au profit de sa femme*, par conséquent l'article 71 devient applicable. Il ne s'applique impérativement qu'entre le souscripteur et la Compagnie c'est entendu, et par conséquent la Compagnie payera à la femme seule. Mais le mari peut-il ajouter que le capital sera

commun ? Il y aurait une attribution à la femme et à la communauté,

Il faut d'abord dire que l'attribution à la communauté ne peut avoir lieu qu'au moment même de l'attribution à la femme, autrement, la femme ayant accepté, on se trouverait devant un changement de bénéficiaire après acceptation, devant une révocation, ce qui n'est pas permis par la loi.

Si la femme n'a pas encore accepté le bénéfice et que le mari désigne la communauté comme devant bénéficier de l'assurance, le capital sera bel et bien commun. Il sera considéré que le mari a révoqué l'attribution faite à sa femme, ce qui est son droit, tant que celle-ci n'a pas accepté.

Pourtant la double attribution, dont nous parlions plus haut, ne semble pas possible car l'attribution à la femme anéantit celle faite à la communauté. Par conséquent la police ne pourra contenir qu'une seule attribution. Elle pourrait en contenir une subsidiaire pour le cas où le premier bénéficiaire désigné n'accepterait pas le bénéfice de l'assurance, mais non pas ces deux attributions en même temps qui s'excluent l'une l'autre. Et voilà que, pour faire tomber dans la communauté le capital d'une assurance sur la vie souscrite par l'un des époux au profit de l'autre, une convention est nécessaire entre époux, en dehors de la police d'assurance, et cette convention doit être connue par l'assureur, doit être contenue dans un acte public.

Donc, la nécessité d'une clause dans le contrat de mariage se justifie, clause qui fasse tomber en communauté le capital d'une assurance qu'un époux contracterait en

désignant son conjoint comme bénéficiaire. C'est l'hypothèse envisagée par M. Perreau (1).

Mais si le contrat de mariage ne contient pas cette clause, ce genre d'attribution devient impossible à cause de l'article 71 1. d. ass. qui impératif entre l'assuré et l'assureur, a pour résultat, une fois l'attribution au conjoint faite, de lui attribuer en propre son droit au capital assuré, et l'assureur sera libéré en le lui payant.

Il faut également envisager quel serait l'avantage d'une pareille attribution et quelle est l'intention des parties.

Le montant de l'assurance sera-t-il pareil à tout autre capital assuré et attribué simplement à la communauté ? Si l'on adopte cette solution la clause contenue dans le contrat de mariage ne serait qu'une renonciation anticipée et réciproque des époux aux bénéfices des assurances qu'ils pourront contracter l'un d'eux au profit de l'autre, renonciation au profit de la communauté.

Pourtant il n'est pas probable qu'ils se donnent tant de peine à éviter l'article 71 lorsqu'il leur est possible de faire tomber le capital en communauté en ne désignant pas de bénéficiaire ou en déclarant qu'ils entendent contracter au bénéfice de celle-ci. L'utilité de la clause peut apparaître si l'on admet qu'après avoir contracté l'assurance au profit du conjoint et que celui-ci ait accepté, le bénéfice de l'assurance sera définitivement acquis à la communauté, grâce à la clause du contrat de mariage. Le conjoint accepterait au nom de la communauté qui ne peut exprimer sa volonté. Le

(1) PERREAU, précité

souscripteur perdrait ainsi le droit de désigner un autre bénéficiaire puisque le conjoint a accepté.

On pourrait peut-être encore analyser ce genre d'attribution comme une clause de préciput, art. 1515 c. civ. Elle présenterait un grand intérêt pour les créanciers car le capital assuré commencerait par tomber en communauté par figurer à l'actif, et l'époux bénéficiaire ne toucherait le montant de l'assurance, comme dans le cas de préciput, qu'après le paiement des récompenses et des dettes sur ce qui reste à l'actif de la communauté.

Les créanciers dans le cas où l'actif ne suffira pas à les dédommager pourront toucher tout ou partie du capital assuré en vertu de l'article 1519 c. civ. « les créanciers de la communauté ont toujours le droit de faire vendre les effets compris dans le préciput, sauf le recours de l'époux conformément à l'art. 1515. »

Le préciput n'étant pas considéré comme une donation mais comme une convention matrimoniale, ne sera ni réductible ni rapportable (1), ce qui est tout à fait conforme aux dispositions admises en matière d'assurance sur la vie.

Une difficulté peut se présenter cependant quant aux droits des enfants d'un premier lit, qui sont définis par l'article 1098 c. civ. : « l'homme ou la femme qui, ayant des enfants d'un autre lit, contractera un second ou subséquent mariage, ne pourra donner à son nouvel époux qu'une part d'enfant le moins prenant, et sans que dans aucun cas, ces donations puissent excéder le quart des biens », et par l'article 1527 troisième alinéa — « néanmoins, dans le cas où il y aurait des enfants

(1) Paris, 12 avril 1900, D. P. 1903.2.159 ; S. 1904.2.39.

d'un précédent mariage, toute convention qui tendrait dans ces effets à donner à l'un des époux au delà de la portion réglée par l'article 1098 au Titre des donations entre vifs et des testaments, sera sans effets pour tout l'excédent de cette portion ; mais les simples bénéfices résultant des travaux communs et des économies faites sur les revenus respectifs, quoique inégaux, des deux époux, ne sont pas considérés comme un avantage fait au préjudice des enfants du premier lit ».

Le préciput que constituerait le capital d'une assurance sur la vie, dont le bénéfice a été attribué à la femme et par contrat de mariage à la communauté, échapperait à la réduction au profit des enfants d'un premier mariage, comme nous l'avons montré plus haut lorsqu'il a été question de rapport et réduction, car l'assurance peut être considérée comme étant un des « bénéfice résultant des travaux communs, et des économies faites sur les revenus respectifs », que l'article 1527, in fine, ne soumet pas à la réduction en faveur des enfants d'un premier lit.

Par conséquent, le genre d'attribution du bénéfice que nous avons analysé pourrait avoir deux résultats : le premier serait une attribution définitive du capital à la communauté par l'acceptation de l'époux désigné comme bénéficiaire, le second constituerait un avantage pour les créanciers de la communauté.

Choisir entre les deux est d'une grande importance. La seconde analyse paraît plus conforme au caractère d'une assurance sur la vie, car l'époux bénéficiaire garde un droit au capital assuré, mais seulement ce droit passe après celui des créanciers. Il est sûrement plus conforme à l'intention de l'époux souscripteur de garder

à l'attribution du bénéfice qu'il fait à son conjoint, un effet même amoindri.

Pourtant nous croyons que les époux pourraient avoir eu en vue, par la clause qu'ils insèrent dans le contrat de mariage, de faire acquérir définitivement à la communauté, le bénéfice de l'assurance, au profit de laquelle ils renoncent dans le contrat de mariage au capital qui devrait leur être versé par l'assureur et au nom de laquelle ils acceptent l'attribution du bénéfice de l'assurance. Dans ce cas l'époux survivant, bénéficiaire désigné par son conjoint, n'aura plus aucun droit spécial sur le montant de l'assurance qui sera un bien de la communauté. Seulement l'intention des époux devra être clairement exprimée, en cas contraire la clause du contrat de mariage devra être considérée comme une clause précipitaire.

La clause étant insérée dans le contrat de mariage ne pourra être inconnue pour l'assureur.

Une autre question à envisager est celle d'une attribution devenue caduque par la non acceptation ou le prédécès de la femme bénéficiaire. Le capital assuré tombera-t-il en communauté ? En cas de prédécès du conjoint bénéficiaire, l'attribution du bénéfice étant faite intuitu personæ, ses héritiers ne pourront accepter à sa place. C'est ce qui résulte de l'art. 63 et 64 de la Loi du 13 juillet 1930, le droit au capital, s'il n'y a pas d'autres bénéficiaires désignés, revient à l'époux souscripteur et par conséquent, étant une acquisition mobilière, en vertu de l'article 1401, c. civ. tombera en communauté. Le souscripteur garde cependant son droit de désigner un nouveau bénéficiaire et, s'il le désigne, le droit de celui-ci rétroagira au jour du contrat, sera di-

rect, personnel et exclusif, et sera considéré comme n'ayant jamais fait partie de la communauté. L'époux stipule d'habitude au profit de son conjoint et au profit de ses enfants. Même si l'époux bénéficiaire avait accepté, son droit ne passera pas à ses héritiers à cause justement du caractère tout personnel de l'attribution du bénéfice qui n'a en vue que la personne qu'on désigne et non pas ses héritiers. Avant la loi du 13 juillet 1930 Wambergue reconnaissait aux héritiers le droit d'accepter à la place du bénéficiaire décédé et même de continuer l'assurance à leur profit si le souscripteur ne voulait plus payer les primes (1).

En vertu de l'article 71, premier alinéa, sera propre à la femme bénéficiaire, non seulement le montant du capital assuré, mais toute autre somme que l'assureur pourra devoir au bénéficiaire comme serait par exemple le capital réduit. Cela ne peut être que conforme à l'intention du souscripteur, celui-ci voulait faire profiter le bénéficiaire, qu'il a librement choisi et désigné, d'un capital par lui fixé et qui est en tout cas plus grand que toutes les autres sommes que le bénéficiaire pourrait toucher comme conséquence de cette assurance. Il est normal alors de conclure que l'assuré qui voulait donner plus, veut aussi donner moins. S'il ne peut plus continuer le paiement des primes, si le bénéficiaire ne touche plus le capital assuré, sauf s'il continue lui-même à payer les primes, au moins aura-t-il la consolation de toucher le capital réduit.

Cela a pourtant un désavantage : l'assuré qui pour une cause quelconque ne voudrait plus laisser un bénéfice au bénéficiaire, ne pourrait l'empêcher d'en réaliser tout de même un gain. Il ne peut plus payer les primes

(1) WAMBERGUE, précité.

mais il ne sera pas remboursé pas même d'une partie, cela bien entendu lorsque le bénéficiaire a accepté. D'ailleurs l'intérêt de la question est surtout dans le cas d'une assurance dont le tiers acquiert le bénéfice à titre gratuit. Puisque même en cessant de payer les primes l'assuré n'arrive pas à empêcher le bénéficiaire qui a accepté de toucher une certaine somme, faut-il conclure qu'il n'aura aucun moyen d'éviter ce résultat ? Cette question sera traitée dans la partie consacrée à la révocation de l'attribution du bénéfice après son acceptation.

2) Assurance au profit de tiers.

Le mari a le droit incontesté de contracter pendant la durée de la communauté une assurance sur la vie au profit d'un tiers quelconque et de maintenir cette assurance même en payant les primes sur les ressources de la communauté en usant du droit que lui donne l'article 1422 c. civ. Le droit direct, personnel et exclusif du tiers bénéficiaire ne sera changé en rien par le fait que le souscripteur est marié.

Avant la loi de 1930 dans le cas d'une assurance mixte si le mari souscripteur de l'assurance vit encore à la date fixée le capital assuré revenait à la communauté. La même solution s'impose si le tiers bénéficiaire meurt avant l'assuré et que celui-ci ne désigne pas un autre bénéficiaire.

D'après la nouvelle loi la solution sera pareille sauf le cas où, comme nous le montrerons plus loin, le conjoint a pris part au contrat.

3) Assurance au profit personnel et assurance sur la tête de la femme.

Avant la loi de 1930 chaque fois qu'on ne pouvait déterminer un bénéficiaire choisi par l'assuré on concluait que le mari a contracté pour lui-même l'assurance. C'est l'application naturelle de l'art. 1122 c. civ. et le capital assuré tombait en communauté car elle a droit à tous les objets corporels et incorporels advenus pendant le mariage. Le capital assuré constituera un acquêt qui sera partagé entre le mari et la femme, ou leurs ayants droit lors de la dissolution de la communauté.

Et lorsqu'il s'agissait d'une assurance contractée par le mari sur la tête de sa femme on admettait aussi que le capital assuré tombait en communauté. Labbé (1) avait bien soutenu que le mari devra récompense à la communauté pour les primes payées par elle mais conservera en propre le capital assuré. Jangot de Villechaise (2) prétendait que : « ce n'est pas une indemnité qui est due à la communauté quand un des époux prétend s'enrichir à ses dépens, c'est le profit entier de l'assurance ; la volonté des parties est impuissante contre cette règle.

Depuis la loi nouvelle on peut douter que la solution soit pareille. Ne faut-il pas étendre l'art. 71 à toute espèce d'assurance à cause du caractère essentiellement personnel que la loi du 13 juillet 1930 reconnaît au droit au capital assuré ?

Il semble que, pour que les époux puissent affecter des revenus de la communauté pour s'assurer des ressources dans l'avenir, il faudrait le concours de leurs volontés. C'est bien suivre l'esprit de la loi que de demander le

(1) LABBÉ, note S. 77.1.393.

(2) JANGOT DE VILLECHAISE. Des assurances sur la vie et spécialement des bénéfices du contrat. Grenoble, 1877. p. 250.

consentement des deux époux, car la loi cherche dans ses dispositions à respecter le plus possible la volonté des parties.

On ne voit d'ailleurs pas pourquoi, en pouvant attribuer le bénéfice de l'assurance à un tiers étranger, les époux ne pourraient se désigner eux-mêmes comme bénéficiaires. Et en fait, le plus souvent le concours des deux époux se trouve réalisé car le consentement de celui sur la tête duquel on s'assure est demandé par la loi dans l'art. 57, et la femme ayant besoin de l'autorisation maritale pour s'assurer même sur sa propre tête.

La jurisprudence s'était montrée favorable à cette solution (1). Cependant si ce concours n'est pas réalisé, il semble que le second alinéa de l'article 71 ne pourra être appliqué ; si le capital assuré reste propre à l'époux qui souscrit l'assurance, et se désigne comme bénéficiaire, il devra en échange récompense à la communauté du montant des primes, même si elles étaient modiques.

B) Assurance souscrite par la femme.

Le droit de la femme de contracter une assurance sur la vie lui est implicitement reconnu par l'art. 71 et 73 de la nouvelle loi. La femme a seulement besoin de l'autorisation maritale. Cependant l'autorisation du mari ne sera pas nécessaire pour une assurance que la femme contracte avec ses ressources propres dont, en vertu de la loi du 13 juillet 1907 sur le libre salaire de la femme mariée, elle peut librement disposer ; mais la dispense d'autorisation n'existe que si la femme contracte l'assurance à son profit personnel. Dès qu'il y a attribution

(1) LABBÉ. S. 1891.2.105.

du bénéfice, aussi bien au mari qu'à un tiers, l'autorisation devient nécessaire.

1) Assurance au profit du mari.

Même avant la loi de 1930 il était reconnu que le capital assuré sera propre au mari, car si la femme ne peut comme le mari disposer du mobilier de la communauté, l'art. 1422 c. civ. ne concernant que le mari, son intention est suffisamment claire. Elle ne considère pas le mari comme chef de la communauté lorsqu'elle lui attribue le bénéfice, mais entend sûrement lui ménager un bénéfice propre, distinct des biens communs.

L'art. 71, premier alinéa de la nouvelle loi, consacre définitivement le droit de la femme de contracter l'assurance, de désigner son mari comme bénéficiaire pour lequel le capital assuré constituera un propre.

2) Assurance au profit des tiers et assurance pour la femme sur la tête du mari.

La solution sera la même que pour le cas où c'est le mari qui contracte ce genre d'assurance. Puisque le mari devra donner son autorisation, le capital assuré ne pourra entrer en communauté. Si le tiers bénéficiaire n'accepte pas, le bénéfice de l'assurance reviendra à la femme qui décidera de son sort, il ne tombera en communauté que si la femme lui en fait attribution.

Pour l'assurance de la femme sur la tête du mari le consentement de celui-ci étant également nécessaire, le capital assuré deviendra propre à la femme.

Ce sont là les solutions qui nous paraissent découler de l'application de l'article 71, premier alinéa de la loi du 13 juillet 1930 et l'esprit de cette loi.

C). Il nous reste un cas encore à envisager, celui d'une assurance conjointe des époux au profit du survivant. Il

y a eu avant la loi de 1930 assez de difficultés à définir le caractère de cet acte, car pour reconnaître sa validité il fallait éviter l'article 1097 c. civ. : « Les époux ne pourront pendant le mariage se faire, ni par acte entre vifs, ni par testament, aucune donation mutuelle et réciproque par un seul et même acte ».

Plusieurs conceptions ont essayé d'expliquer le caractère de cet acte, la jurisprudence a plusieurs fois fait application d'une théorie qui voyait dans cette assurance un acte à titre onéreux et aléatoire, chaque époux ayant droit à la moitié du capital assuré, consent à abandonner sa part, s'il prédécède, parce que son conjoint lui cède également sa part si c'est lui qui décède le premier (1). On a cru que si l'on reconnaissait le caractère d'acte à titre onéreux à cette opération on tombe sous le coup de l'article 1595 c. civ. qui interdit la vente ou l'échange entre époux, et la jurisprudence a élaboré une autre théorie (2) dans laquelle l'assurance passée dans le même acte au profit du survivant par deux époux constitue deux libéralités réciproques, chacun donnant à l'autre sa part dans l'assurance sous la condition suspensive de survivre et sous la condition résolutoire du prédécès.

Cette théorie est pourtant contraire à l'article 1097 c. civ. qui a pour but de sauvegarder l'application de l'article 1096 c. civ. c'est-à-dire de laisser à chaque époux la liberté de révoquer la donation qu'il a faite à son conjoint. On a dit alors qu'il n'y avait qu'une libéralité unique, mais deux intentions libérales.

(1) Note de BARTIN, dans Aubry et Rau, 5^e éd., VIII paragraphe 507, p. 31, n° 31, Rennes, 9 fév. 1888, S. 89.2.121.

(2) Cass. 28 mai 1877, S. 77.1.393.

Lyon-Caen considère qu'il y a bien deux libéralités mais l'une ne peut exister qu'au moment où l'autre est anihilée par la condition contraire à celle qui fait naître la première (1) et que l'article 1097 devient ainsi sans application.

La Cour de cassation admettant qu'il s'agit de deux libéralités, mais conditionnelles et dont une seule se réalisera, décidait que le bénéficiaire se trouve dans la même situation que s'il s'agissait d'une assurance à son profit simplement, la volonté de chaque époux étant de consacrer le capital entier au survivant.

Par la loi du 13 juillet 1930 la question est définitivement résolue. L'article 73 décide que : « Les époux peuvent contracter une assurance réciproque sur la tête de chacun d'eux par un seul et même acte ». Pour ne pas être en contradiction avec l'art. 1097 c. civ. et parce que cette solution s'imposait, la loi ne considère plus dans ce cas l'assurance comme une donation mais comme un acte de prévoyance auquel ne s'applique pas les règles des donations. « Cet acte, disent MM. Ancey et Sicot dans leur commentaire de la loi, pourrait être considéré comme fait à titre onéreux, l'assurance de l'un étant la contrepartie et la condition de l'assurance de l'autre conjoint ». L'article 1595 c. civ. n'aura pas d'application car comme le montrent Guioullard (2) et Planiol (3) cet article n'interdit que la vente et l'échange.

Il est superflu de dire que l'article 71 sera applicable à l'assurance contractée par les époux au profit du survivant d'entre eux. Et l'article 71 sera applicable non

(1) LYON-CAEN, note S. 77.2.33.

(2) GUIOULLARD : Vente, pp. 159-165.

(3) PLANIOL : Rev. Crit. 1888, p. 279.

seulement en cas de communauté légale, mais encore dans les cas de communauté plus étendue, de communauté universelle par exemple. La loi ne s'est occupée que du régime de la communauté, car sous les autres régimes matrimoniaux les patrimoines des époux restant séparés, l'assurance, faite par l'un au profit de l'autre, aura les mêmes effets que si elle était faite au profit d'un étranger, comme il a été montré plus haut (1).

SECTION III

Récompense à la communauté

L'historique de la soumission du bénéficiaire à l'obligation de payer une récompense à la communauté a été fait au commencement de la deuxième partie de notre thèse. Il nous reste maintenant à examiner dans cette section la solution que la loi du 13 juillet 1930 apporte à la question des récompenses dans le second alinéa de l'article 71 qui décide que : « aucune récompense n'est due à la communauté en raison de primes payées par elle sauf dans les cas spécifiés dans l'article 68, second alinéa ci-dessus ». Et le second alinéa de l'article 68 décide que : « Ces règles (du rapport et de la réduction) ne s'appliquent pas non plus aux sommes versées par l'assuré à titre de primes à moins que celles-ci n'aient été manifestement exagérées eu égard à ses facultés ».

C'est de la combinaison de ces deux articles que la solution apparaîtra.

On peut dès maintenant poser deux principes : a) le capital assuré constituera un propre de l'époux bénéficiaire en vertu de l'art. 71, premier alinéa, qui a été dis-

(1) V. plus haut.

cuté dans la section précédente ; b) en principe il ne sera pas dû récompense à la communauté pour les primes payées par celle-ci, l'art. 71 deuxième alinéa se référant à la solution qu'apporte l'article 68 en matière de rapport et de réduction.

La distinction entre primes exagérées et primes modiques était admise même avant la nouvelle loi des assurances. Lefort écrivait dans son nouveau Traité : « le résultat cherché (la dispense de récompense) n'en peut pas moins se réaliser avec la règle qui, laissant au juge le soin de tenir compte de la cause et de la nature de la dépense (1), lui confie le pouvoir d'apprécier l'importance du prélèvement opéré sur les biens de la communauté, de décider si, en payant les primes la communauté a subi la diminution réelle qui est indispensable pour créer le droit à la récompense, ou si au contraire il n'a causé aucun dommage, soit parce qu'il n'y a pas eu détournement d'un capital, soit parce que la somme fournie a été si modique que tout se ramènerait à un emploi légitime, à un acte de disposition analogue à celui que, sans encourir de reproche de mauvaise administration, toute personne, peut faire en gérant sa fortune (2) ».

Pour discerner si les primes sont exagérées dans les termes de l'article 68, deuxième alinéa, les mêmes considérations que pour le cas de rapport et réduction conduiront à la détermination de la prime excessive « eu égard aux facultés de l'assuré ».

Une différence cependant survient en matière d'assurance sur la vie entre époux. C'est que la fortune à la-

(1) Voir plus haut.

(2) LEFORT, précité, II, p. 335.

quelle on comparera le montant des primes ne sera pas la fortune personnelle, le patrimoine de l'assuré, mais l'ensemble des ressources des deux époux, c'est-à-dire aux ressources de la communauté, puisque le mari agit en son nom et que la femme autorisée par son mari, oblige également la communauté. Il faudra comme en matière de rapport et de réduction, déduire du montant de la récompense, quand elle est due, les sommes encaissées par l'assuré par la participation aux bénéfices de la Compagnie d'assurances.

Lefort, se référant à l'arrêt de la Cour d'Amiens du 18 mai 1897 (1) qui décidait qu'il y a lieu de déduire du montant de ces primes le montant des sommes encaissées par la communauté pour participation aux bénéfices », explique ainsi cette solution : « les sommes versées au cours du contrat à titre de participation dans les bénéfices n'étant que la restitution d'un trop-perçu sur les primes, il y a lieu d'en déduire la valeur sur le montant des reprises, la communauté rentrant en partie dans ces déboursés et ne pouvant recevoir plus qu'elle n'a fourni (2) ».

Il se peut cependant que la communauté se contente de moins qu'elle n'a dépensé, car il y a une autre limitation du montant de la récompense : quelle que soit l'importance des primes payées, même si le montant est supérieur à celui du capital assuré, le bénéficiaire ne sera tenu que jusqu'à concurrence de ce capital.

Laurent cependant a soutenu le contraire, et voilà son raisonnement (3) : « De quoi (l'époux) doit-il récompense

(1) Amiens 18 mai 1897, S. 1901.2.12.

(2) LEFORT, précité.

(3) LAURENT. Droit civil. XXII, n° 478.

d'après les termes de la loi ? Le commencement de l'article 1437 répond à notre question : toutes les fois qu'il est pris sur la communauté *une somme* soit pour acquitter les dettes ou charges personnelles à l'un des époux... il en doit récompense ». Laurent conclut que la loi parle de la somme déboursée par la communauté et non du profit tiré par l'époux et que ce sera cette somme qui fixera le montant de la récompense.

Ce raisonnement cependant ne pourra l'emporter, car l'article 1437 semble bien admettre que le donataire ne pourra être tenu que dans les limites de l'avantage recueilli par lui, autrement au lieu d'obtenir un avantage il subirait une perte (1).

Quant au montant qui doit être pris en considération pour appliquer les règles de la récompense, ce sera celui de la prime entière, comme pour le rapport et la réduction, et non seulement pour la somme qui constitue la partie excessive de la prime.

Quel sera le montant de la récompense lorsqu'elle sera due ? Cela dépend de l'option de la femme. Si la femme accepte la communauté son obligation de récompense envers la communauté se verra réduite à moitié. Elle ne devra récompense que pour la moitié du montant des primes. Il y a eu cependant des arrêts qui prétendaient que la femme doit rapporter la totalité des primes (2). Ainsi la Cour de Besançon décidait le 27 novembre 1896 (3) que : « le mari chef de la communauté qui affecte pour partie au paiement des primes d'une

(1) Dans le même sens Chaisemartin : L'assurance sur la vie contractée par l'un des époux en faveur de son conjoint. Paris, 1902, p. 178.

(2) Amiens, 25 fév. 1880, D. 82.1.97.

(3) Besançon, 27 nov. 1896, D. 98.3.185.

assurance sur la vie, par lui contractée au profit de sa femme, les revenus communs dont il a la libre administration lui fait ainsi une libéralité.

« La femme commune, n'ayant droit à la moitié des revenus qu'à partir de la dissolution de la communauté ne peut si toutes les primes ont été payées pendant que la communauté existait, prétendre que le bénéfice de la police ne constitue une libéralité de la part de son mari que pour moitié ».

Le raisonnement que fait la Cour de Besançon a pour résultat de déduire des dispositions de l'article 1421 c. civ. que la femme n'aurait aucun droit de propriété sur ses biens durant la communauté. Ce serait revenir à l'ancien adage « *non est socia, sed speratus fore* ».

Le mari est administrateur des biens communs ; s'il est considéré propriétaire ce n'est qu'en respect des droits des tiers.

Il résulte d'ailleurs de l'article 1492, c. civ. que la femme a un droit sur les biens communs, car cet article dit : « la femme qui renonce perd toute espèce de droit sur les biens de la communauté ». Agaese dit aussi : « qu'il importe de remarquer qu'un cas où les époux sont mariés sous le régime de la communauté les principes juridiques commandent de limiter à la moitié des primes le rapport fictif dû par la femme acceptante (1) ».

Planiol, pour soumettre la femme à l'obligation d'une récompense égale au montant total des primes, invoque l'égalité des partages ; mais l'égalité des partages n'est pas l'égalité des patrimoines (2).

D'ailleurs la majorité de la jurisprudence et de la doc-

(1) AGAËSSE, Essai sur les assurances sur la vie entre époux Rennes 1901, p. 143.

(2) PLANIOL, note D. P. 93.1401.

trine admettent la solution par laquelle la femme en cas d'acceptation ne devra récompense que pour la moitié des primes. La Cour de Paris le 30 avril 1891 (1) décide que « si les primes ont été payées avec les deniers de la communauté, il est vrai de dire que la moitié de ces primes a été payée par le stipulant de ses deniers personnels et cette moitié représente le montant d'une libéralité dont la succession du mari peut demander rapport ». Dupuich dans la note sous cet arrêt approuve cette solution. Le Tribunal civil de la Seine a fait application du même principe dans son arrêt du 2 avril 1898 (2).

Par conséquent sous le régime actuel de la loi sur le contrat des assurances du 13 juillet 1930, lorsque les primes payées auront été excessives dans le sens de l'article 68, dernier alinéa, la femme bénéficiaire devra récompense pour la moitié de leur montant si elle accepte la communauté, pour la totalité, si elle la répudie.

Le mari pourrait-il dispenser la femme de toute récompense quel que soit le montant et l'importance des primes payées ?

On a montré plus haut que l'article 71 n'est impératif que dans les rapports du souscripteur et de l'assureur. Le mari pouvant faire des libéralités au profit de la femme avec les biens de la communauté, il n'y a pas de difficulté à admettre la validité de cette disposition. Seulement la libéralité devra être faite dans les limites de la quotité disponible, les réservataires garderont leur action pour atteinte à la réserve. Au contraire la femme

(1) Paris 30 avril 1891, D. P. 1892.2.153.

(2) Trib. civ. Seine, 2 avril 1898, D. P. 98.2.373.

ne pouvant disposer des biens communs par actes entre vifs, ne pourra faire la donation des primes, quel que soit leur montant, au mari que par testament. Cependant elle pourra disposer entre vifs, en faveur de son mari, si les primes sont payées par elle sur ses biens réservés.

Il nous reste maintenant à étudier la récompense que devra l'époux bénéficiaire dans les différentes sortes d'assurances qui peuvent être souscrites par les époux.

A) Assurance antérieure au mariage.

Lorsque le futur époux souscrit une police au profit de son futur conjoint, il était dit, pour éviter l'obligation à récompense, avant la loi de 1930, que le paiement des primes constitue une charge de la communauté rentrant dans les prévisions de l'article 1409 c. civ. aux termes duquel la communauté se compose passivement.

« 1) De toutes les dettes mobilières dont les époux étaient grevés au jour de la célébration de leur mariage ou dont se trouvent chargées les successions qui leur échoient au cours du mariage, sauf récompense pour celles relatives aux immeubles propres à l'un des époux ».

On a soutenu qu'il s'agit d'une dette antérieure au mariage et relative à un propre, et qu'en vertu de l'article 1498, c. civ., celle-ci étant exclue de la communauté, l'époux bénéficiaire devra récompense à la masse commune qui l'a payée.

Sous l'empire de l'article 71 de la nouvelle loi combinée à l'article 68 l'époux bénéficiaire ne devra récompense à la communauté, si elle a payé les primes, que dans le cas où ces primes ont été exagérées, et rentrent ainsi dans la définition du second alinéa de l'article 68.

Si l'assurance était souscrite au profit personnel, Lefort (1) décidait que le capital assuré tombera en communauté et aucune récompense ne sera due.

Depuis la loi nouvelle le capital assuré ne tombera pas en communauté le conjoint n'en recueillera pas la moitié, car ce n'est sûrement pas l'intention du souscripteur qui aurait dû spécifier qu'il contracte pour la communauté. S'il s'est désigné comme bénéficiaire, c'est qu'il n'entendait pas faire profiter son conjoint de cette police.

Nous avons montré plus haut quelle est la solution lorsque l'assurance est contractée pendant le mariage. Il faudrait le concours des deux époux pour pouvoir affecter les ressources de la communauté à l'acquisition du bénéfice de l'assurance.

B) Assurance pendant le mariage.

a) Assurance souscrite par le mari.

Il a été dit dans le chapitre précédent que n'importe le genre d'assurance, au profit de sa femme, au profit de tiers, à profit personnel ou sur la tête de sa femme, le capital assuré ne tombera pas en communauté.

(1) Lefort, op. cit. II, p. 342.

Voici les solutions adoptées en Belgique et en Suède ; pour l'Angleterre, V. p. 95.

Belgique. — La femme acquiert en propre le capital assuré mais doit récompense à la communauté pour le montant des primes payées par elle. Ainsi décidait le Trib. civ., Charleroi le 9 mai 1874, Pas. 1874.III.219 ; le Trib de Mons le 4 août 1874, Pas. 1875.III.290. V. également Beltjens, Code civil belge annoté, art. 1437, Bruxelles, 1880.

Suède. — Le régime de droit commun suédois est la communauté réduite aux acquêts. La loi sur les assurances décide dans l'article 116 que « lorsque l'assurance aura été faite sur la vie du preneur de l'assurance ou sur celle de son époux, le droit qui, en vertu du contrat, échoit à l'un d'eux ne doit pas être saisi pour les dettes de l'un des deux, à moins que (d'après le contrat, le versement des primes ne soit achevé pendant une période non inférieure à 10 ans, ou que dans le cours d'un an il n'ait été versé une prime équivalente à plus d'un cinquième de la somme totale des primes qui auraient dû être fournies au cas où le versement eût été réparti pendant 10 ans à partir de la date de la conclusion du contrat ». Le conjoint n'est par conséquent pas certain de garder le bénéfice entier de l'assurance.

La question des récompenses sera réglée d'après l'alinéa 2 de l'art. 71 se référant à l'article 68 de la nouvelle loi.

b) assurance souscrite par la femme.

Il a été pareillement défini le sort du capital dans les différentes sortes d'assurances que la femme peut contracter et auxquelles s'applique l'article 71, premier alinéa ; le second alinéa du même article sera également applicable.

TROISIEME PARTIE

DROITS DES CRÉANCIERS

Comme toute opération ayant trait au patrimoine de leur débiteur, la souscription d'une assurance sur la vie intéresse les créanciers de l'assuré, ainsi que l'attribution du bénéfice et le paiement du capital assuré.

Nous examinerons dans un premier chapitre les droits des créanciers du bénéficiaire et dans un second chapitre les droits des créanciers du souscripteur de l'assurance.

CHAPITRE I

Droits des créanciers du bénéficiaire.

Aucune difficulté ne saurait exister quant aux droits des créanciers du bénéficiaire, le capital assuré fera partie de leur gage puisqu'il fait partie du patrimoine de leur débiteur, une clause d'insaisissabilité ne serait pas valable.

De la Grasserie a proposé d'insérer dans la loi des assurances un article en vertu duquel l'avantage tiré par le bénéficiaire de l'assurance, serait insaisissable. Mais ce texte n'aurait pas pu être motivé en droit.

Aussi aucun doute ne subsiste quant au droit des créanciers du bénéficiaire sur le capital qu'il touche de la Compagnie.

Une question peut se poser quant au droit qu'auraient les créanciers du bénéficiaire désigné par le souscripteur, à accepter à sa place l'attribution du bénéfice qui lui est faite, en vertu de l'article 1166, c. civ.

L'article 64 de la loi de 1930 traite de l'acceptation du bénéficiaire mais ne dit rien du droit des créanciers de celui-ci.

Cet article fait cependant la distinction entre l'attribution à titre gratuit et l'attribution consentie à titre onéreux, sans indiquer si le bénéficiaire seul peut accepter, ou si ce droit appartient aussi à ses créanciers ?

MM. Capitant, Ancy et Sicot, commentateurs de la loi sont d'avis que le bénéficiaire seul peut accepter une attribution à titre gratuit ; mais que si l'attribution est à titre onéreux les créanciers et les héritiers du bénéficiaire pourront également accepter.

Lefort combattait cette solution en disant : « nous croyons cette solution mal fondée, elle se heurte à ce principe que l'assurance sur la vie a un caractère personnel, elle méconnaît non seulement cette circonstance que le bénéficiaire peut avoir des raisons de ne pas accepter, mais surtout cette règle qu'une police ne peut passer à un bénéficiaire qu'avec le consentement de l'assuré : ce serait somme toute risquer de maintenir un contrat pour des personnes que l'assuré ne connaît pas ou que peut-être il voudrait exclure ».

Malgré cette objection, dans le silence de la loi, c'est l'opinion des commentateurs qui prévaudra.

CHAPITRE II

Droits des créanciers du souscripteur.

Les articles 1092 et 2093 du Code civil sont certainement sans application à l'égard du capital assuré, puisque celui-ci n'a jamais fait partie du patrimoine du souscripteur. Le bénéficiaire acquiert ce capital *jure proprio*, en vertu d'un droit personnel direct et exclusif.

Il faut cependant examiner les droits des créanciers dans les deux situations où peut se trouver leur débiteur : hors de la faillite et dans la faillite s'il est commerçant.

SECTION I

Droits des créanciers hors de la faillite.

On peut affirmer dès maintenant que le droit des créanciers dans cette hypothèse sera très restreint.

1) *Quant au capital*, une fois qu'on se trouve dans le cas d'une désignation de bénéficiaire suffisamment déterminé d'après les principes posés par l'article 63 de la nouvelle loi, les créanciers sont dépourvus de tout droit, étant donné que ce capital n'a jamais appartenu à leur débiteur.

Dans le cas où le souscripteur ne désigne pas de bénéficiaire, la police fait partie de son patrimoine, et les créanciers pourront saisir-arrêter la créance que le

souscripteur a contre la Compagnie. Mais le sort de la saisie-arrêt suivra le sort de l'assurance, et n'aura effet qu'à la mort de l'assuré et si celui-ci a maintenu l'assurance dans le domaine de l'article 1122 c. civ. Ainsi limitée la saisie-arrêt n'est qu'une mesure conservatoire,

Quant au droit de contracter une assurance, les créanciers ne peuvent pas empêcher leur débiteur de la souscrire, hors le cas de fraude, pas plus critiquer l'attribution faite à un tiers, au lieu de traiter pour lui-même, un débiteur n'étant pas obligé d'enrichir son patrimoine en faveur de ses créanciers.

2) *Quant à la valeur de rachat* le droit des créanciers est également limité. Les créanciers ne peuvent pas révoquer l'attribution faite par l'assuré, leur débiteur, ni imposer une substitution de bénéficiaire, ni forcer le stipulant à révoquer ou au contraire à ne pas révoquer.

La loi du 13 juillet 1930 décide dans l'article 67 que : « les sommes stipulées payables lors du décès de l'assuré à un bénéficiaire ou à ses héritiers, ne font pas partie de la succession de l'assuré. Le bénéficiaire, quelles que soient la forme et la date de sa désignation, y est réputé avoir eu seul droit à partir du jour du contrat même si son acceptation est postérieure à la mort de l'assuré ».

En reconnaissant ainsi le droit propre du bénéficiaire, quelle que serait la date de sa désignation, la loi a voulu justement exclure toute prétention des créanciers. Aux objections qui ont été faites quant à une atteinte au droit des créanciers qui auraient pu compter sur l'assurance primitivement souscrite sans désignation de bénéficiaire, il a été répondu que même avant la loi, la jurisprudence reconnaissait que le souscripteur se

réserve implicitement le droit de désigner un bénéficiaire (1), et que décider le contraire serait renoncer à l'un des principes difficilement acquis en matière d'assurance sur la vie.

La valeur de rachat étant un profit du contrat doit nécessairement appartenir au tiers bénéficiaire. Depuis la loi de 1930 aucun doute n'est possible, les créanciers n'ont aucun droit sur la valeur de rachat. L'art. 82 attribue au tiers le montant de la réserve du jour de la déclaration de faillite du souscripteur. Il est impossible de décider le contraire lorsqu'il n'y a pas de faillite.

L'assuré a d'ailleurs une option entre le rachat et la réduction ; comment admettre que les créanciers puissent exercer ce droit d'option (2), qui est bien ce que l'article 1166 c. civ. entend par « droit exclusivement attaché à la personne ». La majorité de la doctrine était d'ailleurs contre l'opinion qui voulait accorder aux créanciers le droit d'exercer le rachat.

Lefort écrit (3) « attribuer aux créanciers le droit de toucher la valeur de rachat, alors que leur intérêt ne leur permet pas de contester la souscription d'une police au profit d'un tiers, c'est les laisser anéantir le contrat en cours, alors que la plupart du temps il constitue moins une libéralité qu'une indemnité, et que souvent il a été entretenu au prix de privations ; c'est méconnaître l'intention du stipulant qui a voulu non pas procurer un émolument à ses créanciers mais établir à côté de son patrimoine qui est leur gage, des ressources particulières, applicables aux personnes dont le sort le préoccupe ».

(1) V. plus haut.

(2) Note Dupuich, D. P. 1895.2.153.

(3) LEFORT, II, p. 390.

Bizouard (1) excluait aussi le droit des créanciers de demander le rachat.

Et parmi les droits que les créanciers ne peuvent exercer au nom de leur débiteur, MM. Colin et Capitant (2) énumèrent : « le droit pour l'un des époux de révoquer une donation qu'il a faite à son conjoint, ou, pour un donateur ordinaire, de demander la révocation de la libéralité pour ingratitude du donataire ».

Vivante (3) déclare que « le droit de révocation est un droit personnel qui ne passe pas aux héritiers... et ne peut non plus être exercé par les créanciers de l'assuré ni avant, ni après sa mort. La loi qui déclare intangibles les avantages de l'assurance dans l'intérêt du bénéficiaire même dans les cas de faillite de l'assuré résoud la question ».

3) *La réduction de l'assurance* lorsqu'elle intervient, a pour effet de diminuer le montant du bénéfice. On ne voit pas par conséquent comment les créanciers pourraient avoir un droit sur ce capital réduit, lorsque le tiers bénéficiaire accepte l'attribution qui lui est faite. Nous avons montré dans la première partie de notre thèse que tous les avantages résultant du contrat appartiendront au bénéficiaire, par conséquent, dans le cas d'une assurance sur la vie contenant une désignation de bénéficiaire suffisamment déterminé conformément aux termes de l'art. 63 de la loi de 1930, il apparaît que le droit des créanciers du souscripteur en dehors de la faillite ne pourra s'exercer si le bénéficiaire a accepté, que sur le montant des primes payées par le débiteur. Ces primes

(1) BIZOUARD. Des droits des créan. Paris, 1902, p. 33.

(2) COLIN et CAPITANT II p. 45.

(3) VITANTE. Traité de droit comm. trad. par J. Escarà, t. IV, n° 2013.

devront cependant remplir une condition : être excessives conformément aux termes de l'article 68, second alinéa.

Ceci pour le cas où l'on se trouve dans le domaine de l'article 1121 c. civ.

S'il s'agit de l'article 1122 c. civ. le capital assuré fera partie de la succession de l'assuré et comme tout son patrimoine sera le gage de ses créanciers.

SECTION II

Droits des créanciers de l'assuré pendant la période suspecte.

Le commerçant peut pendant la période suspecte souscrire une assurance sur la vie à son profit ou au profit de ses ayants cause. Les créanciers ne sauraient critiquer cet acte.

Ce qui nous intéresse ici c'est l'assurance souscrite, non pas dans les termes de l'article 1122 c. civ. mais celle souscrite au profit d'un tiers conformément à l'article 1121.

En invoquant l'art. 446 du Code de commerce, des auteurs refusaient à valider le contrat d'assurance souscrit au profit d'un tiers pendant la période suspecte. La jurisprudence aussi contestait la validité de ce contrat ; la Cour d'Alger décidait le 15 juin 1876 (1) que : « le bénéfice de l'assurance sur la vie contractée au profit d'un tiers par un commerçant en état de cessation de paiements doit être attribué à la masse des créanciers de celui-ci ».

Cette opinion n'a pas prévalu. Etant donné le ca-

(1) Alger, 15 juin 1876, D. P. 78.2.116.

ractère spécial de l'opération que réalise une assurance sur la vie, il fallait bien arriver à reconnaître que le patrimoine du débiteur ne s'appauvrit pas du capital que touche le bénéficiaire. Et les articles 446 et 447 visant uniquement l'appauvrissement du patrimoine du débiteur, ne pouvaient plus trouver leur application dans le cas d'une assurance sur la vie.

Ernest Chavegrain (1) en soutenant la théorie qui voulait que le droit au capital ait séjourné, ne fusse qu'un instant de raison, dans le patrimoine de l'assuré, arrive à la conclusion que le tiers bénéficiaire, désigné pendant la période suspecte, n'aura aucun droit au capital qui reviendra à la masse de la faillite : « Qui ne voit, en effet, les abus dont l'assurance sera la cause, si elle peut se souscrire pendant la période suspecte ? Un commerçant à bout de crédit, s'empressera d'assurer sa vie au profit soit d'un tiers qui lui avancera de l'argent sur la police, soit d'un membre de sa famille. Il pourra donc, la veille de la faillite battre monnaie en constituant au prêteur un nantissement inattaquable, ou gratifiera son conjoint, ses enfants, etc. ».

C'est une interprétation beaucoup trop large de l'article 2092 c. civ.

Habay (2) en fait la remarque : « l'article 2092 du Code civil est beaucoup trop large ; il ne répond plus aux besoins modernes à nos idées nouvelles de prévoyance et nous ne pouvons qu'approuver la tendance de la jurisprudence à affranchir le contrat d'assurance de l'application rigoureuse de textes qui n'ont pas été

(1) ERNEST CHAVEGRIN. Le Droit 4 novembre 1888.

(2) HABAY. De l'assurance sur la vie dans ses rapports avec la législation de la faillite. Paris, 1905, p. 66.

fait pour lui et à se placer, pour le réglementer, uniquement au point de vue de l'équité ».

Quant au maintien du contrat réduit, si l'assuré ne peut plus payer les primes, et à l'exercice du rachat, il faut également exclure le droit des créanciers puisqu'il s'agit de droits personnels de leur débiteur, et que le contrat d'assurance étant licite, son règlement sera régulier.

Il y a eu un arrêt célèbre de la Cour de cassation du 8 avril 1895 (1) sur pourvoi contre l'arrêt de la Cour de Paris du 14 avril 1890 qui décidait que le droit d'exercer le rachat « ne peut être assimilé à un droit civil ou de famille spécialement attaché à la personne ».

« Qu'en décider autrement serait assurer dans la plupart des cas un prélèvement au préjudice de la masse de la faillite ».

La Cour de cassation cependant cassa l'arrêt de la Cour de Paris et décida que l'acceptation du tiers bénéficiaire rend son droit irrévocable, lors même que la police contiendrait une clause de rachat ».

Dès lors, du moment où cette acceptation s'est manifestée, le syndic de la faillite du stipulant ne peut être admis à traiter du rachat de l'assurance dans l'intérêt de la masse ».

Le droit des créanciers est maintenant réglé par l'article 69 de la loi du 13 juillet 1930, aux termes duquel : « le capital assuré au profit d'un bénéficiaire déterminé ne peut être réclamé par les créanciers de l'assuré.

« Ces derniers ont seulement droit au remboursement des primes, dans le cas indiqué par l'article 68, deuxième

(1) Cas. 8 avril 1895, D. P. 95.1.441., S., 95.1.265.

alinéa ci-dessus, en vertu soit de l'article 1167 du Code civil, soit des articles 446 et 447 du Code de commerce ».

La loi n'aurait pu adopter une autre solution après avoir exclu dans son article 68 le capital assuré de la succession du souscripteur. Par conséquent les créanciers ne pourront exercer aucun droit sur le capital assuré. Ils ne pourront prétendre qu'au remboursement des primes dans le cas où il y a eu dol ou fraude à leur droit par la suite de l'exagération des primes.

A remarquer cependant que les créanciers ne pourront exercer leur action contre le tiers bénéficiaire pour obtenir le remboursement des primes trop élevées, exagérées, qu'après la mort du souscripteur car alors seulement le tiers encaissera le capital assuré.

SECTION III

Droits des créanciers après le jugement de déclaration de la faillite.

A) Du vivant de l'assuré.

a) En ce qui concerne l'assureur :

1) *Faillite de l'assuré.* Avant la loi du 13 juillet 1930 il paraissait que l'assureur n'avait aucun droit de résilier le contrat d'assurance. Si le failli ou le syndic continuaient à payer les primes, il n'avait aucun motif de se plaindre ; si au contraire il n'encaissait plus les primes le contrat était brisé, mais dans ce cas seulement (1).

Depuis la loi nouvelle la solution est changée. D'après l'article 18 de cette loi l'assureur acquiert également le droit de se retirer du contrat.

(1) BONNICHON. Des effets de la faillite sur les contrats antérieurs. Paris, 1900, p. 62 et 147 et s.

LEFORT, II, p. 414.

Pourquoi donner à l'assureur le droit de résilier le contrat ? Les commentateurs de la loi nous disent seulement que ce droit est accordé à l'assureur car « lui aussi peut avoir intérêt à mettre fin à la police, bien qu'il n'ait pas à craindre l'insolvabilité de la masse » (1).

Mais s'il n'a pas à craindre l'insolvabilité de la masse de la faillite, quel peut être son intérêt ?

On parle encore du maintien de l'équilibre des droits, la masse ayant le droit de se retirer du contrat il fallait accorder ce droit également à l'assureur. Mais dans les assurances sur la vie l'équilibre est bien plus instable dans la règle posée par l'article 75 de la nouvelle loi qui décide que l'assureur n'a pas d'action pour exiger le paiement des primes

Quant au préjudice que l'assureur subirait de ce que la masse se substitue à l'assuré, les commentateurs et les rapporteurs de la loi reconnaissent qu'il est inexistant. D'ailleurs la loi décide que n'importe qui peut continuer le paiement des primes à la place de l'assuré dans l'article 74 aux termes duquel : « tout intéressé peut se substituer au contractant pour payer les primes ».

Mais quel serait l'intérêt à refuser à l'assureur le droit de résilier le contrat ?

Il se peut que le souscripteur n'ait payé que deux primes annuelles et que vers la fin de la seconde année il tombe en faillite. L'assureur se dépêchera à résilier le contrat et à réaliser un enrichissement sans cause en gardant le montant des primes qu'il avait encaissées.

Le tiers bénéficiaire, souvent digne d'intérêt, la femme par exemple, aurait pu continuer à payer lui-même les

(1) CAPITANT. *REV. des ass. ter.* 1930, p. 764, n° 30.

primes pour garder son bénéfice. En vertu du droit de résiliation accordé par l'article 18 de la nouvelle loi à l'assureur il se voit frustré du droit que lui accordait l'art. 74 en lui permettant de se substituer à l'assuré pour payer les primes.

Par conséquent ce droit de résiliation accordé à l'assureur en cas de faillite de l'assuré, apparaît sans fondement et sans utilité en matière d'assurance sur la vie et la loi, croyons-nous, aurait pu l'exclure dans ce genre d'assurances où il peut devenir nuisible au souscripteur et peut porter atteinte au droit du tiers bénéficiaire.

2). *Faillite de l'assureur.* L'article 82 de la loi sur le contrat d'assurance règle le sort de l'assurance en cas de faillite de l'assureur : « en cas de faillite, dit cet article, ou de liquidation judiciaire de l'assureur la créance de chacun des bénéficiaires des contrats en cours est arrêtée au jour du jugement de déclaration de faillite ou de liquidation judiciaire, à une somme égale à la réserve de chaque contrat, calculée sans aucune majoration sur les bases techniques du tarif des primes en vigueur lors de la conclusion du contrat ».

Le but de cet article est de rendre la liberté à l'assuré et de lui garder en même temps les droits acquis à la réserve. Le souscripteur pourra en plus demander en vertu de l'article 18, la restitution de la prime pour le temps où l'assureur ne couvre plus le risque.

On pourrait essayer de tirer un argument de cet article en cherchant à justifier le droit de résiliation de l'assureur, de l'article 18, en considérant qu'il fallait que la Compagnie puisse également se rendre libre si

l'assuré tombe en faillite, comme l'assuré est rendu libre si elle-même fait faillite, par l'article 82.

Seulement il ne faut pas oublier que l'article 82 sauvegarde les droits acquis de l'assuré mais non encore acquittés par l'assureur et qu'il est normal que la loi prenne de précautions en faveur de l'assuré qui devient créancier de la masse de la faillite de l'assureur. Tandis que du côté de l'assureur, ses droits dans le passé sont acquittés, il n'a rien à réclamer puisque les primes ont été payées pour la durée du temps où il couvrait le risque ; il ne peut s'agir que de lui sauvegarder des droits pour l'avenir, pour les primes à échoir, et ces droits ne lui sont pas accordés en vertu des termes de l'article 75 qui décide que le paiement des primes est facultatif. Il n'a pas de créance à présenter à la masse de la faillite de l'assuré et par conséquent il ne doit pas avoir le droit de prendre l'initiative de résilier le contrat. Pour lui la faillite ou la liquidation judiciaire de l'assuré n'apporte aucun changement à la situation antérieure : si les primes ne sont plus payées tout se passera comme en temps normal, si au contraire la Compagnie continue à les recevoir il n'y a pas de changement apporté au contrat. Voilà une fois encore prouvé l'inutilité et l'injustice du droit de résiliation accordé à l'assureur.

b) En ce qui concerne le souscripteur :

Il est évident que les difficultés d'ordre pécuniaire contre lesquelles se débat un failli, ne semblent pas lui laisser des ressources suffisantes pour qu'il puisse souscrire une assurance sur la vie. Cependant difficulté ne veut pas dire impossibilité ; si le failli peut se procurer les sommes nécessaires, ou si un tiers paye les

primes pour lui, on ne voit pas pourquoi le failli ne pourrait contracter une assurance sur la vie.

La Cour de Douai le 14 mars 1895 (1) déclara valable l'assurance sur la vie contractée par un failli, et dont il payait les primes avec le salaire d'une profession. A remarquer qu'il s'agissait d'une assurance sur la vie, régie par l'article 1121 c. civ. La Cour reconnaît le droit direct et exclusif de la femme du failli qui avait été désignée comme bénéficiaire et exclue l'application de l'article 564 c. comm.

Le failli peut encore employer les deniers insaisissable d'une pension alimentaire au paiement des primes d'une assurance sur la vie (2).

Un autre cas est envisagé par Cendrier : « supposons que ce failli soit administrateur légal des biens personnels de ses enfants, ne peut-il pas, avec l'excédent des revenus sur les dépenses nécessaires à l'entretien et à l'éducation de ses enfants, contracter une assurance dont il peut attribuer le bénéfice soit à ses enfants soit à un tiers » ? (3).

Boistel (4) en parlant des droits du failli dit : « le failli resté personnellement capable peut faire les contrats qui n'engagent pas ses biens ».

(1) Douai, 14 mars 1895, J. d. A. 96.19 ; Sim. II, 410 « Attendu en effet que les dispositions de l'article 443 du Code de commerce ne s'opposent pas aux actes d'administration que le failli peut faire ; qu'il conserve la libre administration de sa personne et l'exercice des droits qui y sont inhérents ; qu'il continue à supporter l'obligation de subvenir aux besoins de sa famille ; qu'il a droit d'administrer les revenus que lui procure son industrie et de faire toute stipulation relativement à l'emploi des dits revenus ».

(2) Agen, 22 novembre 1890, D., 82.2.221 : « L'état de faillite ne fait pas obstacle à ce que le failli souscrive valablement un contrat d'assurance sur la vie et se soumette à l'acquittement de primes, si, ne possédant d'autres ressources qu'une rente de nature alimentaire, incessible et insaisissable, il ne peut être présumé avoir opéré les paiements avec d'autres fonds, que ceux dont il avait la libre disposition »

(3) Cendrier. Des. dr. d. Créan., Paris, 1897, p. 17.

(4) Boistel. Manuel de droit commercial, 1887, n° 911 et 912.

D'après la loi du 13 juillet 1930 il ne semble pas que ce droit du failli doive être contesté, car cette loi voit avec une faveur exceptionnelle l'assurance sur la vie la considérant comme un contrat qui assure l'avenir de la famille. Il n'est cependant pas moins vrai que les hypothèses où le failli pourra souscrire une assurance, restent exceptionnelles. La jurisprudence est unanime à lui reconnaître ce droit. Du moment qu'on arrive à reconnaître au failli le droit de souscrire, parfois, une assurance après la déclaration de la faillite, d'autant plus faut-il lui reconnaître le droit de continuer, s'il a les moyens, une assurance antérieurement contractée. C'est d'ailleurs la solution admise par la nouvelle loi qui laisse à la faillite et à l'assuré le droit d'abandonner ou de continuer le contrat.

Du moment que le paiement des primes n'a pas diminué le gage des créanciers, ils seront sans droit sur le capital assuré qui ne sort pas du patrimoine du failli.

Une fois ce principe admis, il faut examiner quelques points de détails dans les deux genres d'assurances qui peuvent être souscrites : au profit du patrimoine ou au profit d'un tiers.

Assurance au profit du patrimoine.

Les primes d'une pareille assurance peuvent être payées de deux façons d'après l'intérêt que peut trouver ou non la masse au maintien du contrat. Si la faillite continue à son compte l'assurance, il devient indifférent de chercher l'origine des deniers qui ont servi à l'acquittement de la prime.

Si au contraire la faillite se désintéresse du contrat le souscripteur ne pourra acquitter les primes qu'avec des deniers qui lui restent personnels, comme on l'a

montré plus haut. Lui étant certainement très difficile de continuer le paiement, qu'advient-il de l'assurance le jour où il refusera à payer la prime ?

D'après l'article 75 le paiement des primes n'étant pas obligatoire, il est décidé dans le troisième alinéa que : « dans les contrats d'assurances en cas de décès, faits pour la durée entière de la vie de l'assuré, sans conditions de survie, et dans tous les contrats où les sommes ou rentes assurées sont payables après un certain nombre d'années, le défaut de paiement ne peut avoir pour effet que la réduction du capital ou de la rente assurés nonobstant toute convention contraire, pourvu qu'il ait été payé au moins trois primes annuelles ».

Par conséquent, la suite du non-paiement des primes sera la réduction. Cependant l'assuré a encore le droit d'exercer le rachat. Le syndic est sans droit sur l'option et l'attitude qu'entendra prendre le failli. La loi du 13 juillet 1930 fait du rachat un droit personnel et les créanciers ne pourront être admis à l'exercer. Même avant la nouvelle loi la jurisprudence dans des arrêts fortement motivés n'accordait pas aux créanciers le droit d'exercer le rachat.

Ainsi la Cour de Rouen dans son arrêt du 18 janvier 1884 (1) décide : « Le droit d'option entre la réduction et le rachat d'une assurance sur la vie est un droit exclusivement attaché à la personne de l'assuré que ne peuvent exercer ni ses créanciers ni même le syndic de la faillite ou son liquidateur judiciaire ».

Dans la note au Dalloz sous cet arrêt, M. Dupuich

(1) Rouen, 18 janvier 1884, S. 36.2.225, note Lyon-Caen ; D. P. 95.1. 153, note Dupuich.

avant de le discuter dit : « si l'assuré n'avait, en vertu de la police, d'autres droits que d'exiger le paiement immédiat de sa réserve, et si d'autre part la valeur de cette réserve était conventionnellement déterminée par la police, rien n'empêcherait les créanciers d'exiger en son lieu et place qu'elle leur fut payée, c'est-à-dire d'exiger le rachat. Il s'agirait là en effet purement et simplement d'un droit pécuniaire, d'une créance née et actuelle dont l'article 1166 c. civ. confère expressément l'exercice aux créanciers ».

Il pourrait en résulter, depuis l'existence de l'article 75 de la nouvelle loi une objection en faveur des créanciers qui tendrait à leur accorder le droit d'exercer le rachat. Cette objection se baserait sur le premier alinéa de l'article 75 : « les conditions de la réduction doivent être indiquées dans la police de manière que l'assuré puisse à toute époque connaître la somme à laquelle l'assurance sera réduite en cas de cessation de paiement ».

A l'époque où écrit M. Dupuich, et il le dit lui-même, les polices ne déterminaient pas à l'avance le montant du rachat, malgré qu'elles avaient commencé par le faire.

D'après ce que dit M. Dupuich, maintenant que d'après l'article 75 premier alinéa la valeur de rachat sera toujours connue à l'avance, parce que la police doit la fixer pour toutes les époques où elle pourrait être réclamée, il en résulterait que les créanciers auraient le droit d'exercer le rachat, au nom de leur débiteur, et cela en vertu de l'article 1166 c. civ. Si par la cessation du paiement des primes, le seul droit qui naîtrait de l'ancienne assurance était le rachat, c'est-à-dire si ce

contrat par la condition *non adimpleti contractus* prendrait fin et se résoudrait forcément par le paiement de la valeur de rachat à l'assuré par l'assureur, cette valeur ferait certainement partie de l'actif de la masse de la faillite.

Mais dans ce cas puisque l'assureur ne pourrait garder la réserve, car ce serait s'enrichir sans cause, et que par conséquent le paiement de la valeur de rachat serait forcée, se produirait par le mécanisme de l'assurance, il n'y a aucune difficulté à accorder aux créanciers le droit de demander ce paiement.

Mais les choses ne se passent pas ainsi. Le souscripteur a une option à faire entre le paiement immédiat de la valeur de rachat et la continuation de l'assurance réduite qui sera payée à sa mort seulement. C'est cette option qui constitue un droit tout personnel que les créanciers ne peuvent exercer à la place de leur débiteur. Par conséquent le premier alinéa de l'article 75 et son application par les Compagnies d'assurances n'empêchera pas moins les créanciers à exercer le rachat.

Cela est conforme à ce qu'écrivait Larombière (1) c'est « que les pures facultés, par leur nature même ne peuvent constituer aucune sorte de gage pour la sûreté des créances. Les créanciers ont pu sans doute compter sur leur exercice de la part du débiteur, dans l'intérêt de leur gage commun ; mais ils n'ont dû y penser que comme une éventualité dont la réalisation est entièrement dépendante de sa seule volonté ».

Il y a eu cependant plus tard un arrêt de la Cour de cassation du 8 avril 1895 qui a décidé que le syndic pourrait exercer le rachat à la place du failli. Mais cette

(1) LAROMBIÈRE. Théorie et pratique des obligations, art. 1066, n° 18.

décision est explicable car la cour de Paris en excluant le droit du syndic s'était basée sur « un critérium inexact » comme dit M. Dupuich (1) car elle disait : « que ce droit portant sur l'attribution ou l'emploi d'une somme d'argent, ne peut être assimilé à un droit civil ou de famille, spécialement attaché à la personne ». La Cour de cassation ne pouvait admettre ce critérium, puisque d'autres droits portant sur des sommes d'argent ou aliments, à l'acceptation d'une donation, sont pourtant attachés à la personne.

L'assuré pourra-t-il après le jugement de déclaration de la faillite faire une attribution du bénéfice de l'assurance ? Puisque le failli peut contracter, mais nous avons dit avec quelles ressources, une nouvelle assurance au profit d'un tiers, il apparaît qu'il pourra désigner un tiers comme bénéficiaire de l'assurance qu'il avait antérieurement contractée. Ce droit il le tient de la police qu'il a souscrite. L'assuré garde implicitement mais nécessairement le droit de désigner un bénéficiaire et le droit de celui-ci rétroagira au jour de la signature du contrat d'assurance. Le capital assuré n'aura jamais fait partie du patrimoine de l'assuré. Puisque pendant la vie de l'assuré le syndic ne peut exercer aucun droit sur l'assurance il ne pourra pas non plus s'opposer à la désignation du bénéficiaire. Si la mort de l'assuré survient pendant la faillite on verra plus loin quels seront les droits des créanciers sur les primes payées par le failli.

La quote-part que le souscripteur toucherait dans la répartition des bénéfices appartiendra à la masse de la faillite.

(2) Note Dupuich sous Cass. 8 avril 1895, D. P. 95.1.441.

Assurance au profit d'un tiers.

Le droit du failli de souscrire une police au profit d'un tiers, même à titre gratuit est universellement admis par la jurisprudence (1). Le syndic ne pourra intervenir que si l'acte a été souscrit en fraude, si une somme a été prise sur le gage des créanciers, pour servir à l'acquittement des primes. Pour la somme qui sera due par l'assureur comme participation aux bénéfices, il y a des distinctions à faire : si cette somme doit augmenter le capital assuré, elle appartiendra au bénéficiaire ; si c'est un versement en espèces qui est fait au souscripteur, c'est la faillite de ce dernier qui en profitera.

Quant à l'exercice du rachat il faut d'abord dire qu'une fois que le tiers bénéficiaire aura accepté l'attribution qui lui est faite, le souscripteur ne peut plus exercer le rachat ; par conséquent, tout droit des créanciers à demander le rachat est exclu.

Mais si le bénéficiaire n'a pas encore accepté, l'exclusion du droit des créanciers est ainsi motivé par M. Dupuich (2) : « il y aurait même une raison de plus à ajouter (3) c'est que dans ce cas il y a de la part de l'assuré au profit du bénéficiaire l'offre, sinon d'une donation proprement dite appauvrissant l'assuré, au moins d'une stipulation avantageuse enrichissant le tiers bénéficiaire. Or la révocation d'une telle offre (et le rachat ne serait pas autre chose) est, de sa nature, une faculté personnelle, laquelle ne peut être octroyée aux créanciers du stipulant, qui l'exerceraient uniquement dans leur in-

(1) Cass., 27 mars 1888, S. 88.1.121 D. 88.1.193 ; Bordeaux, 21 mai 1885, S. 86.2.38, D. 88.1.198 ; Nancy, 17 janvier 1889, D. 89.2.153. ; Douai, 14 mars 1895, J. A., 1895.344 ; Caen, 14 mars 1876, S. 77.2.332, D. 77.2.131.

(2) DUPUICH, note, D. 95.2.153.

(3) Après celles que nous avons montrées plus haut pour éviter le rachat par le syndic en cas d'assurance au profit du patrimoine

térêt pécuniaire, et non pour les motifs que le stipulant aurait pu avoir ».

Si le souscripteur exerce le rachat cette valeur appartiendra aux créanciers. Quant au droit du bénéficiaire qu'il tient de la stipulation faite à son profit d'après les règles de l'art. 1121 c. civ. il ne sera en rien atteint par la faillite du souscripteur ; le syndic ne pourrait s'opposer à ce qu'il accepte le bénéfice de l'assurance. L'article 64 de la loi des assurances dans son second alinéa adopte cette solution : « tant que l'acceptation, dit cet alinéa, n'a point eu lieu le droit de révoquer cette stipulation n'appartient qu'au stipulant et ne peut en conséquence être exercée de son vivant par ses créanciers ni par ses représentants légaux ».

B. Après la mort de l'assuré.

Il faut également distinguer, pour examiner le droit des créanciers après la mort de l'assuré, les différentes assurances qui ont pu être souscrites par celui-ci.

a) Assurance au profit du patrimoine.

Avant la loi de 1930 le droit des créanciers pouvait plus souvent s'exercer parce que la désignation du tiers bénéficiaire devait être plus précise, celui-ci devant être mieux défini. Ainsi, tombait dans la succession de l'assuré l'attribution faite dans les termes « à mes héritiers ou ayants cause » ou « au profit des enfants nés et à naître » et les créanciers pouvaient dans ce cas comprendre le montant de l'assurance dans leur gage.

Depuis la loi du 13 juillet 1930 le droit des créanciers s'est trouvé restreint par l'élargissement de la possibilité de considérer le tiers bénéficiaire comme étant suffisamment déterminé. Ainsi pour les deux exemples que nous avons donnés, l'article 63 décide dans son second alinéa

que : est considérée comme faite au profit de bénéficiaires déterminés la stipulation par laquelle le contractant attribue le bénéfice de l'assurance, soit à la femme sans indication de nom, soit à ses enfants et descendants nés ou à naître, soit à ses héritiers, sans qu'il soit nécessaire d'inscrire leurs noms dans la police ou dans tout autre acte ultérieur, contenant attribution du capital assuré ».

Et la loi a encore facilité la désignation du bénéficiaire en décidant que « cette désignation ou cette substitution se fait soit par testament, soit entre vifs, par voie d'avenant ou en remplissant les formalités édictées par l'art. 1690 du c. civ. ou quand la police est à ordre, par voie d'endossement » (1).

Le capital fera encore partie de la succession de l'assuré et du gage des créanciers par conséquent, si le tiers bénéficiaire a refusé le bénéfice du contrat et dans ce cas l'assurance sera considérée comme étant régie par l'article 1122 c. civ.

Si l'assuré meurt avant l'acceptation du bénéficiaire, l'article 64 loi des assurances, troisième alinéa, donne aux héritiers le droit de révoquer l'attribution, mais « ce droit de révocation ne peut être exercé après la mort du stipulant par ses héritiers, qu'après l'exigibilité de la somme assurée et au plus tôt trois mois après que le bénéficiaire de l'assurance a été mis en demeure par acte extra-judiciaire, d'avoir à déclarer s'il accepte ».

Pourquoi la loi ne parle-t-elle que des héritiers, tandis que, dans l'alinéa précédent, qui a été cité plus haut, l'article parle des héritiers et des créanciers ?

(1) La jurisprudence, antérieure à la loi, quant à l'acte qui peut contenir l'attribution du bénéfice, a été examinée dans la Première Partie de notre thèse.

On remarque une autre différence entre les héritiers et le souscripteur, ce dernier pour révoquer n'ayant pas besoin de mettre en demeure le bénéficiaire qu'il avait désigné tandis que cette formalité est imposée aux héritiers. C'est prouver encore le caractère tout personnel que la loi reconnaît à la révocation.

Mais le troisième alinéa de l'art. 64 veut-il dire que (les créanciers ne pourront pas mettre également en demeure le bénéficiaire à avoir à se prononcer sur son attitude ? Nous croyons que ce droit doit leur être reconnu car la masse de la faillite doit contenir tous les biens sur lesquels les créanciers peuvent compter et ils doivent connaître ces biens. L'acceptation de l'attribution du bénéfice de l'assurance ne saurait rester en suspens, et si les héritiers négligent de mettre en demeure le bénéficiaire le syndic agira à leur place.

b) Assurance au profit d'un tiers déterminé.

1° Tiers quelconque.

Le droit direct, personnel et exclusif du tiers bénéficiaire se trouvera consolidé et rendu irrévocable par son acceptation, qui peut intervenir même après la mise en faillite du souscripteur.

Pendant de longues années la jurisprudence refusait en cas de faillite de faire application de l'article 1121 c. civ. et appliquait au contraire l'article 446 c. comm. (1) Les auteurs également, considérant que le souscripteur acquiert pour lui-même l'assurance, et la transmet ensuite au tiers, donnaient aux créanciers le droit de faire revenir à la masse, en vertu de l'article 446 c. com. le capital assuré.

(1) Alger, 15 juin 1878, S. 79.2.292 ; D. P. 78.2.116 ; Besançon, 27 mars 1876, S. 77.2.132 ; Lyon, 9 avril 1878, D. P. 79.2.158 ; Cass. 2 mars 1881, S. 81.1.145.

MM. Lyon-Caen et L. Renault écrivaient (1) « le failli, titulaire d'une police d'assurance sur la vie, la cède à titre gratuit, la cession tombe sans difficulté sous le coup de l'art. 446 : Grenoble 2 février 1882 (2).

Il sera utile de prononcer la nullité de la cession même au cas où le failli vivrait encore, parce qu'il pourrait y avoir grand intérêt pour la faillite à se réserver le droit de toucher le capital assuré au cas de décès ; le syndic acquittera les primes en vue de conserver le bénéfice de l'assurance (3).

Boistel adopte le même système : « les donations, dit-il, n'étant parfaites que par l'acceptation, art. 932, il faut que pour qu'elles ne tombent pas sous le coup de notre article 446, qu'elles aient été non seulement offertes mais acceptées avant les dix jours » (4).

Fey traitant de l'assurance contractée au profit d'un tiers écrit (5) : « Si cette assurance a été contractée au profit d'un tiers le bénéfice échappe à ce dernier et doit être attribué à la masse par l'application de l'article 446 du Code de commerce ».

Fey exclut cependant l'application de l'art. 446 si les primes « ont été payées au moyen de ressources échappant à l'action de ses créanciers, par exemple au moyen d'une pension alimentaire à lui léguée ».

La jurisprudence devait cependant finir par reconnaître l'erreur qu'elle faisait en décomposant l'opération en deux contrats successifs. La Cour de cassation marqua le commencement de la doctrine nouvelle dans l'arrêt

(1) LYON-CAEN et L. RENAULT. Précis de dr. com. p. 704 note 1.

(2) Grenoble, 2 février 1882, D. 82.2.242.

(3) Cf. Paris, 5 mars 1873, S. 73.2.109.

(4) BOISTEL. Précis de dr. com., n° 944, note I.

(5) FEY. Code des assurances sur la vie, p. 204, n° 129.

du 2 juillet 1884 (1) qui décidait que le capital assuré n'a jamais fait partie du patrimoine du souscripteur. Le 16 janvier 1888 (2) continuant l'évolution elle décida que la stipulation au profit du tiers lui confère son droit du jour du contrat et enfin le 27 mars 1888 (3) elle dénia au syndic le droit de réclamer pour la masse le bénéfice de l'assurance qui n'appartient qu'au tiers désigné (4).

La loi du 13 juillet 1930 faisant application du principe admis par la jurisprudence, que la masse des créanciers n'aura droit qu'aux primes et cela « selon les circonstances », décide dans son article 69 que : « Le capital assuré au profit d'un bénéficiaire déterminé ne peut être réclaté par les créanciers de l'assuré ».

« Ces derniers ont seulement droit au remboursement des primes dans le cas indiqué par l'article 68, deuxième alinéa ci-dessus, en vertu soit de l'art. 1167 du Code civil, soit des articles 446 et 447 du Code de commerce ».

C'est là l'ancien article 61 du projet de loi, se référant à l'article 60 dont la définition des primes rapportables et réductibles est passée dans l'article 68 second alinéa et qui maintenant détermine les « circonstances » où les primes seront rapportables et où, en vertu de l'art. 69 les créanciers auront le droit de les réclamer au bénéficiaire.

D'après la loi nouvelle les créanciers ne pourront agir qu'en cas de fraude se servant alors de l'article 1167 c.

(1) Cass. 2 juillet 1884, S. 85.1.5., D. P. 85.1.150.

(2) Cass., 16 jan. 1888, S. 88.1.121, D. P. 88.1.77.

(3) Cass. 27 mars 1888, S. 88.1.121., D. P. 88.1.193.

(4) Ces arrêts ont été plus longuement examinés dans l'historique de la jurisprudence en matière de rapport et réduction.

civ. ou bien en usant des articles 446 et 447 c. com. que l'attribution soit à titre gratuit ou onéreux, s'il y a eu appauvrissement du patrimoine de leur débiteur, par les primes qui ont été payées.

Lorsque les primes seront exagérées, et pour leur déterminer ce caractère, les créanciers auront le droit d'investigation et de contrôle sur les revenus de l'assuré, le droit des créanciers portera sur la totalité de la prime et non pas seulement sur la partie qui dépasse les ressources du souscripteur et forme l'exagération.

Si le montant des primes dépasse le capital assuré le droit des créanciers se limitera à ce capital, le tiers bénéficiaire ne pouvant être obligé de leur payer plus qu'il n'a reçu lui-même.

2. Assurance au profit du conjoint.

Ayant déjà montré que la déclaration de faillite n'apporte aucun changement à l'attribution du bénéfice faite à un tiers étranger et la question qui se pose, dans le cas d'une assurance au profit du conjoint, ressortant des articles 559 et 564 du Code de commerce il faut dès maintenant exclure les genres d'assurances pour lesquelles la question ne se pose pas.

Ainsi seront exclues d'abord l'assurance contractée avant le mariage car elle est passée entre deux personnes étrangères, le mariage n'ayant pas d'effet rétroactif et le bénéficiaire tenant son droit du contrat, du jour de sa signature ; ensuite, le contrat signé au profit de la femme par un tiers autre que le mari ; et enfin l'assurance souscrite par la femme à son propre profit sur la tête du mari, celui-ci n'intervenant dans l'opération que pour la rendre valable.

Les articles 559 et 564 seront encore sans l'application

dans le cas d'une assurance souscrite par la femme commerçante, et qui fait faillite, sur sa tête au profit de son mari, cas d'ailleurs très rare. Les créanciers de l'assuré n'auront que l'action qui leur est accordée par l'article 69 de la nouvelle loi, pour obtenir le remboursement des primes dans le cas où elles sont bien trop élevées. Les articles 559 et 564 ne visent que les avantages que le mari commerçant fait à sa femme, et il faudra par conséquent examiner l'évolution de la jurisprudence et de la doctrine avant qu'elles ne soient parvenues à l'exclusion de ces deux articles quant à leur application au capital d'une assurance sur la vie souscrite par un mari commerçant au profit de sa femme, exclusion qui a reçu sa consécration dans l'art. 72 de la loi sur le contrat d'assurance.

D'après l'article 559 c. com. il est présumé que tous les biens que la femme a reçu de son mari ont été payés par lui sur ses deniers personnels, et, comme sanction, la femme est obligée de les rapporter à la masse.

Or il apparaît déjà que ce texte ne peut s'appliquer en matière d'assurance sur la vie, l'article 559 présumant une fraude, considère l'objet comme sortant du patrimoine du mari et appauvrissant par conséquent le gage des créanciers.

Dans l'assurance sur la vie, le bien dont s'enrichira la femme, le capital assuré, ne sort pas des biens du mari, et n'en a jamais fait partie, il sort du patrimoine de l'assureur et a appartenu à la femme, en vertu de l'attribution qui lui a été faite et qu'elle a acceptée, rétroactivement dès le jour du contrat.

L'article 559 présume le bien comme ayant appar-

tenu au mari, mais la preuve contraire, qu'il admet, ressort dans notre cas de la nature même de l'opération (1).

La question qui s'est posée à l'occasion de l'art. 72 de la loi, était celle de savoir si d'après les termes de l'article 559 qui décide que : « les biens acquis par la femme du failli sont présumés appartenir au mari et avoir été payés de ses deniers ; ils doivent être réunis à la masse de son actif, sauf la faculté laissée à la femme de rapporter la preuve contraire », il ne fallait pas dire que le bénéfice de l'assurance surtout en cas de vie appartient au mari qui de toute évidence a payé les primes et qu'en conséquence le montant de l'assurance doit être réuni à la masse (2).

L'article 72 a résolu la question par la négative et les travaux préparatoires en donnent l'explication suivante : « Ce texte (art. 559) suppose un contrat conclu par la femme et la présomption légale qu'il établit, reste sans application quand il s'agit du contrat passé par le mari avec stipulation au profit de la femme ».

Mais il y avait encore à résoudre la question de l'application de l'article 564 c. com. qui interdit à la femme de se prévaloir dans la faillite de son mari d'aucun avantage à elle consenti, par le mari, durant le mariage ou dans le contrat de mariage.

Il est évident qu'on devait aboutir à exclure l'application de cet article à l'assurance sur la vie souscrite par le mari au profit de sa femme, le jour où la jurisprudence a reconnu que le droit de celle-ci naissait du contrat, et que le capital assuré n'avait à aucun moment

(1) LEFORT, II, p. 452.

(2) Exp. d. motifs, Hémard annexe, n° 1544, p. 649, *J. Off.* Doc. Parle. Chambre 1926. Rapport Lafarge, annexe, 3316, p. 1173, *J. Off.*

figuré dans le patrimoine du mari, que par conséquent l'appauvrissement supposé par l'article 564 ne s'était pas produit dans le cas d'une police souscrite dans les termes de l'article 1121 c. civ.

L'art. 564 présume la fraude dont l'art. 1167 exige la preuve, mais cette fraude doit avoir comme résultat un préjudice, qui ne peut exister dans notre hypothèse. Comme dit Labbé (1) l'art. 564 suppose une opération qui diminuerait d'autant le gage des créanciers. Cela n'arrive pas dans le cas d'une assurance : « ce qui a été pris par l'assuré, non pas pour la femme, mais pour maintenir le contrat, c'est une somme peu importante, payable chaque année et à ce titre susceptible d'être prélevée sur les revenus dont il lui est loisible de disposer » (2) et par conséquent « le manque à gagner dont les créanciers pourraient se prévaloir ne pouvant être assimilé à un préjudice que suppose nécessairement l'article 564. Appliquer l'article 564, c'est vouloir rendre impossible l'assurance au profit de la femme d'un commerçant, c'est aller contre le but de l'assurance qui en pareille circonstance mériterait le nom d'assurance au profit des créanciers » (3).

La jurisprudence commença par reconnaître le droit direct de la femme bénéficiaire (4). Notamment l'arrêt de la Cour de cassation du 10 novembre 1879 (5) qui décidait que « les juges du fond peuvent déclarer, par une interprétation souveraine de la volonté des parties,

(1) LABBÉ, note S. 80.2.249.

(2) LEFORT, II, p. 454. Cf. conclusion de M. l'avocat gén., Chevrier à la Cour de Paris, S. 80.2.249 et s.

(3) LEFORT, II, p. 455.

(4) Paris, 7 mars 1870, J. A. 71.29 ; Caen, 14 mars 1876, D. P. 77.2.131 ; Cass. 10 novembre 1879, D. P. 80.1.175.

(5) Cass., 10 novembre 1879, D. P. 80.1.175.

que le bénéfice de l'assurance contractée par le souscripteur de la police sur sa propre vie au profit de son futur conjoint, n'a jamais appartenu qu'au bénéficiaire et par suite n'est pas entré dans la communauté légale ayant existé entre eux pendant leur mariage ».

Et comme conséquence de cette exclusion de la communauté et de la reconnaissance du droit direct la Cour suprême déclara : « que ces motifs excluent virtuellement et nécessairement l'application à la cause de l'article 559 c. com. ». Et par conséquent de l'article 564.

A partir de 1879 il y a eu un revirement dans la jurisprudence qui dans ses arrêts décida que le bénéfice de l'assurance devait revenir à la masse en cas de faillite (1), basé sur la fausse théorie du double contrat dont fait application la Cour de cassation dans son arrêt du 2 mars 1881 (2) lorsqu'elle décide que : « l'assuré qui stipule une somme payable lors de son décès à sa veuve, acquiert d'abord pour lui-même, puis transmet à sa femme à titre de donation conformément au principe des articles 1121 et 1973 c. civ., le droit au capital assuré ».

« En cas de faillite du mari la veuve perd le droit d'invoquer au détriment de la masse la libéralité qui lui a été faite. Ici s'applique l'article 564 c. com. lequel visant les avantages portés au contrat de mariage et à plus forte raison aux libéralités faites durant le mariage ».

Pressée par les critiques presque unanimes, la Cour de cassation devait abandonner ce système et inaugurer

(1) Paris, 1^{er} août 1876, S. 80.2.249. D. P. 81.1.401 ; Cass. 2 mars 1881, S. 81.1.145.

(2) Cass., 2 mars 1881, précité.

sa doctrine contraire par l'arrêt du 2 juillet 1884 (1) suivi des arrêts du 6 et 22 février 1888 (2) par lesquels la Cour arrivait à exclure l'application des articles 559 et 564 c. com. en matière d'assurance sur la vie souscrite par le mari au profit de sa femme.

Malgré la résistance de quelques tribunaux (3) la Cour de cassation persista dans cette voie et décide le 7 août 1888 (4) et le 23 juillet 1889 (5) que : « Le contrat d'assurance sur la vie par lequel un mari stipule que la Compagnie devra, lors de son décès payer l'indemnité convenue à sa femme, nominativement désignée dans la police confère à celle-ci le droit d'exiger ce paiement et cette somme n'ayant jamais fait partie du patrimoine du mari même au cas où celui-ci est tombé en faillite le syndic ne peut invoquer contre la femme les dispositions des articles 559 et 564 c. com. »

Cette solution sera applicable quel que soit le mode d'attribution du bénéfice que le mari ait employé. MM. Baleyrier et Capitant ont fait une étude approfondie de cette doctrine (6).

M. Lyon-Caen a motivé dans son rapport sur le projet de loi sur les assurances l'exclusion des articles 559 et 564 c. com. par le fait que leur application à l'assurance sur la vie était depuis longtemps abandonnée (7).

Dans l'article 72 de la loi du 13 juillet 1930, en harmonie avec l'art. 71, il est décidé que l'article 564 « doit être écarté parce que la stipulation du versement du

(1) Cass. 2 juillet 1884, précité.

(2) Cass. 6 et 22 février 1888, précités.

(3) Amiens, 8 mars 1888, S. 88.2.177. D. P. 90.1.383. Amiens, 11 janvier 1889, S. 90.2.5 ; D. P. 91.2.9.

(4) Cas., 7 août 1888, S. 89.1.97. D. P. 89.1.118.

(5) Cass., 23 juillet 1889, S. 90.1.5. D. P. 90.1.383.

(6) Baleyrier et Capitant, Livre du Centenaire, p. 549.

(7) Lyon-Caen, Rapport, précité, art. 63 du projet.

capital assuré à la femme ne constitue pas un avantage ni une libéralité proprement dite, le capital assuré n'ayant jamais appartenu au mari (1).

Voici l'article 72 de la loi : « les articles 559 et 564 du Code de commerce concernant les droits de la femme du failli sont sans application en cas d'assurance sur la vie contractée par un commerçant au profit de sa femme ».

Comme on peut voir cet article reste muet sur le droit des créanciers sur les primes et étant donné que la loi chaque fois qu'elle a entendu conférer un droit sur le montant des primes a pris soin de le dire, comme dans les articles 68 et 69 concernant précisément le droit des créanciers, et 71, il peut sembler qu'elle a voulu exclure l'application de l'art 564 aux primes également. L'intérêt des créanciers est considérable quant à l'interprétation de ce silence, car l'article 564 joue sur la simple preuve d'une libéralité ce qui ne suffit pas pour invoquer les articles 1167 c. civ. et 446 et 447 c. com. surtout pour les primes payées par le mari encore *in bonis*.

S'il faut reconnaître que la loi exclut l'application de l'art. 564 aux libéralités portant sur les primes « cela serait peut-être exagéré comme le dit M. André Trasbot dans son commentaire (2).

Dans différents pays le droit des créanciers a été limité :

Belgique. Pendant la période suspecte il est interdit à l'assuré de céder gratuitement à un tiers déterminé le bénéfice d'un contrat conclu au profit de lui-même, de ses héritiers ou de ses ayants cause ; pareil transport

(1) Exp. d. motifs. Hémard précité, Lafarge, rapport, précité.

(2) TRASBOT. A. Commentaire. D. P. 1931.4.39, art. 72.

est nul en vertu de l'article 445 paragraphe 2 de la loi du 18 avril 1851. V. Van Eeckhout, Assurances terrestres, n° 239.

Italie. Les créanciers ne pourront exercer leurs droits que sur le montant des primes rapportables à la succession, ou payées en fraude, art. 453 c. com. ancien.

Roumanie. Le troisième alinéa de l'article 87 réglemente le droit des créanciers : « Si l'assurance a été conclue en faveur d'un tiers au détriment des droits des créanciers du contractant, ceux-ci peuvent attaquer l'assurance en conformité des normes du droit commun, mais seulement dans la mesure des primes payées ».

Suède. L'alinéa second de l'article 116 de la loi sur le contrat d'assurance décide que : « lorsque le droit en vertu du contrat d'assurance peut être saisi et si le bénéficiaire a été désigné sans que le preneur d'assurance se soit obligé vis-à-vis du bénéficiaire à maintenir la désignation, les créanciers du preneur de l'assurance auront, après la mort de celui-ci, lorsque leurs créances ne pourront être remboursées sur la succession, le même droit à la somme assurée que les dits créanciers eussent eu si cette somme avait été allouée au bénéficiaire par testament ».

Suisse. Une situation spéciale est créée en Suisse à la femme et aux enfants de l'assuré, la loi suisse sur le contrat d'assurance ayant voulu créer une situation favorisée à ceux-ci. L'article 80 de la loi décide que : « lorsque le preneur d'assurance a désigné comme bénéficiaire son conjoint ou ses descendants, le droit qui découle de la désignation du bénéficiaire et celui du preneur ne sont pas soumis à l'exécution forcée au pro-

fit des créanciers du preneur, sous réserve toutefois des droits de gage existants ».

Pour que le droit du bénéficiaire échappe aux prétentions des créanciers il faut, en principe, que l'attribution soit irrévocable d'après les prescriptions de l'article 77 et 79. Cette condition n'est plus exigée lorsque c'est la femme ou les enfants qui sont les bénéficiaires de l'assurance.

Mais une décision plus importante encore est contenue dans l'article 86. L'assuré seul, si l'assurance a été souscrite à son profit et à cause du caractère personnel des droits résultants de l'assurance vie, doit décider si en cas de faillite ou de saisie, l'assurance doit être maintenue. L'article 86 donne le droit au conjoint et aux descendants d'obtenir avec le consentement de l'assuré, la cession de la police et dans ce cas ils doivent verser aux créanciers la valeur de rachat. La famille peut ainsi conserver une ressource malgré la faillite de son chef (Cosmano-Dumanoir, *op. cit.* p. 93).

La loi française du 13 juillet 1903 a élargi la possibilité du maintien de la police en décidant dans l'article 74 que « tout intéressé peut se substituer au contractant pour payer les primes ».

QUATRIEME PARTIE

RÉVOCATION DE L'ATTRIBUTION A TITRE GRATUIT DU BÉNÉFICE D'UNE ASSURANCE SUR LA VIE, APRÈS L'ACCEPTATION DU TIERS BÉNÉFICIAIRE.

Faut-il appliquer les règles du Code civil en matière de révocation, à la révocation d'une attribution, faite à titre gratuit, du bénéfice d'une assurance sur la vie ?

Que l'attribution puisse être à titre gratuit, l'article 64 de la loi du 13 juillet 1930 le reconnaît formellement. La nature de l'opération est celle d'une stipulation pour autrui faite à titre de donation et à ce genre de donations indirectes, les règles de fond des donations entre vifs et par conséquent celles de la révocation, sont applicables.

Il semblerait dès lors que ces règles devraient également trouver leur application dans le cas de l'attribution gratuite du bénéfice d'une assurance sur la vie.

Il y a cependant deux difficultés qui se dressent contre cette assimilation, l'une de la nature de l'opération et la seconde de la loi du 13 juillet 1930.

A. La première difficulté vient de la nature de l'opération que réalise une assurance sur la vie l'objet de la donation ne passant pas du patrimoine de l'assuré dans celui du bénéficiaire et en plus, l'appauvrissement du sous-

cripteur n'étant pas égal à l'enrichissement que réalise le bénéficiaire, qui d'ailleurs tant que l'assuré est en vie n'aura aucun profit.

Pour révoquer il faut connaître l'objet de la donation. Or ici l'objet de la donation, qui ne peut être autre que le montant des primes versées par le souscripteur à la Compagnie, ne peut plus jamais rentrer dans le patrimoine du donateur, les primes sont définitivement perdues pour lui et lorsqu'il peut exercer le rachat pour obtenir sa valeur, la question des cas spéciaux de révocation ne se pose pas puisque pour exercer le rachat il ne doit pas y avoir attribution acceptée.

Le capital assuré ne peut non plus constituer l'objet de la donation, puisqu'il ne sort pas des biens du donateur.

Sur quoi donc doit porter la révocation ? Pour trouver la solution il faut se placer par hypothèse, dans le cas d'une révocation consommée et voir ce qui est alors rentré dans le patrimoine du souscripteur. Il est évident que le patrimoine de celui-ci acquiert le droit au capital assuré. Cela ne veut pas dire que c'est ce capital qui formait l'objet de la donation qui est révoquée. Mais le résultat forcé de la révocation de l'attribution du bénéfice d'une assurance sur la vie est le retour de ce bénéfice au patrimoine du souscripteur qui s'enrichira du capital assuré au jour du décès de l'assuré.

A moins de contester tout droit de révocation ce résultat ne peut être évité. Evidemment dans la théorie qui voyait l'objet de la donation que réalise ce genre d'assurance, dans la valeur de rachat, le raisonnement aurait été le suivant : puisque par la révocation, le seul droit qui naît immédiatement au profit du donateur est

celui d'exercer le rachat, c'est cette valeur qui doit être considérée comme formant l'objet de la donation. Cependant si la valeur de rachat est bien une partie de ce qui est sorti du patrimoine du souscripteur, elle n'en est qu'une faible partie et non le tout.

En continuant à chercher ainsi l'objet de la donation, pour admettre ensuite la révocation, aucun résultat n'est possible à atteindre, puisqu'il est bien certain que la valeur qui est sortie du patrimoine du souscripteur, le montant des primes ne peut plus jamais lui être rendu en tant que montant des primes et par celui qui les a touchées.

Mais n'existe-t-il aucun moyen de lui rendre ce dont il s'est appauvri, ou du moins à le rendre après sa mort à sa succession ?

Et voilà que se justifie la nécessité d'admettre la révocation de l'attribution du bénéfice, puisque ayant pour résultat de faire rentrer dans le patrimoine du donateur le droit au capital assuré, c'est le seul moyen d'y faire rentrer l'objet de la donation, les primes entières.

On pourrait objecter qu'il suffirait alors de soumettre le tiers bénéficiaire se trouvant dans l'un des cas où la révocation des donations entre vifs est admise en droit commun, à l'obligation du rapport des primes. Mais la révocation ayant un caractère de pénalité ne doit laisser au donataire aucun avantage. Et la révocation est un droit qui appartient au donateur, qu'il doit pouvoir exercer lui-même pendant sa vie.

Quant à l'utilité que le souscripteur peut trouver dans le droit de révocation qui lui serait accordé d'après la réglementation des articles 953 et suivants du Code civil, elle apparaît également. Le souscripteur a toujours

un moyen de révocation qui lui est accordé par l'art. 75 de la loi du 13 juillet 1930, qui définit le paiement des primes comme étant facultatif. Par conséquent, il peut révoquer en ne payant plus les primes. Seulement cela a un grand désavantage pour lui, puisque ayant attribué le bénéfice de l'assurance à un tiers et ce bénéficiaire ayant accepté, les primes qu'il a payées seront complètement perdues pour lui, il ne pourra même plus exercer le rachat.

Mais plus encore, si le souscripteur ne paye plus les primes, non pas à cause de l'impossibilité où il se trouve de faire face à cette obligation, c'est-à-dire de son état pécuniaire, mais à cause de la conduite que le bénéficiaire a envers lui, il ne pourra pas empêcher ce bénéficiaire de réaliser tout de même un gain, puisque c'est lui qui touchera le capital réduit, bien entendu si trois primes annuelles ont été payées.

D'ailleurs même si une ou deux primes annuelles seulement ont été payées est-il juste qu'elles soient complètement perdues pour le souscripteur qui pour ne plus accorder aucun avantage au bénéficiaire, et ne pouvant révoquer, ne peut qu'abandonner le contrat ?

On voit qu'il est absolument nécessaire d'admettre dans le cas d'une attribution à titre gratuit du bénéfice d'une assurance sur la vie la révocation de cette attribution dans les différents cas admis par le droit commun pour la révocation des donations entre vifs, même après l'acceptation du tiers bénéficiaire.

B. La seconde difficulté, disions-nous, naît de la loi du 13 juillet 1930. En vérité le seul article qui parle de révocation, l'article 79, décide que : « Le contrat d'assu-

rance cesse d'avoir effet quand le bénéficiaire a occasionné volontairement la mort de l'assuré ».

« Le montant de la réserve doit être versé par l'assureur aux héritiers ou ayants cause du contractant, si les primes ont été payées pendant trois ans au moins ».

« En cas de simple tentative, le contractant a le droit de révoquer l'attribution du bénéfice de l'assurance, même si l'auteur de cette tentative avait déjà accepté le bénéfice de la stipulation faite à son profit ».

Si la loi avait spécifié que cet article ne s'applique qu'en cas d'attribution du bénéfice faite à titre onéreux, il n'y aurait pas eu de difficulté quant à l'attribution gratuite, mais l'article 79 s'applique aussi bien dans le cas d'une attribution gratuite que dans celui d'une attribution à titre onéreux. Le cas d'homicide de l'assuré par le bénéficiaire rentre certainement dans les dispositions de l'article 955 du Code civil, si l'attribution a été gratuite.

Et l'on commence à douter que la loi ait voulu faire application des règles du droit commun en matière de révocation des donations et qu'elle laisse la possibilité de les invoquer.

Des trois cas d'ingratitude admis par l'article 955 c. civ. le premier est certainement le plus grave. Si le donataire a attenté à la vie du donateur, si l'on appliquait les règles du Code civil à notre cas, il est évident qu'il faudrait décider que le bénéfice de l'assurance reviendra à la succession, aux héritiers. Si la loi ne voulait pas faire de son article 79 un cas de révocation de droit elle n'avait qu'à laisser aux héritiers la possibilité d'intenter l'action révocatrice en vertu de l'article 957, aux

termes duquel : « La demande en révocation pour cause d'ingratitude devra être formée dans l'année, à compter du jour du délit imputé par le donateur au donataire, ou du jour que le délit aura pu être connu par le donateur.

Cette révocation ne pourra être demandée par le donateur contre les héritiers du donateur ni par les héritiers du donateur contre le donataire à moins que, dans ce dernier cas l'action n'ait été intentée par le donateur ou qu'il ne soit décédé dans l'année du délit ».

Par conséquent, si l'attentat du donataire provoque la mort du donateur, d'après le droit commun les héritiers de ce dernier auront le moyen de révoquer la donation grâce au second alinéa de l'article 957 *in fine*. D'après le même principe cette action est accordée par l'art. 1046 c. civ. aux héritiers pour la révocation des dispositions testamentaires.

La loi a reconnu à l'intention primitive du souscripteur, celle qui l'a déterminé à faire l'attribution du bénéfice, une portée que celui-ci n'entendait certainement pas lui donner. Puisque l'assuré est mort et qu'il ne peut plus exprimer son intention de révoquer, faculté que lui accorde le troisième alinéa de l'art. 79, la loi n'ose pas présumer cette intention et, à défaut de pouvoir choisir un autre tiers bénéficiaire, faire d'elle-même attribution du bénéfice aux héritiers ou ayants cause, et comme l'ordre public la forçait, d'autre part, à ne pas laisser jouir le tiers meurtrier du bénéfice de l'assurance, la loi a préféré décider que « le contrat d'assurance cesse d'avoir effet.

Il est normal que la loi attribue la réserve à la suc-

cession de l'assuré puisque l'assureur ne saurait la garder sans réaliser un enrichissement sans cause et qu'il n'y avait personne d'autre à qui l'attribuer. Mais du second alinéa de l'art. 79 il résulte encore que la loi considère que l'objet de la donation est le montant des primes, et la révocation ne pouvant porter sur leur totalité, les héritiers doivent se contenter de ce qu'ils en peuvent récupérer, de la réserve.

Il devient évident que dans le seul cas de révocation dont parle la loi, les règles du droit commun ne sont pas appliquées à l'attribution du bénéfice consenti à titre gratuit, la possibilité de la révoquer n'étant pas reconnue aux héritiers. Le droit accordé au contractant dans le troisième alinéa apparaît alors comme une exception car il ne nous semble pas que la jurisprudence, devant cet article, puisse admettre l'action en révocation pour les autres cas prévus par le code civil.

Les héritiers d'un assuré, tué par le bénéficiaire, sont traités plus mal que ceux d'un suicidé. En vérité l'article 62 de la loi, décide : « l'assurance en cas de décès est de nul effet si l'assuré se donne volontairement la mort. Toutefois l'assureur doit payer aux ayants droit une somme égale au montant de la réserve, nonobstant toute convention contraire ».

« Toute police contenant une clause par laquelle l'assureur s'engage à payer la somme assurée même en cas de suicide volontaire et conscient de l'assuré, ne peut produire effet que passé un délai de deux ans après la conclusion du contrat ».

« La preuve du suicide de l'assuré incombe à l'assu-

reur, celle de l'inconscience de l'assuré au bénéficiaire de l'assurance ».

Que ressort-il de la comparaison de l'article 62 et 79 de la loi ?

Pour que les héritiers d'un assuré assassiné par le bénéficiaire touchent le montant de la réserve il faut que trois primes annuelles aient été payées, tandis que pour que ceux d'un suicidé touche la réserve, la loi ne met pas de condition. Il est rare, c'est vrai qu'une réserve puisse être constituée avant ces trois années, mais cela dépend surtout de l'importance des primes payées.

Et voilà qui est mieux : aux héritiers du suicidé il reste la possibilité de faire la preuve de l'état d'inconscience dans lequel se trouvait l'assuré au moment du suicide, état qui existe souvent dans cette circonstance. Et il faut encore ajouter que les polices contiennent d'habitude une clause par laquelle la Compagnie s'engage à payer le capital même en cas de suicide de l'assuré, évidemment en respectant le troisième alinéa de l'art. 62 de la loi.

Ce qui fait que en vertu des articles 62 et 79, tandis que les héritiers d'un suicidé touchent intégralement le montant de l'assurance, ceux d'un assuré assassiné par le bénéficiaire commencent à peine à avoir droit au versement à leur profit du montant, assez réduit de la réserve.

Si nous avons comparé ces deux articles, 62 et 79, c'est nous le répétons, qu'il nous a paru injuste de voir plus favorisés les héritiers d'un assuré qui se suicide, en sachant qu'il fait acquérir le capital assuré à ses héritiers, que ceux d'un assuré lâchement assassiné, qui, s'il

avait pu prévoir l'acte du bénéficiaire qu'il désigne, aurait sûrement stipulé au profit de sa succession.

D'ailleurs s'il avait survécu il aurait certainement usé du droit que lui donne l'article 79 dernier alinéa, et il aurait révoqué l'attribution du bénéfice qu'il avait faite.

Une loi qui, comme celle du 13 juillet 1930, respecte l'intention du stipulant jusqu'à baser certaines des solutions qu'elle consacre, et des plus importantes, sur cette intention présumée, aurait dû donner aux héritiers du défunt l'action de l'article 957 du Code civil pour leur permettre de révoquer l'attribution du bénéfice, comme l'aurait fait l'assuré lui-même et de faire entrer dans la succession le capital entier de l'assurance.

Ce serait, nous le répétons, respecter l'intention du souscripteur qui aurait certainement préféré ses héritiers au tiers meurtrier.

Etant donné que la loi donne à l'assuré le droit de révoquer l'attribution du bénéfice sans avoir besoin de s'adresser à la justice, elle aurait peut-être pu faire de cette cause de révocation, le meurtre de l'assuré-donateur par le bénéficiaire-donataire, un cas de révocation de plein droit, au profit des héritiers, sans que ceux-ci dussent encore intenter l'action en révocation.

Nous considérons par conséquent, la solution de la loi du 13 juillet 1930 insuffisante, pour l'unique cas de révocation qu'elle a prévu dans son article 79, et comme mettant obstacle à l'admission des autres cas de révocation du droit commun.

D'ailleurs dans l'art. 995 du Code commercial ture dont le chapitre XIII forme la loi turque sur le contrat d'assurance il est décidé que : « le bénéficiaire de l'assurance est condamné comme auteur ou complice de

l'assassinat commis sur la personne de l'assuré, il ne pourra bénéficier de l'assurance, et la somme assurée revenant au condamné revient à la succession de la victime ». Cette solution est parfaitement en accord avec les principes du droit commun en matière de donations (1). Il peut cependant paraître assez curieux qu'elle ait été adoptée par la loi turque étant donné que celle-ci fait porter le rapport et la réduction sur la valeur de rachat, et il aurait été normal qu'elle accorde à la succession également cette valeur. Solution qui ne pourrait se justifier en droit français mais qui serait en parfait accord avec les articles 456 et 509 du c. civ. turc. Si la loi turque a préféré faire rentrer dans la succession le montant entier de l'assurance, c'est que le législateur a compris que la révocation doit porter sur l'attribution du bénéfice et que ce bénéfice entier doit entrer dans le patrimoine du défunt.

D'autant plus la loi française qui considère, lorsqu'il y a lieu, que la donation que contient une assurance sur la vie a pour objet les primes payées par le souscripteur et fait porter sur leur montant les règles du rapport et de la réduction, aurait dû décider, non pas comme elle le fait dans l'art. 79 que le contrat cesse d'avoir effet, mais que l'attribution du bénéfice est révoqué de plein droit, en faveur de la succession de l'assuré et laisser en même temps la possibilité d'invoquer dans la matière des assurances sur la vie les autres cas de révocation des donations accordées par le Code civil.

D'autres pays encore n'ont pas rendu irrévocable l'attribution du bénéfice par le simple fait de l'acceptation du tiers bénéficiaire.

(1) V. Code turc des obligations, du 3 avril 1926, article 244.

Suisse. — Loi fédérale sur le contrat d'assurance du 2 avril 1908 (1) :

Art. 76. — « Le preneur d'assurance a le droit de désigner un tiers comme bénéficiaire sans l'assentiment de l'assureur ».

La clause bénéficiaire peut comprendre tout ou partie du droit qui découle de l'assurance ».

Art. 77. — « Le preneur d'assurance, même lorsqu'un tiers est désigné comme bénéficiaire, peut disposer librement, soit entre vifs soit pour cause de mort, du droit qui découle de l'assurance ».

Le droit de révoquer la désignation du bénéficiaire ne cesse que si le preneur a renoncé par écrit signé, à la révocation dans la police même et a remis celle-ci au bénéficiaire ».

Par conséquent la loi suisse part d'un principe opposé à celui admis par la loi française. D'après l'art. 77 (suisse) le souscripteur seul peut renoncer à son droit de révocation qui ne se perd pas autrement que par sa volonté expresse et deux fois exprimée. L'acceptation du bénéficiaire ne peut l'éteindre.

La révocabilité est la règle, l'irrévocabilité l'exception, et on ne voit pas en quoi cela pourrait préjudicier aux assurances sur la vie.

Mais où la loi suisse devient très intéressante c'est en matière de faillite dans l'article 79 : « La désignation du bénéficiaire s'éteint en cas de saisie de l'assurance ou de faillite du preneur d'assurance.

« Elle reprend son effet si la saisie tombe ou si la faillite est révoquée ».

« Si le preneur d'assurance avait renoncé à son droit de révoquer la désignation du bénéficiaire, le droit à

(1) Précitée.

l'assurance qui découle de cette désignation n'est pas soumis à l'exécution forcée au profit des créanciers du preneur ».

Il faut encore citer l'article 80 : « Lorsque le preneur d'assurance a désigné comme bénéficiaire son conjoint ou ses descendants, le droit qui découle de la désignation du bénéficiaire et celui du preneur ne sont pas soumis à l'exécution forcée au profit des créanciers du preneur, sous réserve toutefois des droits de gage existants ».

Voilà une réglementation qui se dispense presque de commentaire. En principe, d'après les arts. 79 et 80, le droit du bénéficiaire doit être irrévocable pour échapper à l'exécution forcée par la saisie ou la faillite. A cette règle cependant échappent le conjoint et les descendants lorsque ce sont eux les bénéficiaires. C'est beaucoup plus probable que telle est l'intention du souscripteur, qui garde une liberté d'action plus grande, et qui a plus de moyens pour exprimer son intention, pour lequel, désigner un bénéficiaire ne veut pas dire risquer, par une acceptation de celui-ci, acceptation qui dans la loi française est si facile à exprimer, de perdre à jamais le droit de révoquer l'attribution du bénéfice qu'il avait faite.

Suède. — La loi suédoise sur le contrat d'assurance, comme la loi suisse déclare l'attribution du bénéfice révocable tant que l'assuré n'a pas renoncé à ce droit de révocation. L'article 102 décide : « Si le preneur d'assurance désire que le capital assuré soit versé à un tiers, il a à désigner celui-ci comme bénéficiaire. De telles dispositions peuvent être résiliées par le titulaire n'importe quand, à moins qu'il ne soit obligé vis-à-vis du bénéfi-

ciaire de maintenir la désignation. Après la mort du preneur de l'assurance, la révocation n'est pas admissible ».

Les solutions de la loi du 13 juillet 1930 ayant été examinées, il faut maintenant voir si les cas de révocations admis en matière de donations entre vifs, après leur acceptation, pourraient être admis dans le cas d'une attribution faite à titre de libéralité, du bénéfice d'une assurance sur la vie et ce sera l'objet de la seconde section. Dans la première section on est ainsi amené à étudier la révocation d'une stipulation pour autrui lorsqu'elle réalise une donation.

SECTION I

Révocation d'une stipulation pour autrui.

Il faut envisager les cas de révocations qui seront admis pour une donation réalisée au moyen d'une stipulation pour autrui, avant d'aborder l'étude de la possibilité de révoquer une attribution à titre gratuit du bénéfice d'une assurance sur la vie. Cela à cause de la nature juridique reconnue par la loi du 13 juillet 1930 aux assurances sur la vie.

Par un argument tiré d'une stricte interprétation des termes de l'article 931 c. civ. qui décide que : « Tous actes portant donation entre vifs seront passés devant notaire dans la forme ordinaire des contrats ; et il en restera minute, sous peine de nullité », on a déduit, cet article ne contenant que les termes de « donations entre vifs » qu'il n'a d'application que pour ce genre de donations et qu'au contraire les donations indirectes ne seront pas soumises aux règles de forme des donations.

Il en résulte que la stipulation pour autrui, lorsqu'elle sert à faire une donation, ne sera pas soumise aux règles de forme des donations entre vifs pour être valable. Mais les règles de fond lui seront applicables.

M. Capitant dit que : « Pour que la stipulation pour autrui crée, entre le stipulant et le bénéficiaire, des rapports de donateur à donataire, il faut que ce tiers ait déclaré vouloir en profiter ».

Il ne peut y avoir de doute que la stipulation pour autrui, à titre gratuit, sera révocable, malgré l'acceptation du bénéficiaire, pour cause d'ingratitude, d'inexécution des charges et de survenance d'enfant.

Pourquoi attaquer plutôt une donation qu'une stipulation pour autrui faite pour réaliser une libéralité ? Uniquement à cause de la façon indirecte dont a été réalisée cette donation ? Ce ne peut être là un argument, puisque la loi permet à l'auteur d'une donation déguisée de prouver qu'il n'est qu'un donateur, et cela pour pouvoir révoquer.

Par conséquent il y aura lieu à admettre la révocation d'une donation réalisée par une stipulation pour autrui, pour les causes suivantes :

A) Si le donataire n'a pas exécuté les charges dont était grevée la donation, art. 945 c. civ. Le cas peut pratiquement se présenter. Dans l'exemple qu'on donne comme type d'une stipulation à titre gratuit, celui d'une vente dans laquelle le vendeur stipule que le prix sera versé à un tiers, le stipulant peut ajouter une clause par laquelle il met à la charge du bénéficiaire le paiement d'une rente viagère.

B) la donation résultant d'une stipulation pour autrui sera révocable pour cause d'ingratitude, dans les trois

hypothèses admises par l'art. 955 c. civ. : 1° pour attentat à la vie du donateur, 2° pour sévices, délits ou injures graves, 3° si le donataire refuse des aliments au donateur.

Puisque ces fautes ont semblé suffisantes au législateur pour permettre la révocation d'une donation, elles doivent suffire dans tous les genres de donation, quel que soit le moyen choisi pour réaliser la donation.

C) l'article 960 c. civ. fixe un nouveau cas de révocation, celui de la survenance d'enfants.

La seule exception admise par la loi est celle des donations que les époux se font par contrat de mariage ou pendant le mariage. D'ailleurs pour ce dernier genre de donations point n'est besoin de recourir aux causes de révocation admises par le Code civil, puisque l'époux pourra toujours révoquer en vertu de l'art. 1096 et cela sans donner des motifs et sans s'adresser à la justice.

Cette unique exception étant connue, il en résulte que la révocation de l'article 960 trouvera son application dans le cas d'une donation indirecte réalisée au moyen d'une stipulation pour autrui.

SECTION II

Possibilité d'application des cas admis par le droit commun pour la révocation des donations, à la révocation de l'attribution à titre gratuit du bénéfice d'une assurance sur la vie

Une fois admis le principe de la révocation d'une stipulation pour autrui faite à titre de donation, après l'acceptation du bénéficiaire, nous chercherons maintenant à dégager les causes qui pourraient être invoquées pour la révocation de l'attribution à titre gratuit du bé-

néfice d'une assurance sur la vie, après l'acceptation du tiers bénéficiaire, causes qui, étant celles du droit commun en matière de donations entre vifs, auraient dû être adoptées par la loi du 13 juillet 1930.

Il faut dire d'abord qu'il est maintenant établi par la loi de 1930 que l'assurance sur la vie est une stipulation pour autrui et qu'elle peut exister à titre onéreux ou à titre gratuit, c'est-à-dire dans les deux cas visés par l'art. 1121 c. civ.

Il n'en a pas toujours été ainsi, et la nature juridique de l'assurance sur la vie a été l'objet de plusieurs théories (1).

D'ailleurs la nouvelle loi ne définit dans aucun article, en propres termes, l'assurance sur la vie comme étant une stipulation pour autrui. Cependant la réglementation qu'elle apporte aux assurances sur la vie est souvent conforme à l'article 1121 c. civ. dont elle fait de nombreuses applications. Ainsi dans l'art. 64 les deux premiers alinéas rentrent sans doute dans les règles générales de l'article 1121 : « La stipulation, dit l'article 64, en vertu de laquelle le bénéfice de l'assurance est attribué à un bénéficiaire, déterminé, devient irrévocable par l'acceptation expresse ou tacite du bénéficiaire ».

« Tant que l'acceptation n'a pas eu lieu, le droit de révoquer cette stipulation n'appartient qu'au stipulant et ne peut en conséquence être exercé de son vivant par ses créanciers ni par ses représentants légaux ».

Ce sont là exactement les solutions du Code civil en matière de stipulation pour autrui, même la distinction entre l'attribution à titre onéreux et à titre gratuit.

Examinons un à un les cas de révocation en les appli-

(1) V. Historique de la Première Partie.

quant à la révocation de l'attribution du bénéfice de l'assurance.

A) Le souscripteur de l'assurance pourra-t-il révoquer pour cause d'ingratitude ?

Il semble bien que la loi nouvelle ne lui confère pas ce droit puisque l'article 79 fixe le cas unique où la révocation est possible après l'acceptation du bénéficiaire. D'ailleurs, on l'a montré, le second alinéa de cet article n'aurait pas sa raison d'être si par le droit de révocation pour cause d'ingratitude accordé au souscripteur, ses héritiers avaient aussi le droit d'intenter l'action en révocation, aux termes de l'article 957 c. civ. ce qu'ils ne manqueraient de faire puisqu'au lieu de la réserve, versée par l'assureur d'après l'art. 79, ils réussiraient certainement à faire rentrer dans le patrimoine du défunt le bénéfice de l'assurance et comme conséquence le capital assuré entier. Et cela même que trois primes annuelles n'auraient pas été payées.

Il faut par conséquent considérer l'article 79 de la nouvelle loi comme excluant l'application des règles du droit commun à la révocation, après acceptation, de l'attribution à titre gratuit du bénéfice d'une assurance sur la vie.

Pourtant un auteur remarquable, spécialiste des assurances sur la vie, M. Dupuich, était d'avis qu'il fallait admettre dans notre hypothèse la révocation pour cause d'ingratitude. La cause de la révocation n'a d'intérêt qu'après l'acceptation du bénéficiaire pour permettre justement cette révocation. Autrement, tant que le tiers n'a pas accepté, le souscripteur sans donner de motifs, pourra toujours révoquer, aux termes de l'article de la loi des assurances et de l'art. 1121 du Code civil.

« L'attribution du bénéfice n'est aucunement de l'essence des contrats d'assurance sur la vie » disait M. Dupuich.

Les conséquences de l'existence d'une attribution de bénéfice ou son absence, sont connues. Le sort de l'attribution est absolument distinct du sort du contrat d'assurance qui subsiste entre la Compagnie et l'assuré tant que ce dernier paye les primes. Ce contrat peut avoir à côté une attribution du bénéfice qui a le caractère d'une stipulation pour autrui conformément à l'art. 1121 c. civ. C'est cette stipulation une fois acceptée qu'il s'agit de savoir si elle peut être révocable pour cause d'ingratitude.

Cette attribution peut-elle être à titre gratuit ? Si des auteurs qui voyaient dans l'assurance sur la vie un contrat d'indemnité ont contesté la possibilité d'une pareille attribution, le doute n'est plus possible maintenant, puisque la loi des assurances, dans l'article 64, dernier alinéa, reconnaît clairement son existence : « l'attribution à titre gratuit du bénéfice d'une assurance sur la vie à une personne déterminée... ». On se trouve dans le domaine de l'article 1105 c. civ.

Par conséquent, il faudra pour savoir si l'attribution a été faite à titre gratuit ou onéreux, rechercher si le contractant a voulu acquitter ou non une obligation qu'il avait envers le bénéficiaire désigné.

Si la réalisation d'aucun acte juridique n'a été dans l'intention du souscripteur et même dans le doute, puisque c'est le cas le plus fréquent, il faudra conclure que l'attribution a été faite à titre gratuit.

L'objection qu'on pourrait apporter contre la révocation, c'est que les articles 68 et 71 de la loi dispensant le bénéficiaire du rapport, de la réduction ou d'une ré-

compense à la communauté, ne semblent pas considérer l'attribution gratuite du bénéfice comme étant une libéralité car l'idée de libéralité est étroitement liée à celle de rapport et de réduction. Nous ne croyons pas cette objection fondée. Si le capital assuré est dispensé de rapport réel et fictif c'est que par le caractère spécial de l'opération que constitue une assurance sur la vie, ce capital ne sort pas du patrimoine de l'assuré mais de celui de l'assureur. Ce dont le souscripteur s'est appauvri c'est du montant des primes payées. Et si la loi dispense également le bénéficiaire, pour les primes, de l'obligation du rapport de la réduction et de la récompense, c'est qu'elle présume que telle était l'intention de l'assuré donateur et parce que la loi voit d'un bon œil le but que se propose l'assurance sur la vie celui d'être un contrat de prévoyance, d'épargne. D'ailleurs, du moment que, dans certains cas et à certaines conditions, ces primes sont soumises au droit successoral des donations, cela prouve que, si dans la plupart des cas elles y échappent ce n'est pas parce qu'elles ne constituent pas des donations.

Et cette donation, puisque donation il y a, comment le donateur pourra-t-il l'empêcher de produire son effet s'il se trouve dans l'un des cas de révocation prévus par l'art. 953 c. civ. et si le bénéficiaire a déjà accepté ? En ne payant plus les primes ? Non, car s'il a payé déjà trois primes annuelles le refus de payer les suivantes ne peut avoir pour résultat que la réduction de l'avantage que le bénéficiaire tirera du contrat et non pas la destruction complète de tout avantage. Et s'il n'a payé que deux primes est-il juste de forcer le souscripteur, s'il veut éviter que le bénéficiaire tire un profit, à ne plus payer la troisième ? Les deux premières primes si

elles sont sans effet à l'égard du bénéficiaire, seront également perdues pour le souscripteur.

Par conséquent pour anihiler la donation que le souscripteur a faite il faut lui donner le droit de révoquer l'attribution du bénéfice faite à titre gratuit dans les cas où les donations sont révocables pour causes d'ingratitude. Que l'attribution puisse être à titre gratuit, nous l'avons dit, il n'y a pas de doute car l'article 64 de la nouvelle loi des assurances le reconnaît formellement.

Une difficulté spéciale apparaît quant à la possibilité de révoquer l'attribution pour cause de refus d'aliments. En vérité le tiers bénéficiaire tant que l'assuré est en vie, ne touche rien. Il n'est même pas sûr de jamais toucher le capital assuré, puisqu'il ne peut savoir s'il va survivre à l'assuré, en cas contraire, l'attribution à titre gratuit étant faite *intuitu personnae*, le bénéfice ne passera pas à sa succession. Comment alors le soumettre à une obligation alimentaire ? La situation créée par l'assurance sur la vie se différencie de celle que crée une donation où le donataire jouissant de l'objet donné, peut être tenu d'une obligation alimentaire qui donne lieu à la révocation de l'article 955 c. civ. dernier alinéa.

Dans l'indigence il est évident que si trois primes annuelles ont déjà été payées, le souscripteur trouverait un intérêt à révoquer l'attribution du bénéfice car il pourrait exercer le rachat.

D'autre part le donataire ne peut être tenu de l'obligation alimentaire que jusqu'à concurrence de la donation.

Or dans ce cas il n'a encore rien reçu, et n'est même pas sûr de recevoir l'avantage de la libéralité.

Quel serait alors l'objet sur lequel porterait la révocation ? Et peut-on invoquer comme motif de la révocation le refus de fournir des aliments dont il semble qu'on ne puisse imposer l'obligation au bénéficiaire ? On arriverait à admettre un cas spécial de révocation aux assurances sur la vie, celui de l'indigence. Car si le tiers bénéficiaire veut bien fournir des aliments, mais à condition de savoir jusqu'à concurrence de quelle somme, comment la lui fixer ?

Si l'on considère le profit que tirera l'assuré de la révocation, il faudra dire que cette somme doit être la valeur de rachat.

Pour sa succession le profit de la révocation pourra être le capital assuré si l'assuré meurt dans l'année pour laquelle la prime avait été payée, ou s'il a pu, après cette année, continuer l'assurance en payant, lui-même ou un tiers, les primes.

Si, comme nous le montrerons, on voudrait voir admettre les autres cas de révocation du Code civil, pourquoi exclure justement celui-ci, surtout que c'est celui où l'assuré aurait le plus besoin de son assurance ?

La question nous semble très difficile à résoudre car il ne peut y avoir d'obligation alimentaire de la part du tiers bénéficiaire et on ne peut frustrer l'assuré d'un bénéfice qui pourrait lui servir dans la situation où il se trouve.

L'argument juridique semble être du côté du bénéficiaire et l'équité du côté de l'assuré.

La jurisprudence qui s'évade parfois des textes pour n'avoir en vue que l'équité, serait intéressante à voir à l'œuvre, si elle était saisie.

La jurisprudence et la doctrine admettent que l'arti-

de 955 code civil est applicable aux donations indirectes, à la stipulation pour autrui par conséquent, malgré qu'il ne parle que des « donations entre vifs » (1). Les Cours d'appel et la Cour de cassation ont posé le principe qu'il fallait admettre les cas de révocation fixés par l'article 953 et 955 c. civ. par le seul fait qu'on se trouvait en présence d'une donation, quelle que soit la forme employée pour la réaliser.

Quel serait l'effet de la révocation ? M. Dupuich l'a défini ainsi : « La Compagnie d'assurance qui a reçu les primes est obligée de payer le capital qu'elle a promis. La révocation de l'attribution bénéficiaire ne peut la dégager de son obligation. Elle doit toujours ; le créancier seul est changé. Autrefois ce créancier c'était le bénéficiaire désigné dans la clause attributive. Cette clause étant devenue caduque par l'effet de la révocation on ne se trouve plus en présence que d'une assurance pure et simple, sans attribution de bénéfice. Ce bénéfice appartient de droit au contractant, ou s'il est mort, à ses héritiers » (2).

C'est la seule solution qui paraît juridique et équitable, deux arguments qui auraient dû décider les auteurs de la loi des assurances du 13 juillet 1930, à la consacrer.

La loi du 13 juillet 1930, puisque nous admettons la révocation de l'art. 955 c. civ. nous semble également incomplète quant au droit des héritiers. En vérité le seul droit qu'on leur reconnaît par l'art. 79 deuxième

(1) DEMOLOMBE, Tr. des donations entre vifs et des testaments, T. 3, N° 656, AUBRY et RAU, Cour de droit civil fr. T 7, par. 708, note 17, p. 418. Cour de Rouen, 4 juillet 1892, D. P. 93.2.240 ; Cass., 20 juillet 1893, D. P. D. P., 93.1.598.

(2) DUPUICH, De la révocation pour ingratitude en matière d'assurance sur la vie. J. A. 1907, pp. 228 et s.

alinéa, c'est de toucher la réserve que leur versera l'assureur si trois primes annuelles au moins ont été payées.

Nous sommes d'avis au contraire qu'un droit de révocation doit être reconnu aux héritiers et comme conséquence ils toucheront le capital assuré entier. Leur action pour cause d'ingratitude doit leur être accordée, en vertu de l'art. 957 c. civ. *in fine*. Ils se trouvent envers le bénéficiaire de l'assurance dans la même situation que devant un légataire. On objectera de nouveau que le capital assuré ne sort pas de la succession du défunt. Pourtant si le Code civil, par la révocation, voulait faire rentrer dans le patrimoine du donateur l'objet de la donation, il veut en même temps empêcher la donation de produire dorénavant un effet. Si l'on ne donne aux héritiers le moyen de révoquer l'attribution même du bénéfice de l'assurance, mais seulement de demander le rapport des primes pour les causes de révocations, comme étant seules l'objet de la donation, et cela en dehors du second alinéa de l'art. 68 1. d. ass., on laisse en fait subsister l'opération. Et le tiers touchera quand même la différence entre le montant du capital et celui des primes.

Il y a, à notre avis, deux articles du Code civil qui auraient dû imposer leurs solutions à la loi des assurances. Ce sont les articles 957 et 1046 qui accordent aux héritiers l'action révocatoire. L'article 957 ayant été analysé plus haut il nous reste à citer l'art. 1046 aux termes duquel « les mêmes causes qui suivant l'art. 954 et les deux premières dispositions de l'art. 955 autorisent la demande en révocation de la donation entre vifs seront admises pour la demande en révocations testamentaires ». S'il ne s'agit pas ici d'une disposition testamen-

taire il s'agit cependant d'une donation (art 957) qui ne produit son effet qu'au décès du donataire (art. 1046).

L'art. 1047 ainsi que l'article 957 nous donnent le délai dans lequel cette action doit être intentée.

Le résultat de la révocation sera le paiement par la Compagnie, à la succession de la totalité du capital assuré.

B. Révocation pour inexécution de charges.

Cette cause de révocation peut-elle être invoquée par le souscripteur de l'assurance ? Le doute vient de ce que le bénéficiaire n'étant pas certain de survivre à l'assuré et par conséquent d'encaisser le capital assuré, il semble qu'il ne voudra pas s'imposer une charge durant la vie de celui-ci moyennant l'acquisition du bénéfice de l'assurance. Et même s'il passe outre cette considération il ne peut être sûr que le souscripteur maintiendra l'assurance qu'il payera les primes, paiement auquel il ne peut l'obliger.

Il peut cependant s'agir d'une assurance à prime unique. Ou bien les primes étant très élevées et la charge minime, le bénéficiaire croit trouver un avantage même si le souscripteur n'acquitte pas toutes les primes et qu'il continuera lui-même à payer les suivantes pour maintenir à son profit l'assurance, étant confiant dans l'avenir et espérant survivre à l'assuré.

Ce sont cependant des cas qui ne doivent pas se présenter souvent dans la pratique, mais nous les avons imaginés pour montrer que la révocation pour inexécution de charges peut avoir un intérêt même pour le souscripteur de l'assurance.

Quant aux héritiers ils ont sûrement un grand in-

térêt à pouvoir révoquer l'attribution du bénéfice faite par le *de cujus*, car les charges que le bénéficiaire devait exécuter sont d'habitude imposées à leur profit.

Nous ne voyons aucun inconvénient à accorder aux héritiers du souscripteur l'action en révocation de l'art. 146 c. civ. qui renvoie à l'art 954.

Et s'il s'agit d'une assurance sur la tête d'un tiers, le souscripteur après la mort de l'assuré aura également le droit de révoquer pour inexécution de charges, car à ce moment le bénéficiaire aura touché l'assurance.

Si nous croyons qu'il faut accorder ces droits au souscripteur de l'assurance c'est que nous sommes d'avis qu'il ne faut pas pousser trop loin la dispense de soumission de l'assurance sur la vie aux règles du Code civil à cause des caractères spéciaux que présente ce genre d'opération.

Les articles 68 et 71 de la loi du 13 juillet 1930 suffisent à sauvegarder les intérêts du tiers bénéficiaire. Il ne faut pas oublier ceux du souscripteur et de ses héritiers et ne pas les compromettre comme le fait à notre avis le principe trop absolu de l'irrévocabilité de l'attribution du bénéfice, faite à titre gratuit, irrévocabilité poussée trop loin par la nouvelle loi, et à laquelle l'article 79 n'apporte qu'une trop faible exception.

C. Révocation pour survenance d'enfant.

Pour cette cause de révocation et son application aux assurances sur la vie, on trouve quelques arrêts de jurisprudence et même une décision de la Cour de cassation.

Quelles ont été les objections qu'on a opposées à l'application de la révocation de l'art. 960 c. civ. aux assurances sur la vie ?

Lefort sans donner plusieurs raisons est d'avis que la révocation n'est pas possible (1). « Il semble bien, dit-il, que l'assurance passée à titre gratuit au profit d'un tiers n'est pas une véritable donation, c'est une donation compliquée d'une stipulation pour autrui, c'est une donation d'une nature particulière ».

Au fond la complication ne venait pas de ce que l'assurance est une donation « compliquée » d'une stipulation pour autrui, car la nature de l'opération est plutôt simple, rentrant très bien dans les termes de l'art. 1121 c. civ. que l'attribution ait lieu à titre gratuit ou onéreux, distinction qui est une question de fait.

Pendant toute la partie de notre thèse, traitant de la révocation de l'attribution du bénéfice, nous nous trouvons par hypothèse dans le cas d'une attribution à titre gratuit. Il s'agit de savoir si à une stipulation pour autrui faite à titre gratuit les règles de l'art. 960 c. civ. seront applicables.

On a montré plus haut l'opinion des grands civilistes qui étendent les causes de révocation des donations entre vifs fixées par le Code civil à tous les genres de libéralités.

Ce point étant acquis, il faut envisager le cas de l'assurance sur la vie. Quel a été le motif invoqué par la jurisprudence pour ne pas admettre l'application de l'art. 960 ? « Attendu, dit le Tribunal civil de Toulouse dans son arrêt du 21 février 1902, toutefois qu'il convient dès à présent de décider.... que le bénéfice du contrat d'assurance sur la vie contracté de son vivant par P. F. avec la Compagnie l'Abeille.. au profit successivement de ses père et mère et de sa sœur, ne constitue pas une

(1) LEFORT, Traité précité, II, p. 149.

donation qu'on puisse considérer comme révoquée par la survenance de l'enfant posthume ». Le Tribunal considère sa décision comme la conséquence du principe posé par la Cour de cassation dans l'arrêt du 29 juin 1896 (1) qui décide, dit le tribunal « que le capital assuré en vertu d'un pareil contrat n'a fait partie à aucun moment du patrimoine du défunt et ne constitue pas, par suite, une valeur successorale ; qu'il ne saurait dès lors être question de faire rentrer dans ce patrimoine un émolument qui n'y a jamais figuré ».

Voilà donc le principal argument : le droit direct du tiers, droit au capital qui n'ayant jamais existé dans les biens du souscripteur ne peut y rentrer par une révocation.

Mais cet argument, et M. Dupuich fait la remarque dans la note sous cet arrêt, conduirait à nier tout droit de révocation quelconque, qui pourtant est de l'essence de la stipulation pour autrui comme il en résulte de l'art. 1121.

Cet argument confond la nature et les effets de la révocation. Il est évident que la révocation de l'attribution du bénéfice aura comme résultat nécessaire de faire tomber ce bénéfice dans le patrimoine du souscripteur. Ce résultat, il est impossible de l'éviter. C'est l'effet qui découle normalement de la révocation. Pourquoi ne pas l'admettre ? On ne peut dire que le capital assuré sortira du patrimoine du bénéficiaire pour entrer dans celui du souscripteur. Ce n'est pas le capital qui existait dans les biens du bénéficiaire, c'est le droit à ce capital et même ce droit n'est qu'éventuel car le paiement des primes est facultatif et le reste par la loi de 1930, art. 75.

(1) Cass. 29 juin 1896, D. P. 97.1.73.

La reconnaissance du droit direct du tiers ne s'oppose nullement à l'admission du droit de révocation du souscripteur. M. Dupuich trouve que : « il y aurait scandale à rendre intangible, sous prétexte d'une acceptation préalable le droit d'un bénéficiaire qui au mépris de l'art. 953 c. civ. ...quant à la révocation pour survenance d'enfant, autorisée aussi par l'art. 953 à moins qu'il ne s'agisse d'une libéralité entre époux (art. 1096) il n'en est pas qui soit plus conforme à la nature même de l'assurance au profit d'autrui ».

En vérité c'est bien dans l'assurance sur la vie qu'on peut le plus présumer que le souscripteur n'aurait pas fait la donation du bénéfice s'il avait su qu'il aura un enfant.

D'ailleurs quel mal y aurait-il à admettre l'application de l'art. 960 c. civ. puisque par la faculté qui lui est accordée par l'art. 964 *in fine*, le souscripteur pourra maintenir l'attribution en la faisant revivre dans un nouvel acte, sans frais, dans un avenant.

La jurisprudence admet la révocation pour survenance d'enfant.

La Cour de Paris décida le 3 janvier 1918 (1) que « l'attribution du bénéfice, une fois acceptée par le bénéficiaire ne peut plus être révoquée par simple changement de volonté du contractant ».

« Quand le bénéfice d'une assurance sur la vie est conféré à un tiers à titre gratuit, cette libéralité, bien que réalisée sous la forme prévue par l'art. 1121 c. civ., est comme toute donation, révocable pour survenance d'enfant ».

Cette solution fut consacrée par la Cour de cassation. Dans l'arrêt de la Chambre des Requêtes du 7 mai 1919

(1) Paris, 3 janvier 1918, D. P. 1918.2.23.

il est décidé que : « le transfert fait à titre purement gratuit du bénéfice d'une assurance sur la vie à un tiers dans l'intérêt duquel l'assuré a continué ensuite de verser gratuitement les primes successives afférentes à cette assurance, constitue dans les rapports de l'assuré avec le tiers bénéficiaire une libéralité qui se trouve révoquée en vertu de l'art. 960 c. civ. par la survenance d'enfant à l'assuré au cours du versement des primes ».

Comment la Loi sur le contrat d'assurance du 13 juillet 1930, objet de tant de projets antérieurs, a-t-elle pu passer sous silence ces causes de révocation dont l'application aux assurances sur la vie était conforme, en premier lieu, aux principes du Code civil aux opinions des auteurs et aux décisions de la jurisprudence ? C'est là une grande lacune, et l'art. 79 de la nouvelle loi est totalement insuffisant à la combler.

D) *Révocation de l'article 1096 et déchéance de l'article 299 du C. civ.*

L'article 71 premier alinéa décide que le montant de l'assurance constituera un propre de l'époux bénéficiaire. Pour savoir si l'attribution faite à titre gratuit au conjoint sera révocable dans les termes de l'article 1096 il faut définir la nature juridique du lien qui réunit l'époux souscripteur à l'époux bénéficiaire. A quel titre ce dernier acquiert-il le capital assuré ? Nous avons montré dans l'historique de la seconde partie la discussion qui a eu lieu entre les auteurs, deux opinions s'affrontant : l'une voyant dans l'opération une donation tandis que l'autre croyait pouvoir y découvrir un acte à titre onéreux. Le défaut d'un texte de loi faisait que chacune de ces théories avait ses inconvénients.

Puisque nous n'envisageons ici que la révocation il

suffit de dire que si l'on considère que l'opération réalise une donation elle sera révocable en vertu de l'article 1096 et au contraire cet article ne sera pas applicable si l'on veut voir dans l'opération un acte à titre onéreux.

Si le conjoint acquiert le bénéfice à titre onéreux on pourrait dire que de caractère de propre qu'on lui confère est en contradiction avec le principe qui fait entrer en communauté les acquisitions à titre onéreux faites durant cette communauté.

C'est d'ailleurs la cause qui faisait, avant la loi de 1930, recourir les auteurs à la théorie qui voyait dans l'opération une donation.

Quelle est la solution qu'apporte à cette question la nouvelle loi, comment justifie-t-elle l'acquisition en propre du bénéfice de l'assurance ?

M. André Trasbot est d'avis que la loi a vu dans l'acquisition du conjoint un acte à titre onéreux (1) : « en présence de la loi nouvelle, dit-il, il suffit de rapprocher et de comparer les deux alinéas de l'article 71 entre eux et avec l'article 72 *infra*, pour constater que la loi a vu dans l'acquisition par le conjoint du bénéfice de l'assurance une acquisition à titre onéreux avec les conséquences heureuses qui en découlent. L'article 71 apparaît comme une exception au principe que les acquisitions onéreuses pendant le mariage sont communes. Solution inexplicable et impossible à réaliser par voie d'interprétation mais très aisée en législation. Le législateur de 1930 n'a point failli à cette tâche si simple pour lui ».

(1) A. TRASBOT, précité, D. P., 1931.4.37

Et M. Capitant soutient également cette thèse (1) en écrivant : « de ce que le tiers bénéficiaire ne recueille pas le capital en qualité de donataire de son conjoint il résulte que l'époux qui a fait l'assurance ne peut, après l'acceptation de son conjoint, en révoquer le bénéfice, bien que pourtant les donations entre époux soient essentiellement révocables (art. 1096 c. civ.). Tout ce qu'il pourrait faire s'il avait dispensé son conjoint de récompense pour les primes payées par la communauté, serait de révoquer cette disposition car pour les primes il y a bien libéralité, au moins quand elles excèdent les ressources du ménage ».

« De même le divorce ou la séparation de corps prononcée contre l'époux bénéficiaire ne le prive pas du bénéfice de l'attribution, s'il l'avait acceptée antérieurement ».

Cette solution ne nous semble pas acceptable. D'abord comment accepter l'affirmation que le conjoint acquiert toujours le bénéfice à titre onéreux et que le législateur aurait consacré, usant de son droit suprême, l'exclusion de la communauté de cette acquisition qui d'après les principes du droit commun devait y rentrer ? Le législateur a au contraire fait la différence entre l'attribution à titre onéreux et celle à titre gratuit. L'article 64 dernier alinéa consacre cette distinction : « l'attribution à titre gratuit du bénéfice d'une assurance sur la vie à une personne déterminée est présumée faite sous la condition de l'existence du bénéficiaire à l'époque de l'exigibilité du capital ou de la rente assurée, à moins que le contraire ne résulte des termes de la stipulation ».

(1) CAPITANT, précité, *Rev. des assurances terr.* p. 804.

On ne voit pas très bien comment l'attribution étant à titre gratuit, le bénéfice serait acquis à titre onéreux. Car l'article 64 est incontestablement applicable aux assurances entre époux, ayant une application générale, on ne pouvait objecter qu'il a trait uniquement aux assurances entre assurés et bénéficiaires étrangers les uns aux autres.

Si l'on considère que la femme acquiert le bénéfice à titre onéreux il faut tirer toutes les conséquences qui en découlent : a) les créanciers et les héritiers du conjoint bénéficiaire pourront accepter à sa place ; b) en cas de prédécès le bénéfice passera aux héritiers car comment pourrait-on concevoir que le bénéfice ayant été acquis à titre onéreux, il ait été attribué *intuitu personae*.

D'ailleurs MM. Capitant et Baleyrier (1) définissent l'assurance sur la vie comme étant une donation mais ayant ce caractère spécial qui fait que l'enrichissement du donataire ne correspond pas à l'appauvrissement du donateur ; il peut lui être supérieur, d'habitude, ou inférieur. Si l'assurance au profit d'un tiers a ce caractère de donation même spéciale elle ne peut perdre ce caractère lorsqu'elle est contractée par un époux au profit de son conjoint.

De même on ne peut croire comme le propose M. A. Trasbot, que la loi n'ait voulu voir une donation que dans le montant des primes et seulement lorsque celles-ci sont manifestement exagérées dans les termes du second alinéa de l'article 68, c'est-à-dire uniquement lorsque la loi soumet ces primes au rapport à la réduction et à la récompense. Voici l'argumentation de M. A. Tras-

(1) Précités.

bot qui, après avoir exposé la doctrine antérieure à la loi qui fondait la dispense de récompense sur le caractère de libéralité de l'assurance au profit du conjoint, dispense qui pouvait s'inférer du simple fait de la modicité des primes, propose une nouvelle explication de la dispense de récompense :

« Cette explication (la précédente) pour ingénieuse qu'elle soit, a l'inconvénient de faire jouer les articles 299 et 1096 c. civ. dans tous les cas puisqu'il y a toujours libéralité expresse ou tacite. De plus cette explication ne semble pas en harmonie avec les articles 68, 69 et 71 ci-dessus de la présente loi qui paraissent bien ne voir une libéralité qu'au cas de primes exagérées. Il faut trouver autre chose : ne peut-on pas dire que, la théorie des récompenses étant basée sur l'idée d'enrichissement injuste, il faut, pour que la récompense soit due, que le contractant s'appauvrisse des primes au profit du conjoint bénéficiaire, qui s'enrichit. Or le contractant, qui verse des primes modiques prises sur les revenus, ne s'appauvrit pas, puisque sans l'assurance, il aurait dépensé les primes. Il n'y a pas d'enrichissement injuste ni par ailleurs possibilité de libéralité, puisque personne ne s'est appauvri. Par conséquent il ne sera jamais dû de récompense en ce cas ; les articles 299 et 1096 c. civ. ne pourront jamais jouer, il n'y a pas de libéralité. Il n'en sera autrement que si des primes sont exagérées ; on se trouve bien en présence d'un enrichissement injuste, à moins que l'on explique la situation par l'idée d'une libéralité. Alors, mais alors seulement on pourra invoquer s'il y a libéralité les articles 299 et 1096 c. civ. ».

Par conséquent lorsqu'on arrive à la conclusion que

les primes sont « exagérées » le caractère de l'assurance entre époux aurait ce caractère curieux d'être pour partie une donation, c'est-à-dire pour le montant des primes, et pour la différence entre ce montant et celui du capital un acte à titre onéreux.

Nous croyons au contraire que la loi ayant implicitement reconnu, comme nous l'avons montré plus haut, la nature juridique de l'assurance sur la vie, dans une stipulation pour autrui, doit également reconnaître le caractère de libéralité qu'aura le plus souvent cette assurance surtout entre époux. Si la loi ne soumet que les primes à l'obligation du rapport de la réduction et de la récompense c'est que de leur montant seulement le patrimoine de l'assuré s'est appauvri, mais cela ne peut donner au surplus du capital le caractère d'acquisition à titre onéreux, le bénéficiaire l'acquiert bel et bien à titre de libéralité mais à cause de l'opération spéciale que constitue l'assurance les règles du droit successoral ne peuvent lui être appliquées.

Si les parties ont en vue une opération onéreuse elles prendront soin de le dire.

La dispense du rapport de la réduction et de la récompense consacrée par la nouvelle loi ne veut pas dire qu'elle exclut l'idée de libéralité. La loi a voulu faire atteindre le but qu'elle poursuit à l'assurance sur la vie, elle a trouvé que le plus souvent ce but est digne d'intérêt par l'effort d'épargne qu'il suggère au souscripteur et par l'atténuation que l'assurance apporte à la perte irréparable que cause la mort d'un être cher, assurant des ressources au bénéficiaire.

La loi ne considère pas qu'il n'y a pas dans l'opéra-

tion une libéralité. Elle a trouvé qu'étant donné que tout fait croire que le souscripteur a voulu faire profiter le bénéficiaire de la totalité du capital assuré, il y a lieu à présumer cette intention, et comme conséquence à présumer une dispense de rapport et de la récompense. Seulement la loi ne pouvait présumer cette intention que tant qu'une autre présomption était encore possible, celle qui voit dans les deniers qui ont servi au paiement des primes, une somme que les héritiers n'étaient pas en droit d'espérer trouver dans la succession. Mais dès que le droit des héritiers semble atteint, les règles normales reprennent leur place et restent applicables. Une dispense de rapport peut encore intervenir, nous l'avons dit, même pour les primes manifestement exagérées, mais elle ne peut avoir d'effet que pour le rapport réel, n'ayant au contraire aucun pouvoir pour éviter la réduction.

Il semble encore difficile de déterminer le caractère d'un acte juridique d'après son montant : qu'il soit modique, il n'y a pas de libéralité, l'opération est à titre onéreux, qu'il ait au contraire une certaine importance et il deviendra une libéralité.

Dans le droit commun, dans l'article 852 du Code civil, la dispense de rapport qu'il prescrit est également fondée sur la cause et le but qu'ont eu les dépenses qui en sont exceptées. Et il y en a, comme les présents de fêtes et les étrennes du jour de l'an qui peuvent avoir une périodicité semblable à celle des primes d'une assurance sur la vie, qui sont bien des libéralités et auxquelles la loi ne conteste pas ce caractère pour les dispenser du rapport. Et la dispense existe quels que soient

les deniers qui ont servi à la réaliser ; c'est bien prouver que c'est uniquement leur cause qui a été prise en considération.

Par conséquent nous croyons que l'époux acquiert le bénéfice à titre de libéralité (1). Par le caractère spécial de cette opération, créée par l'ingéniosité humaine, l'enrichissement du donataire n'est pas égal à l'appauvrissement du donateur, et le bien donné ne sort pas de son patrimoine. Par ce caractère spécial on est arrivé à élaborer des règles exceptionnelles pour ce genre nouveau de libéralité et que la loi du 13 juillet a consacrées ; celles qui nous intéressent sont contenues dans les articles 68, 69, 71 et 72 qui reconnaissent le droit du tiers bénéficiaire, étranger ou époux, et qui suffisent à le garantir. Il ne faut cependant pas oublier le souscripteur et le priver de droits, entre autres celui de révocation, qui doivent lui être accordés pour les mêmes causes qui les ont fait reconnaître par le droit commun. Le caractère de pénalité que contient toute révocation doit la faire accorder au souscripteur d'une assurance, étant d'ailleurs le seul moyen, comme nous l'avons encore dit, de faire rentrer dans ses biens ceux qui en étaient sortis, et le seul encore à enlever tout profit au bénéficiaire en n'appauvrissant pas inutilement le souscripteur ?

Quant au sort du capital, celui-ci fera partie de la succession du stipulant sans qu'il ait fait primitivement partie de son patrimoine à cause du droit direct du bénéficiaire et sans qu'il forme pour le tout l'objet de la donation révoquée. C'est le résultat inévitable de la ré-

(1) M. Solus adhère à la théorie qui voit dans l'assurance entre époux une libéralité, dans son cours de droit civil approfondi (doctorat) 1931-1932, Sort des meubles sous le régime de la communauté, pp. 37 et s.

vocation, celui de faire entrer dans les biens du souscripteur le bénéfice de l'assurance.

L'article 1096 c. civ. aux termes duquel : « Toutes donations faites entre époux, pendant le mariage, quoique qualifiées entre vifs, seront toujours révocables ».

« La révocation pourra être faite par la femme, sans y être autorisée par le mari ni par justice ».

« Ces donations ne seront point révoquées par la survivance d'enfants », peut-il être appliqué aux assurances sur la vie entre époux ? Il faut dire le danger auquel a voulu parer la loi en permettant la révocation de l'article 1096 qui a été édicté « pour éviter l'effet des surprises qui pourraient être faites à un époux par l'autre qui, employant à propos les ruses d'un attachement simulé, se fait faire une donation dont il cesserait de se rendre digne (1) ».

Ce danger existe-t-il pour le souscripteur d'une assurance sur la vie ? Il est évident que oui sans hésitation possible. Et si trois primes annuelles n'ont pas encore été payées, que par conséquent le souscripteur pourrait enlever tout bénéfice au conjoint en ne payant plus les primes, l'article 1096 lui apportera la solution pour arriver aux mêmes fins mais sans pour cela être obligé de perdre définitivement les primes déjà payées, puisque pouvant rendre sans effet l'attribution primitive, il continuera pour son compte l'assurance.

Et si trois primes ont été déjà payées le droit de révocation devient absolument nécessaire, étant le seul moyen d'enlever tout profit au bénéficiaire, et du mo-

(1) Discours prononcé au corps législatif par le tribun Favard le 29 lor. An XI (D. R., v^o Dispositions entre vifs, p. 46, n^o 241.

ment que nous avons admis la révocation de l'article 953 c. civ. nous admettons également celle de l'article 1096 puisque la loi a trouvé bon d'éviter l'intervention en cette occasion de la justice entre époux.

Quant à l'article 299 qui décide que : « L'époux contre lequel le divorce aura été prononcé perdra tous les avantages que l'autre époux lui avait faits, soit par contrat de mariage, soit depuis le mariage ».

« Par l'effet du divorce, chacun des époux reprend l'usage de son nom », il doit également recevoir son application dans notre hypothèse. D'abord ses termes sont plus généraux que ceux de l'article 1096, puisque l'article 299 parle des *avantages* tandis que l'article 1096 emploie le terme de *donations*. Il est évident que l'assurance dont l'attribution du bénéfice est à titre gratuit, constitue un avantage pour le conjoint bénéficiaire et dès lors si le divorce est prononcé contre lui l'article 299 sera applicable à cette attribution.

Enfin voici l'opinion des auteurs et la jurisprudence avant la loi du 13 juillet 1930.

La jurisprudence admet la révocation de l'article 1096 en matière d'assurance entre époux (1) et nous avons analysé quelques-uns de ses arrêts dans l'historique de la seconde partie. Ainsi la Cour de cassation, le 22 février 1893 déclare que : « l'assurance sur la vie contractée par le mari pendant le mariage au profit de sa femme... ne peut constituer qu'une libéralité entre époux pendant le mariage, laquelle est toujours révocable ».

(1) Bourges, 3 juin 1891, S. 94.1.67 ; Cass., 22 février 1893, S. 94.1.65, note Labbé, Orléans, 17 janvier 1894, S. 94.2.76, D., 94.145 ; Paris, 10 jan., 1896 D. P., 96.2.465 ; Amiens, 4 août 1898, D P., 1902.2.24.

Dans la note au Sirey sous cet arrêt, Labbé constate avec raison qu'il ne doit pas nécessairement s'agir d'une libéralité mais qu'en fait l'assurance entre époux a souvent ce caractère. Lorsqu'une libéralité aura été en vue il est d'avis que l'article 1096 trouvera son application.

Un adversaire de la révocation de l'article 1096 appliquée aux assurances est M. Lefort qui admet pourtant la révocation de l'article 953 c. civ. et même l'application de l'article 299 c. civ.

Voici le raisonnement de cet auteur : « Cette extension de l'article 1096 du Code civil semble plus que contestable. Comme on l'a vu plus bas, la souscription à titre gratuit d'une assurance au profit d'un tiers constitue une libéralité d'une nature particulière et non une donation, puisque hors les primes, l'assuré ne prend rien dans son patrimoine et charge l'assureur de fournir la somme convenue, de telle sorte qu'il n'y a pas le signe caractéristique de la donation, la diminution des biens du donateur pour augmenter ceux du donataire. On peut concevoir la révocation intervenant à cause du caractère personnel de l'opération, de l'intuitu personae, on peut comprendre que l'époux qui, par exemple, a des motifs de plainte contre son conjoint, soit armé du droit de révocation et qu'en l'absence d'une séparation ou d'un divorce, cessant de mener la vie commune, il lui soit loisible de revenir sur sa détermination, ce qui est toujours possible, sinon avec la substitution d'un autre bénéficiaire, au moins avec la cessation des primes qui entraîne la disparition du contrat, lequel ne pourrait être maintenu que si les primes étaient acquittées par le bénéficiaire, mais avec le consentement de l'assuré, consentement qui fera évidemment défaut. Mais

on ne voit pas trop à quel titre la disposition édictée pour la donation puisse s'appliquer du moment qu'il n'y a pas en droit donation, l'assuré ne tirant rien de son patrimoine, sauf la valeur des primes ».

Nous avons combattu plus haut les arguments qui sont invoqués par M. Lefort et nous avons fixé notre point de vue : a) l'opération peut constituer une libéralité, d'un caractère spécial puisque l'enrichissement du donataire n'est pas égal à l'appauvrissement du donateur, mais libéralité tout de même, b) nécessité d'admettre la révocation, en dehors de celle résultant de la cessation du paiement des primes qui ne suffit pas à enlever tout profit au bénéficiaire, c) admission de la révocation de l'article 1096 qui par les motifs qui l'ont édicté peut trouver son application dans notre cas, d) l'intervention de la justice évitée entre époux, e) application de l'article 299 qui parle en termes généraux de *tout avantage*.

M. Dupuich admet ces solutions : « l'article 1096 ne régit pas seulement les donations entre vifs, mais toute libéralité permise entre époux. Les libéralités peuvent revêtir des formes bien différentes : donations entre vifs, donations déguisées sous la forme d'un contrat onéreux, avantage indirect, stipulation pour autrui. Entre époux, les donations déguisées sous la forme d'un contrat à titre onéreux dans le but d'excéder la quotité disponible sont déclarées nulles par l'article 1099 c. civ. mais les simples avantages indirects sont valables au contraire et doivent être assimilés aux donations proprement dites faites par acte entre vifs. Cette assimilation doit s'étendre, à plus forte raison, aux stipulations pour autrui, qui n'a rien d'indirect. Celles-ci sont donc,

comme les donations entre vifs, soumises au principe de révocabilité » (1).

Et M. Dupuich ajoute pour le cas de l'article 299 (2) : « aux termes de l'article 299, l'époux contre lequel le divorce a été prononcé perd tous les avantages que l'autre époux lui avait faits. Cette règle, que la jurisprudence étend à la séparation de corps (3), doit recevoir application en matière d'assurance sur la vie (4). L'attribution de l'assurance faite au profit de l'époux coupable par son conjoint se trouve donc révoquée de plein droit ».

Il faut encore ajouter, que l'article 1096 n'étant applicable qu'aux libéralités faites durant le mariage ne pourra être invoqué pour la révocation de l'attribution du bénéfice, que pour une assurance sur la vie contractée après la célébration du mariage.

(1) DUPUICH, L'assurance-vie, 922, p. 231, n° 208.

(2) DUPUICH, précité, n° 207.

(3) Ch. réun. rej., 23 mai 1845, D. P., 45.1.225.

(4) Civ. Baume-les-Dames, 5 août 1886, J. A., 87.239.

VU : *Le Président,*
M. PICARD.

VU : *Le Doyen,*
H. BERTHÉLÉMY.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :
Le Recteur de l'Académie de Paris,
S. CHARLÉTY.

TABLE DES MATIÈRES

BIBLIOGRAPHIE	7
Ouvrages généraux, p. 7 ; Ouvrages spéciaux, p. 8 ;	
Recueils de jurisprudence et Périodiques, p. 11 ;	
Codes et Lois, p. 11 ; Travaux préparatoires et Com-	
mentaire de la loi sur le contrat d'assurance du	
13 juillet 1930, p. 12 ; Arrêts et Notes de jurispru-	
dence, p. 13.	
INTRODUCTION	17

PREMIERE PARTIE

Le Rapport du Capital ou des Primes

CHAPITRE PREMIER

Historique de la jurisprudence et de la doctrine

SECTION I

La jurisprudence jusqu'en 1896

A) Première phase de la jurisprudence jusqu'en 1871.....	21
B) Changement de jurisprudence en 1871	26
C) Revirement de la jurisprudence à partir de 1884	28
Arrêt de la Cour de cassation du 2 juillet 1884, p. 30 ;	
arrêts de la Cour de cassation du 16 janvier, 6, 8 et	
22 février 1888, p. 32 ; contradiction existant dans	
ces arrêts, p. 35 ; arrêt de la Cour de cassation du	
29 juin 1896, p. 37.	

SECTION II

Historique de la doctrine, antérieure à la Loi du 13 juillet 1930

- A) Théories qui essayèrent de justifier le droit personnel du tiers bénéficiaire et de lui attribuer le capital assuré. 39
- a) Théorie qui tend à voir dans le contrat d'assurance sur la vie, un contrat d'indemnité, p. 40 ; b) Théorie qui ne voulait soumettre au rapport que la dernière prime payée, p. 43 ; c) Théorie qui considérait l'attribution du bénéfice de l'assurance sur la vie comme une libéralité qui devrait être présumée faite avec dispense de rapport, p. 44 ; d) Théorie qui soutient que dans une assurance sur la vie souscrite au profit d'un tiers il y a donation jusqu'à la concurrence de la valeur du rachat, p. 46.
- B) Divergences de la doctrine sur les arrêts de la Cour de cassation de 1888 et 1896 en matière d'assurance sur la vie 47
- Opinion de Charmont, p. 48 ; opinion de Boistel, p. 48 ; opinion de Vigié, p. 50 ; opinion de Wahl, p. 50 ; opinions de Colin et Capitant, p. 51 ; opinions de Planiol et Ripert, p. 52 ; opinion de Lefort, p. 52 ; opinion de Dupuich, p. 52.

SECTION III

Doctrine et jurisprudence antérieures à la Loi du 13 juillet 1930, sur le rapport et la réduction des primes

Opinions de Baleyrier et Capitant, p. 56 ; opinions de Colin et Capitant, p. 57 ; distinction proposée par Caqueray, p. 58 ; distinction proposée par de Folleville, p. 58 ; attitude de la jurisprudence, p. 59 ; distinction soutenue par Lefort, p. 62 ; opinion de Thaller, p. 63 ; examen de la distinction entre les primes payées sur les revenus et celles payées sur un capital, p. 64 ; critérium de la Cour de cassation, p. 65 ; critérium de la jurisprudence, p. 66.

CHAPITRE II

Rapport et réduction d'après la Loi sur le contrat d'assurance du 13 juillet 1930

SECTION I

Attribution du bénéfice d'une assurance sur la vie

- A) Dans quels termes doit être faite l'attribution du bénéfice. 71
B) Dans quel acte peut être faite l'attribution du bénéfice .. 73

SECTION II

Rapport et Réduction

Cas où le capital assuré fera partie de la succession du souscripteur, p. 76 ; exclusion du capital de la succession de l'assuré par les art. 63 et 67 de la nouvelle loi, p. 77 ; rapport et réduction d'après l'art. 68 l. d. ass., p. 77 ; rapport des articles 1094 et 1098 du c. civ., p. 78 ; validité de la clause qui obligerait le bénéficiaire au rapport du capital, p. 79 ; attitude de la Cour de cassation quant au rapport et à la réduction des donations faites sur les revenus, p. 81 ; fondement de la dispense de rapport pour les primes payées sur les revenus, p. 81 ; « primes exagérées » d'après l'art. 68, p. 82 ; clause qui dispenserait le bénéficiaire du rapport des primes exagérées, p. 88 ; détermination des primes excessives, p. 88 ; date qui sera considérée comme étant celle de la donation, p. 91 ; a) date du contrat, p. 91 ; b) dates du paiement des primes, p. 92 ; législation étrangère : Allemagne, p. 94 ; Angleterre, p. 95 ; Argentine, p. 97 ; Belgique, p. 98 ; Chine, p. 99 ; Italie, p. 100 ; Roumanie, p. 101 ; Suède, p. 102 ; Suisse, p. 103 ; Turquie, p. 106.

DEUXIEME PARTIE

Récompense à la communauté conjugale

Difficulté apparaissant dans une assurance succincte par un époux au profit du conjoint, p. 109 ; A) régime de la séparation de biens, p. 110 ; B) régime exclusif de communauté, p. 110 ; C) régime dotal, p. 111.

CHAPITRE I

Jurisprudence et doctrine antérieures à la loi du 13 juillet 1930 sur l'assurance souscrite sous le régime de communauté

SECTION I

Exclusion du capital assuré de la communauté

Arguments tirés de l'article 1422, c. civ., p. 114 ; théorie qui voit dans l'opération une donation du mari à la femme, p. 115 ; théorie de la gestion d'affaire de Labbé, p. 115 ; opinion de Planiol, p. 116 ; solutions de la jurisprudence, p. 117 ; avantages et inconvénients de la solution qui considère que l'époux fait une donation à son conjoint, p. 119 ; possibilité d'exclure le capital de la communauté, p. 121.

SECTION II

Récompense à la communauté pour le montant des primes

Dispense de récompense lorsque telle apparaît l'intention du souscripteur, p. 123 ; inconvénients de l'idée de donation, p. 125 ; assurance réversible, p. 126.

SECTION III

Doctrine antérieure à la loi du 13 juillet 1930

Opinions de : Baudry-Lacantinerie, p. 127 ; Guillouard p. 128 ; Lefort, p. 128 ; Mornard, p. 129 ; Crémieu, p. 129 ; Planiol, p. 130 ; Contradictions existant dans la jurisprudence, p. 131 ; nécessité d'un texte de loi, p. 135.

CHAPITRE II

L'Assurance entre époux depuis la loi du 13 juillet 1930

SECTION I

Assurance antérieure au mariage

But de cette assurance, p. 140 ; date de cette assurance, p. 140 ; exclusion de cette assurance de la communauté par la doctrine, p. 141 ; solution apportée par l'art. 71, premier alinéa et ses conséquences, p. 143.

SECTION II

Assurance au cours du mariage

- A) Assurance souscrite par le mari 146
- 1) Assurance au profit de la femme, p. 146 ; situation de sûreté résultant de l'art. 71, p. 147 ; clause par laquelle le capital stipulé au profit de la femme tomberait en communauté, p. 149 ; intérêt de cette clause, p. 151 ; de quoi se compose le propre constitué à la femme par l'art. 71, premier alinéa, p. 155 ; 2) assurance au profit de tiers, p. 156 ; 3) assurance au profit personnel et assurance sur la tête de la femme, p. 156.
- B) Assurance souscrite par la femme 158
- 1) Assurance au profit du mari, p. 159 ; 2) assurance au profit de tiers et assurance pour la femme sur la tête du mari, p. 159.
- C) Assurance conjointe 159

SECTION III

Récompense à la communauté

Principes posés par le deuxième alinéa de l'article 71, p. 162 ; distinction des primes modiques et des primes exagérées, p. 163 ; montant de la récompense, p. 164 ; validité d'une clause dispensant la femme de toute récompense, p. 167.

- A) Assurance antérieure au mariage 168

- B) Assurance pendant le mariage 169
a) assurance souscrite par le mari, p. 169 ; b) assurance souscrite par la femme, p. 170.

TROISIEME PARTIE

Droits des créanciers

CHAPITRE I

Droits des créanciers du bénéficiaire

CHAPITRE II

Droits des créanciers du souscripteur

SECTION I

Droits des créanciers hors de la faillite

- 1) Quant au capital, p. 173 ; 2) quant à la valeur de rachat, p. 174 ; 3) réduction de l'assurance, p. 176.

SECTION II

Droits des créanciers de l'assuré pendant la période suspecte

Possibilité pour le débiteur de souscrire une assurance dans les termes de l'art. 1121, c. civ., pendant la période suspecte, p. 178 ; droits des créanciers au remboursement des primes exagérées, p. 180.

SECTION III

Droits des créanciers après le jugement de déclaration de la faillite

- A) Du vivant de l'assuré 180
a) En ce qui concerne l'assureur : 1) faillite de l'assuré, p. 180 ; 2) faillite de l'assureur, p. 182.
b) En ce qui concerne le souscripteur, p. 183 : A) assurance au profit du patrimoine, p. 185 ; B) assurance au profit d'un tiers, p. 190.

- B) Après la mort de l'assuré 191
α) assurance au profit du patrimoine, p. 191 ; b) assurance au profit d'un tiers déterminé : 1) tiers quelconque, p. 193 ; exclusion des articles 446 et 447 en matière d'assurance sur la vie, p. 194 ; 2) assurance au profit du conjoint, p. 196 ; exclusion des art. 559 et 564 en matière d'assurance sur la vie, p. 198 ; Législation étrangère, p. 202.

QUATRIEME PARTIE

Révocation de l'attribution à titre gratuit du bénéfice d'une assurance sur la vie, après l'acceptation du tiers bénéficiaire

Difficulté de la question, p. 205 ; A) difficulté naissant de la nature de l'opération, p. 205 ; B) difficulté naissant de l'article 79 de la loi du 13 juillet 1930, p. 208 ; Législation étrangère, p. 213.

SECTION I

Révocation d'une stipulation pour autrui

- A) Révocation de l'article 954, c. civ., p. 218 ; B) Révocation de l'article 955, c. civ., p. 218 ; C) Révocation de l'article 960, c. civ., p. 219.

SECTION II

Possibilité d'application des cas admis par le droit commun pour la révocation des donations, à la révocation de l'attribution à titre gratuit du bénéfice d'une assurance sur la vie.

- A) Le souscripteur de l'assurance pourra-t-il révoquer pour cause d'ingratitude ? 221
B) Révocation pour inexécution de charges 228
C) Révocation pour survenance d'enfant 229
D) Révocation de l'article 1096 et déchéance de l'article 299 du c. civ. 233

Imprimerie Rapide du Centre. — Issoudun. — (Tél. 32)

